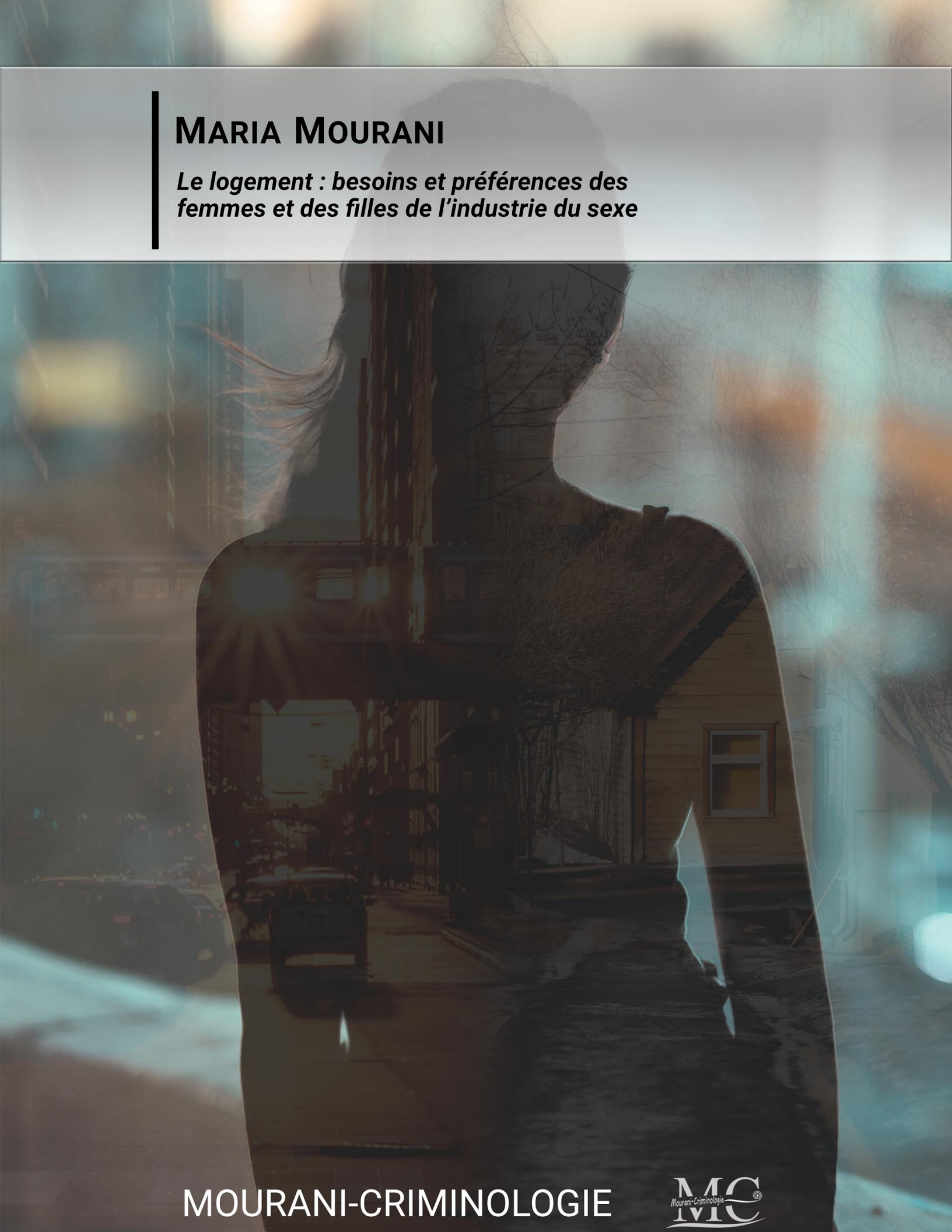
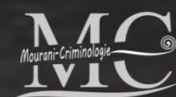


The background of the entire page is a composite image. It features a dark silhouette of a woman from the waist up, facing right. Inside the silhouette, there is a detailed, slightly desaturated image of a city street scene. The street scene includes a car in the foreground, buildings on either side, and trees. The overall color palette is muted, with a mix of greys, blues, and earthy tones.

MARIA MOURANI

***Le logement : besoins et préférences des
femmes et des filles de l'industrie du sexe***

MOURANI-CRIMINOLOGIE



**Le logement : besoins et préférences des femmes et des filles
de l'industrie du sexe**

MARIA MOURANI
MOURANI-CRIMINOLOGIE

Éditions et production
Mourani-Criminologie
C. P. 68027 B. P. Blainville
Blainville (Québec)
J7C 4Z4
Site Internet : <https://mouranicriminologie.com/>



Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-9818161-0-8 (version PDF)

© Mourani-Criminologie 2019

La reproduction ou la diffusion totale ou partielle de ce document, sous quelques formes que ce soit, est autorisée seulement sur demande à Mourani-Criminologie et dans le respect des droits d'auteur. Cette restriction ne s'applique pas à La Sortie et à Sécurité publique Canada, qui en ont une licence non exclusive. Les demandes peuvent être faites à mourama9@gmail.com

Recherche et rédaction

Maria Mourani

Revue de littérature

Catherine Malécot

Comité consultatif et d'appui à la recherche

La Sortie (Montréal)

La rue des femmes (Montréal)

Le 2159 (volet jeunesse de l'organisme Action Nouvelle Vie de Longueuil)

Maison d'Hébergement Pour Elles des deux Vallées (Outaouais)

Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière (Ville de Québec)

PECH (Ville de Québec)

Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement (CAFES)

Révision (version française) et mise en page

Esther Carpentier

Traduction anglaise

Johanna Cardinal

Matthew Plunkett

Mise en page et graphisme

Pascal Taillon

Les photographies libres de droits ayant été utilisées pour créer la page couverture ont été gracieusement données à travers le service Unsplash par les photographes suivants: Erik Kaha, Bryan Minear et Ali Pazani.

Mai 2019

Cette étude n'engage que son auteur.

REMERCIEMENTS

Nos premiers remerciements vont à toutes ces femmes et ces filles qui ont accepté de participer à cette étude par leur collaboration à la création du questionnaire (*focus group*) ou à la collecte des données. Merci !

Nous tenons à remercier aussi toutes les organisations qui ont contribué au succès de cette étude par leur implication aux *focus groups* (questionnaire) et à la collecte des données : le CALACS de Québec/Viol-Secours, le CALACS de l'Outaouais, le CALACS Rive-Sud – Lévis, le CALACS-Estrie, le Projet L.u.n.e (Libres, Unies, Nuancées, Ensemble de la Ville de Québec), le Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO), Équipe Mobilis - Direction de la protection de la jeunesse/Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est (CISSS Montérégie-Est), le Centre de santé du Lac-Simon (Val-d'Or), le CISSS Abitibi-Témiscamingue (Hôpital de Val-d'Or), Pikatemps (Val-d'Or), la Mission Bon Accueil (Montréal).

Un grand merci au Comité consultatif et d'appui à la recherche pour leurs conseils ainsi que leur implication dans les *focus groups* et la collecte de données : La Sortie (Montréal), La rue des Femmes (Montréal), Le 2159 (volet jeunesse de l'organisme Action Nouvelle Vie de Longueuil), la Maison d'hébergement Pour Elles des deux Vallées (Outaouais), l'Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière (Ville de Québec), PECH (Ville de Québec) et le Collectif d'aide aux femmes exploitées sexuellement (CAFES).

Un merci particulier à toutes ces personnes¹ qui ont offert de leur temps malgré un agenda fort chargé : Sarah Bédard, Annick Brazeau, Pascale Brosseau, Julie Denis, Tamarah François, Marie-Claude Gauvreau, Émilie Grenon, Élisabeth Houde, Lauryann Irazoqui, Patricia Larivière, Maylissa Luby, Sophie Miron, Élisabeth Papatie, Marie-Noël Paradis, Pascale Philibert, Chantal Simoneau, Raphaël Tétreault, Julie Tremblay, Ann-Gaël Whiteman, Marie-Michèle Whitlock, Heidi Yane.

Un remerciement spécial à Rose Sullivan pour son aide remarquable sur le terrain et à Ronald Lepage qui a su être à l'écoute de nos besoins afin que l'on puisse mener à terme cette étude.

¹ Ces personnes sont remerciées par ordre alphabétique.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	6
FAITS SAILLANTS	10
INTRODUCTION	15
PROBLÉMATIQUE ET PERSPECTIVE THÉORIQUE	16
1. Le commerce du sexe : une industrie puissante en plein essor	16
2. La traite sexuelle : une manne monétaire pour les industries du sexe.....	18
3. Sortir de l'industrie du sexe : un parcours truffé d'embûches.....	22
4. Le logement : un levier vital pour la sortie	25
OBJECTIFS	29
MÉTHODOLOGIE	30
1. Questionnaire.....	30
2. Collecte des données.....	32
3. Échantillon.....	34
4. Traitement des données.....	35
RÉSULTATS	36
1. Profil sociodémographique.....	36
1.1 Lieu de résidence et âge des répondantes.....	36
1.2 État matrimonial et situation familiale	38
1.3 Revenu	40
1.4 Études.....	43
1.5 Statut légal, langues et référents identitaires	43
2. Sortir de l'industrie du sexe : obstacles et leviers	45
2.1 Activités et temps passé dans l'industrie du sexe.....	46
2.2 Entrée dans l'industrie du sexe.....	49
2.3 Femmes et filles ayant pensé quitter l'industrie du sexe	52
2.4 Femmes et filles ayant essayé de quitter l'industrie du sexe	53
2.5 Femmes et filles ayant quitté l'industrie du sexe de manière permanente après la première ou plusieurs tentatives	53
2.6 Femmes et filles ayant pris un <i>break</i> de l'industrie, mais pensent y retourner.....	57
3. Situation résidentielle.....	59
3.1 Types de logement	59
3.2 Conditions d'habitation	64
3.3 Appréciation du logement	67
4. Préférences en matière de logement	69
4.1 Types de logement	69
4.2 Conditions d'habitation	71
4.3 Services associés au logement.....	74
5. Accessibilité et préférences en matière de services.....	76
5.1 Services obtenus au cours des six derniers mois	76
5.2 Préférences en matière de services	79
DISCUSSION.....	83
QUELS MODÈLES POUR LE QUÉBEC ?	91
BIBLIOGRAPHIE	93
ANNEXE 1	100
ANNEXE 2	129
ANNEXE 3	145

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 - Revenus au cours des 6 derniers mois.....	42
FIGURE 2 - Revenus au cours du dernier mois.....	42
FIGURE 3 - Nombre d'années dans l'industrie du sexe (RIS)	46
FIGURE 4 - Nombre d'années dans l'industrie du sexe (RHIS)	46
FIGURE 5 - Nombre d'activités pratiquées	49
FIGURE 6 - Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe.....	52
FIGURE 7 - Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe.....	53
FIGURE 8 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe (1 ^{re} tentative).....	55
FIGURE 9 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe (plusieurs tentatives).....	55
FIGURE 10 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe (1 ^{re} et plusieurs tentatives).....	56
FIGURE 11 - Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe (plusieurs tentatives)	57
FIGURE 12 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe	58
FIGURE 13 - Incitatifs à retourner dans l'industrie du sexe.....	59
FIGURE 14 – Lieux où les répondantes ont passé au moins une nuit au cours des six derniers mois	60
FIGURE 15 - Proportion de répondantes vivant dans leur appartement, maison ou logement subventionné (HLM, FOHM).....	62
FIGURE 16 - Logements habités	63
FIGURE 17 - Durée à l'endroit habité	63
FIGURE 18 - Nombre de répondantes habitant seules	65
FIGURE 19 - Nombre de personnes habitant avec les répondantes	65
FIGURE 20 - Personnes habitant avec les répondantes	66
FIGURE 21 - Personnes hébergées temporairement.....	66
FIGURE 22 - Degré de satisfaction du logement habité.....	67
FIGURE 23 - Préférences en logement.....	70
FIGURE 24 - Vivre seule ou pas?.....	71
FIGURE 25 - Raisons invoquées par les répondantes préférant vivre seules	72
FIGURE 26 - Raisons invoquées par les répondantes préférant ne pas vivre seules.....	73
FIGURE 27 - Types de service souhaités dans le logement	74
FIGURE 28 - Autres services souhaités.....	75
FIGURE 29 - Services utilisés au cours des six derniers mois	76
FIGURE 30 - Services souhaités au cours des six prochains mois.....	80

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 - Régions	37
TABLEAU 2 - Répartition en fonction des villes	37
TABLEAU 3 - Âges	38
TABLEAU 4 - État matrimonial et situation familiale	39
TABLEAU 5 - État matrimonial en fonction de l'âge	40
TABLEAU 6 - Revenus.....	41
TABLEAU 7 - Études	43
TABLEAU 8 - Statut, langue et identité	45
TABLEAU 9 - Activités dans l'industrie du sexe.....	47
TABLEAU 10 - Activités dans l'industrie du sexe (regroupement des activités similaires)	48
TABLEAU 11 - Incitatifs contribuant à l'entrée dans l'industrie du sexe.....	51
TABLEAU 12 - Logements habités selon les activités prostitutionnelles	64
TABLEAU 13 - Raisons invoquées par les RHIS selon leur degré de satisfaction	68
TABLEAU 14 - Raisons invoquées par les RIS selon leur degré de satisfaction	69
TABLEAU 15 - Préférences en matière de logement selon les activités prostitutionnelles	71
TABLEAU 16 - Personnes avec qui les répondantes aimeraient vivre	73
TABLEAU 17 - Services utilisés au cours des six derniers mois selon le nombre d'années dans l'industrie du sexe	78
TABLEAU 18 - Services utilisés au cours des six derniers mois selon les activités prostitutionnelles	79
TABLEAU 19 - Services souhaités au cours des six prochains mois selon le nombre d'années dans l'industrie du sexe	81
TABLEAU 20 - Services souhaités au cours des six prochains mois selon les activités prostitutionnelles	82
TABLEAU 21 - Éléments ayant contribué à l'entrée dans l'industrie du sexe (tableau croisé détaillé)	145

FAITS SAILLANTS

Répartition géographique

- Même s'il existe des disparités géographiques, l'industrie du sexe est présente dans presque toutes les régions administratives du Québec.
- Sur l'ensemble des répondantes, 54 % résident dans la Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal et 46 % ailleurs au Québec. Parmi celles qui sont dans l'industrie du sexe, 63 % habitent dans la RMR de Montréal et 37 % ailleurs au Québec; tandis que parmi celles qui n'y sont plus, 45 % vivent dans la RMR de Montréal et 55 % ailleurs au Québec.

Profil sociodémographique

- La majorité des répondantes dans l'industrie du sexe sont jeunes : 51 % d'entre elles ont de 25 à 35 ans et 22 % ont moins de 25 ans.
- La majorité des femmes et des filles dans l'industrie du sexe sont célibataires et sans enfants.
- Les femmes et les filles qui ne sont plus dans l'industrie du sexe ont un niveau scolaire plus élevé (collégial) que les autres répondantes.

Revenu

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont des revenus plus élevés que celles qui en sont sorties.
- Les revenus de la quasi-totalité des femmes et des filles (plus de 90%) dans l'industrie du sexe proviennent de ce commerce.
- L'aide sociale constitue les revenus de plus de 40 % des femmes et des filles ayant quitté l'industrie du sexe tandis que pour plus de 30 % de ces personnes, les revenus proviennent d'un emploi déclaré.

Situation prostitutionnelle

- En excluant celles qui ont refusé d'identifier leur situation, 55 % des répondantes qui ont participé à cette étude étaient dans l'industrie du sexe au moment de remplir le questionnaire et 45 % n'y étaient plus.
- La majorité des femmes et des filles sont actives dans l'industrie du sexe de 2 à 5 ans. Une minorité pratiquent une prostitution occasionnelle ou de moins d'un an.
- L'activité la plus pratiquée est l'escorte, et ce, à plus de 50 %. La deuxième activité la plus pratiquée est celle de danseuse.
- La majorité des répondantes pratiquent (90 %) ou ont pratiqué (84 %) au plus trois activités prostitutionnelles.

Incitatifs à l'entrée dans l'industrie du sexe

- Le besoin d'argent (70 %) et le logement (46 %) sont les deux raisons les plus nommées, par l'ensemble des répondantes, pour expliquer leur entrée dans la prostitution.
- L'obligation de combler les autres besoins de base (nourriture, transport, etc.) et les dettes sont identifiées par plus de 40 % des répondantes.
- Les deux tiers des femmes qui disent avoir pris un *break* de l'industrie du sexe (67 %) évoquent le besoin d'argent comme raison de vouloir y retourner, les dettes arrivant en deuxième position avec 39 % des répondantes.

Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe

- Les femmes et les filles qui ont pensé quitter l'industrie du sexe en ont été dissuadées à la seule pensée de leurs besoins d'argent (64 %), de leurs dettes (51 %), des coûts de leurs besoins de base (45 %) et de logement (34 %).
- Les femmes et les filles qui ont essayé de quitter l'industrie du sexe sans succès ont nommé le besoin d'argent (70 %) et le logement (53 %) comme les deux premiers obstacles à la sortie.
- Les femmes et les filles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives ont nommé le besoin d'argent (75 %) comme premier obstacle à la sortie. Toutefois, plus de 50 % d'entre elles identifient, respectivement et par ordre d'importance, les obstacles suivants : la perte de confiance envers les institutions publiques, le paiement des besoins de base autre que le logement et les problèmes de dépendance (alcool, drogue, jeu, etc.).

Leviers de sortie de l'industrie du sexe

- Le déménagement ou la sortie du milieu (53 %), le fait de ne pas se sentir jugée, d'être crue et entendue (53 %), le besoin de se sentir en sécurité (45 %), l'accès et le soutien à l'obtention d'un logement ou d'un hébergement (42 %) ainsi que l'accès et le soutien à l'obtention des besoins de base (40 %) sont les cinq incitatifs les plus mentionnés par les répondantes ayant quitté définitivement l'industrie du sexe.
- Parmi les répondantes qui disent avoir pris un *break* de la prostitution, 42 % rapportent le besoin de se sentir en sécurité comme l'une des raisons de leur sortie et 38 % invoquent le fait d'avoir déménagé et quitté le milieu prostitutionnel.

Situation résidentielle

- Un peu plus de la moitié (51 %) des femmes et des filles dans l'industrie du sexe et 37 % de celles qui n'y sont plus affirment avoir passé une nuit dans leur propre appartement ou une maison sans subvention au loyer au cours des six derniers mois.
- Les femmes et les filles ayant quitté l'industrie du sexe sont plus nombreuses à avoir passé une nuit, au cours des six derniers mois, chez un membre de la famille ou un conjoint; tandis que celles qui sont encore dans la prostitution sont plus nombreuses à rapporter avoir passé une nuit chez un client ou un inconnu moyennant des services sexuels.
- Une très faible minorité de femmes et de filles hors de l'industrie du sexe ont mentionné avoir passé au moins une nuit, au cours des six derniers mois, chez un client (3 %) ou un inconnu moyennant des services sexuels (2 %).

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe sont plus nombreuses à avoir passé au moins une nuit, au cours des six derniers mois, dans un hôpital (18 %).
- La grande majorité des répondantes ne vivent pas dans leur propre appartement, maison ou logement subventionné (66 % des répondantes hors de l'industrie du sexe et 84 % de celles qui y sont encore) et plus de la moitié d'entre elles ne résident pas dans leur propre appartement ou maison sans subvention; les répondantes hors de l'industrie du sexe vont loger chez de la famille ou chez un conjoint, tandis que celles qui y sont encore vont davantage résider chez un.e ami.e, un *sugar daddy* ou avec d'autres personnes de l'industrie du sexe.
- Plus du tiers des femmes et des filles sondées résident au même endroit depuis moins de six mois.
- Plus de 60 % des femmes et des filles sondées ne vivent pas seules. La majorité d'entre elles résident, de manière permanente, avec une ou deux personnes, le plus souvent avec leurs enfants de moins de 18 ans, avec des amis ou des connaissances.

Appréciation du logement

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont un avis majoritairement neutre (47 %) sur leur logement actuel, mais sont moins satisfaites que celles qui ne sont plus dans la prostitution.
- Les répondantes qui sont dans l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à mentionner le coût trop élevé du logement (18 %) et un entourage inadéquat (13 %).
- Les répondantes qui ont quitté l'industrie du sexe ont le plus mentionné se sentir confortables (17 %) et avoir un entourage sain (15 %) dans leur logement actuel.
- Les raisons les plus invoquées pour un logement satisfaisant à très satisfaisant sont la beauté de l'appartement, le fait de se sentir en sécurité et confortable, le coût peu élevé et un entourage sain.
- Les raisons les plus invoquées pour un logement insatisfaisant à très insatisfaisant sont la cherté du logement, un emplacement et un entourage inadéquats ainsi que le fait de ne pas se sentir chez soi.

Préférences en matière de logement

- Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont une préférence pour un logement subventionné (33 %) ou avec subvention au loyer (26 %), tandis que celles qui ne sont plus dans la prostitution préfèrent avoir accès à un logement permanent dans un immeuble réservé à des femmes ayant eu des parcours prostitutionnels (22 %). Toujours est-il que le logement subventionné (19 %) et le logement avec subvention au loyer (16 %) sont aussi des options préférentielles des femmes et des filles ayant quitté la prostitution.
- La majorité des répondantes ont rejeté les modèles d'hébergement impliquant une restriction de leur autonomie et ceux pouvant les mettre en cohabitation avec des femmes ayant d'autres problématiques qu'elles.
- Les répondantes qui sont ou ont été danseuses (42 %) ou escortes (38 %) sont plus nombreuses à vouloir un logement subventionné, tandis que celles qui sont ou ont été dans la pornographie sont les moins intéressées à ce genre de logement (10 %).
- Plus de la moitié des femmes et des filles sondées aimeraient vivre seules et, pour la majorité d'entre elles, les raisons invoquées sont : avoir de l'intimité et de la tranquillité (plus de 70 %) et avoir leur indépendance (plus de 50 %).
- Parmi les répondantes ne voulant pas vivre seules, plus de 40 % de celles qui sont dans l'industrie du sexe ont mentionné qu'elles préféreraient habiter avec d'autres personnes pour avoir de la compagnie, pour partager les coûts, pour se sentir en sécurité ainsi que par amour et responsabilité parentale. Ces mêmes réponses ont été aussi données par plus de 50 % des femmes et des filles qui ne sont plus dans la prostitution.
- Parmi les répondantes ne voulant pas résider seules, environ 40 % ont dit vouloir vivre avec leurs enfants, avec des amis ou en collocation. En outre, 45 % des répondantes ayant quitté l'industrie du sexe ont mentionné vouloir vivre avec un.e partenaire ou conjoint.e, alors qu'elles ne sont que 22 % chez celles qui sont encore dans la prostitution.
- La majorité des répondantes qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe souhaitent avoir dans leur immeuble un accès sécurisé (intercom, caméra, etc.) et un gardien de sécurité.

Accessibilité et préférences en matière de services

- Les services qui ont été les plus utilisés, au cours des six derniers mois (au moment de la passation du questionnaire), sont ceux de santé physique (74 % de celles qui ne sont plus dans l'industrie du sexe vs 56 % de celles qui y sont) et ceux de santé psychologique et/ou psychiatrique (57 % de celles qui ne sont plus dans l'industrie du sexe vs 20 % de celles qui y sont).
- 31 % des répondantes dans l'industrie du sexe ont mentionné n'avoir utilisé aucun service, au cours des six derniers mois, au moment de la passation du questionnaire.
- Les répondantes qui ont passé plus de 10 ans dans l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à utiliser les différents services offerts (services de santé psychologique et/ou psychiatrique, services alimentaires, juridiques ou administratifs, services en lien avec la sexualité et les enfants).
- Les répondantes qui ont été ou sont dans des bordels (84 %) sont plus nombreuses à utiliser les services de santé physique, tandis que celles qui font ou ont été dans la pornographie ont le plus utilisé les services de santé psychologique et/ou psychiatrique (50 %).

- Les répondantes dans la prostitution de rue, ou l'ayant été, sont les plus utilisatrices de services en lien à l'alimentation, la drogue et l'alcool.
- Les répondantes hors de l'industrie du sexe sont plus utilisatrices de services que celles qui y sont encore.
- Plus de 50 % de l'ensemble des répondantes ont mentionné qu'elles aimeraient avoir accès aux services de santé physique, psychologique et/ou psychiatrique dans le prochain semestre. La deuxième catégorie de services la plus demandée vise à combler les besoins de base, principalement alimentaires (plus de 40 %).
- Les répondantes qui sont ou ont été dans la prostitution de rue sont les plus nombreuses à souhaiter des services liés à l'alcool (23 %) dans le prochain semestre.
- Les répondantes qui sont ou ont été dans la pornographie, la danse, le *sugar* « *daddisme* » sont les plus nombreuses à souhaiter avoir accès, au cours des six prochains mois, à des services liés à l'éducation, à des questions juridiques ou administratives, aux finances, à la sexualité et à la sécurité au logement.

INTRODUCTION

Mourani-Criminologie est une firme de criminologie basée au Québec. Nous offrons divers services, dont celui de la recherche. En octobre 2017, nous avons été sollicités par La Sortie, un organisme ayant pour mission d'offrir un hébergement et un accompagnement aux victimes d'exploitation sexuelle, afin de mener une étude sur les besoins et préférences en matière de logement des personnes souhaitant quitter l'industrie du sexe et, par les résultats, d'élaborer des modèles d'intervention en logement.

Cherchant à améliorer les services offerts aux victimes d'exploitation sexuelle, La Sortie avait alors sollicité et obtenu une subvention de Sécurité Publique Canada afin de voir à la réalisation d'une étude visant à connaître les besoins en logement et développer des modèles d'intervention pour ce type de clientèle au Québec. La présente étude répond à l'objectif de recherche inscrit dans le cadre global de ce projet de La Sortie, nommé Horizon.

Ce rapport est donc l'aboutissement de ce travail de recherche dirigé par Mourani-Criminologie. Il se déploie en différentes sections : la première partie concerne l'état des connaissances sur les femmes de l'industrie du sexe et les processus de sortie; la seconde décrit les étapes de la recherche; la troisième met en lumière et en discussion les résultats; et la dernière section conclut sur des propositions de modèles d'intervention en logement.

PROBLÉMATIQUE ET PERSPECTIVE THÉORIQUE

1. Le commerce du sexe : une industrie puissante en plein essor

Depuis les 50 dernières années, on assiste à une industrialisation effrénée du commerce sexuel et à sa transnationalisation. Ces industries qui rapportent des milliards de dollars, et dont les activités consistent à vendre et à acheter du sexe (objets, humains et services), se déclinent en plusieurs secteurs : la pornographie², le tourisme sexuel, la prostitution sous toutes ses formes (escortes, salons de massage, bars de danseuses, *sugar daddy*, prostitution de rue, étudiante, occasionnelle ou de survie, bordels, *peep-shows*, etc.), cinémas érotiques, clubs échangistes, boutiques offrant des objets sexuels, serveuses sexy, sexe en ligne (web et téléphone), agences matrimoniales, etc. (GRC et CNCTP, 2010; Poulin, 2004, 2017).

Dépendamment de la législation des États, les activités de ces industries sont qualifiées de légales ou d'illégales. Plusieurs pays en tirent des profits colossaux et contribuent ainsi à l'essor de ces industries du sexe. Au Canada, 11 % des hommes auraient payé pour du sexe. Aux Pays-Bas, ils seraient 60 %; en Allemagne, 66 %; au Cambodge, 65 % et en Suède, 8,5 %. Ces différences marquées s'expliqueraient, en grande partie, par la légalisation et la banalisation de la prostitution dans certains de ces pays (Poulin, 2017).

À elle seule, l'industrie de la pornographie représenterait environ 100 milliards de dollars US par année (Eriksson, 2004). En 2006, elle aurait généré des profits, à l'échelle mondiale, de plus de 97 milliards de dollars US, une nette augmentation comparativement à 2002 (profits estimés à environ 60 milliards de dollars US) (Poulin, 2017). Les États-Unis seraient le principal producteur mondial de pornographie avec un chiffre d'affaires d'environ 7 à 10 milliards de dollars US par année (Flowers, 2006). Depuis l'apparition de l'Internet, on assiste à une explosion des sites pornographiques, particulièrement les pédopornographiques. « La progression a été fulgurante : en 1997, il y avait environ 22 000 sites pornographiques sur le Web, 280 000 en 2000 et 4,2 millions en 2006³ ». Selon Poulin et Claude (2008), en 2006, 25 % des requêtes sur le Web concernaient la pornographie. Déjà des données de 1994 montraient que la « ... pornographie infantile ou pseudo-infantile (*kiddie or chicken porn*) sur l'Internet constitue 48,4 % de tous les téléchargements des sites commerciaux pour adultes⁴. Elle utilise des enfants aussi jeunes que trois ans⁵. »

De 2008 à 2015, Cyberaide, une plateforme administrée par le Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE), aurait reçu 151 762 signalements en lien à de la pornographie juvénile. Sur

² Même si la pornographie est de la prostitution, elle sera identifiée dans cette étude comme un secteur en soi.

³ Poulin, 2017, p. 198.

⁴ Étude menée par Rimm Marty sur une période de 7 jours seulement (du 21 au 27 septembre 1994) sur Internet : Marketing Pornography on the Information Superhighway, <http://groups.csail.mit.edu/mac/classes/6.805/articles/pornscare/rimm-study/mrtext.html#note122>

⁵ Poulin, 2002, p. 117-118.

les 46 859 enfants identifiés sur les contenus pornographiques, 49,64 % (21 640 victimes) semblaient âgés de moins de 8 ans; 28,66 % (12 493 victimes) de 8 à 11 ans; 15,39 % (6 710 victimes) de 11 à 12 ans pour les filles et de 12 à 14 ans pour les garçons; 6,02 % (2 626 victimes) de 12 à 16 ans pour les filles et de 14 à 15 ans pour les garçons; 0,29 % (128 victimes) de 16 à 17 ans pour les filles et de 15 à 16 ans pour les garçons. En outre, 50 % des images et des vidéos examinées mettaient en scène des agressions explicites et graves. Ce type d'agressions impliquait à 59 % des bambins et des bébés (CCPE, 2016).

Si la pornographie est un secteur en plein essor, la prostitution demeure aussi un marché fort lucratif. Toutefois, l'industrie de la prostitution, tout comme celle de la pornographie, n'a toujours pas fait l'objet d'un recensement exhaustif. Au Québec, les lieux et les offres prostitutionnels, tout comme dans le reste du Canada, sont soumis, entre autres, aux aléas de la clandestinité, des demandes du marché, des opérations policières et des grands événements. Tenter d'évaluer l'ampleur de ces industries n'est donc pas chose aisée. Cependant, quelques données collectées, notamment, par des organisations policières et des groupes œuvrant auprès de femmes et de filles dans la prostitution, sont fort éloquentes.

Dans une étude, menée de novembre 2010 à juin 2013, Szczepanik et al. (2014a) identifièrent 1077 lieux dans le Grand Montréal et 218 ailleurs au Québec offrant des services sexuels. Dans la Capitale nationale, en novembre 2013, La Maison de Marthe (2013) relevait la présence de 86 lieux physiques prostitutionnels (bars, motels, salons de massage, etc.), 55 sites sur Internet et 11 rubriques dans des journaux offrant des services sexuels. Dans la ville de Sherbrooke et aux alentours, Whitlock (2018) identifia quatre bars de danseuses, deux salons de massage et quatre sites Internet d'escortes. Seulement dans l'année 2011, le Service du renseignement criminel du Québec (2013) rapportait la présence de plus de 1 500 proxénètes actifs au Québec; plus de 2 600 000 transactions liées à la prostitution; 200 salons de massage; 65 bars de danseuses et 38 agences d'escortes en activité dans la seule ville de Montréal. Chiffres que le SRCQ estimait d'ailleurs très conservateurs! Selon des données issues de la Sûreté du Québec obtenues par le Conseil du statut de la femme (2002), 80 % des bars de danseuses du Québec seraient des lieux offrant des services sexuels (bars à gaffe). En 2018, lors du Grand Prix de Formule 1 de Montréal et du Sommet du G7 à Charlevoix, une entreprise spécialisée en informatique judiciaire rapportait que l'offre prostitutionnelle sur Internet pour le Grand Montréal et la Ville de Québec avait doublé depuis le mois de mai avec près de 8 000 entrées (numéros de téléphone, affichages, courriels); 55 % des annonces répertoriées concernaient Montréal, Laval et la Rive-Sud. La Ville de Québec, à elle seule, représentait 16 % des offres⁶. Comme quoi, les grands événements sont aussi des éléments à considérer dans la fluctuation de l'offre et la demande prostitutionnelle. On comprend donc que les données sur les lieux prostitutionnels, le nombre de proxénètes et de victimes ainsi

⁶ Journal de Montréal, 7 juin 2018. Repéré à <https://www.journaldemontreal.com/2018/06/07/deux-fois-plus-doffres-sexuelles>.

que les offres de services permettent donc d'avoir une « photographie », temporelle et spatiale, de l'industrie du sexe, mettant en lumière une infime partie de la pointe de l'iceberg.

Les autres données, couramment utilisées pour évaluer l'ampleur des industries du sexe et leur puissance économique, sont celles de la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. En effet, la forme sexuelle du trafic d'êtres humains sert à nourrir en « marchandises » les industries du sexe. Cette activité criminelle transnationale rapporte des milliards de dollars, à l'instar du trafic de drogue et d'armes (GRC et CNCTP, 2010; ONUDC, 2016). Selon les estimations⁷ de l'Organisation internationale du travail (2017), les deux tiers des profits⁸ générés par le « travail forcé⁹ » proviendraient de l'exploitation sexuelle. Ce qui reviendrait à des profits d'environ 99 milliards de dollars US par année. Au Canada, en moyenne, les profits réalisés par un trafiquant, exploitant sexuellement une victime, peuvent aller de 168 000 \$ à 336 000 \$ par année (GRC et CNCTP, 2013).

La traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle représente une source économique importante pour les industries du sexe et malgré la clandestinité de cette activité mouvante (instabilité des réseaux, apparition de l'Internet, difficulté à identifier les victimes, variabilité de la demande, etc.), les données estimées sur les victimes, tant internationales que nationales, sont alarmantes. Qu'en est-il donc de cette activité criminelle au niveau international? Quelle est la situation au Canada et au Québec? Qui sont les victimes?

2. La traite sexuelle : une manne monétaire pour les industries du sexe

Avant d'élaborer davantage sur ce phénomène, il convient de le définir. Selon le *Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*¹⁰ (15 novembre 2000), la traite des personnes consiste à recruter, transporter, transférer, héberger ou accueillir une personne : « ... par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres

⁷ Les données sur la traite des personnes sont des estimations. Cela s'explique, en partie, par la clandestinité de cette activité et la difficulté à identifier les victimes qui hésitent à dénoncer leurs agresseurs ou préfèrent taire leur exploitation de peur de subir le jugement des autres. À ces défis se conjuguent les diverses interprétations et ambiguïtés entourant les termes de prostitution et d'exploitation sexuelle qui deviennent en soi des obstacles non négligeables à l'identification des victimes qui souvent utilisent des services sans être forcément détectées ou pire, n'y ont pas accès (Thorburn, 2017).

⁸ Ces profits issus du « travail forcé » représenteraient 150 milliards de dollars US par année (ILO, 2017).

⁹ L'Organisation Internationale du Travail (OIT) inclut la traite en vue d'exploitation sexuelle dans la catégorie « travail forcé ». Cette posture s'explique par la vision travail du sexe de l'OIT (ILO, 2017; Poulin, 2004). Toutefois, l'ONUDC fait une distinction entre le travail forcé et l'exploitation sexuelle qu'elle oppose à une prostitution, dite, choisie et nommée aussi travail du sexe.

¹⁰ Communément nommé Protocole de Palerme.

formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes¹¹».

Ce Protocole fut ratifié par le Canada le 13 mai 2002. En 2005, le Code criminel est alors modifié afin de créer, notamment, des infractions de traite des personnes et d'exploitation. S'inspirant du Protocole, le Canada criminalise quiconque « ... recrute, transporte, transfère, reçoit, détient, cache ou héberge une personne, ou exerce un contrôle, une direction ou une influence sur les mouvements d'une personne, en vue de l'exploiter ou de faciliter son exploitation¹²». L'exploitation étant le fait d'amener une personne « à fournir ou offrir de fournir son travail ou ses services, par des agissements dont il est raisonnable de s'attendre, compte tenu du contexte, à ce qu'ils lui fassent croire qu'un refus de sa part mettrait en danger sa sécurité ou celle d'une personne qu'elle connaît¹³ »; ou l'amener « par la tromperie ou la menace ou l'usage de la force ou de toute autre forme de contrainte, à se faire prélever un organe ou des tissus¹⁴ ».

La traite des personnes peut être internationale ou interne. Sa forme internationale implique nécessairement de passer une frontière alors que l'interne revient à exploiter une personne à l'intérieur du pays, et ce, sans qu'il y ait forcément un déplacement de la victime. À l'échelle mondiale, la traite interne est de plus en plus détectée, passant de 17 % en 2007 à 31 % en 2010 (ONUDC, 2012). Même si le trafic d'organe, les enfants soldats, la vente des bébés et la mendicité forcée représentent aussi des aspects importants de la traite des personnes, l'exploitation sexuelle, le mariage et le travail forcé en sont les formes majoritairement détectées à l'échelle mondiale (ONUDC, 2009, 2014, 2016).

Sur les 40,3 millions de victimes d'*esclavage moderne*¹⁵ identifiées en 2016 par l'Organisation internationale du travail, 24,9 millions étaient forcées de travailler contre leur gré; 15,4 millions avaient été contraintes au mariage et 4,8 millions étaient exploitées sexuellement (ILO, 2017). Les femmes et les enfants, particulièrement les fillettes, sont les principales victimes de mariages forcés et d'exploitation sexuelle. De 2012 à 2014, 71 % des victimes de traite étaient des femmes (51 %) et des fillettes (20 %). En 2014, 72 % des femmes et des fillettes victimes de traite l'étaient à des fins de prostitution sous toutes ses formes (ONUDC, 2016). En 2016, sur les 4,8 millions de personnes exploitées sexuellement, 1 million étaient des enfants (ILO, 2017). « The vast majority of victims (99 per cent) were women and girls¹⁶ ». Une tendance en augmentation, particulièrement en ce qui concerne les enfants qui, en 2004, représentaient 13 % des victimes comparativement à 28 % (20 % de filles) en 2014. Près du tiers des victimes détectées sont des enfants et deux sur trois sont des filles. À titre indicatif, en 2004, 74 % des victimes de traite

¹¹ Nations Unies, 2005, art. 3.a, p. 353.

¹² Code criminel, article 279.01 (1).

¹³ Code criminel, article 279.04 (a).

¹⁴ Code criminel, article 279.04 (b).

¹⁵ L'Organisation internationale du travail (OIT) utilise le terme esclavage moderne pour, notamment, le travail et le mariage forcé.

¹⁶ ILO, 2017, p. 11.

étaient des femmes et 10 % des fillettes (ONUDC, 2014, 2016). La gent féminine constitue, donc, toujours le plus grand contingent de victimes et le marché des mineures (fillettes et adolescentes) semble de plus en plus visible, compte tenu d'une détection plus importante (ONUDC, 2014, 2016).

Au Québec et dans le reste du Canada, la traite la plus présente est celle commise à l'intérieur des frontières canadiennes à des fins d'exploitation sexuelle. Elle est interprovinciale et interrégionale. Le Québec, l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta en sont les plaques tournantes. Au Québec, les victimes se retrouvent dans plusieurs villes (Laval, Longueuil, Gatineau, Sherbrooke, Ville de Québec, etc.), mais Montréal demeure la ville la plus prostitutionnelle et est identifiée comme une destination majeure de tourisme sexuel, en plus d'être une plaque tournante de l'industrie pornographique en ligne (GRC et CNCTP, 2013; Mourani, 2009; SRCQ, 2013; U.S. Department of State, 2016). « Montréal, parfois appelée la Bangkok de l'Ouest, est considérée par plusieurs comme la capitale canadienne de la prostitution. Les touristes proviendraient principalement des provinces canadiennes avoisinantes et des États-Unis. Les informations obtenues auprès de la Sûreté du Québec révèlent que les bars de danseuses nues qui offrent des services sexuels qui vont au-delà des danses-contact se situent surtout dans les régions frontalières québécoises. Ceci indique bien que la clientèle provient en grande partie de l'extérieur du Québec. Il est également reconnu que des Américains viennent à Montréal utiliser les services des prostituées d'agences d'escorte. Des tarifs considérés très bas pour des services de grande qualité sont invoqués par ces touristes sexuels américains¹⁷ ».

Cependant, même si la traite interne est la forme la plus présente au Canada, des femmes et des filles étrangères sont aussi importées, très souvent, sous de fausses représentations afin d'alimenter l'industrie du sexe canadienne (GRC et CNCTP, 2010, 2013). Dans un rapport non publié de 2005, la GRC rapportait qu'environ 600 femmes et enfants seraient introduits illégalement au Canada, chaque année, en vue d'exploitation sexuelle (Oxman-Martinez et al., 2005). Le Canada est d'ailleurs reconnu comme un pays de recrutement, de transit vers les États-Unis, de destination et de tourisme sexuel (adulte et mineur) (GRC et CNCTP, 2010, 2013; Mourani, 2009; U.S. Department of State, 2009, 2016, 2018). Il est estimé qu'environ 1 500 à 2 200 personnes seraient victimes de traite du Canada vers les États-Unis chaque année (Oxman-Martinez et al., 2005). Les victimes ne seraient pas seulement des femmes étrangères, mais aussi des Canadiennes provenant, notamment, de Montréal, Calgary, Toronto, Vancouver et Niagara. Elles seraient expédiées, pour de la prostitution, dans plusieurs villes des États-Unis, telles que Miami, Fort Lauderdale, Las Vegas, Boston, Los Angeles et New York (GRC et CNCTP, 2010). Les victimes étrangères proviendraient, quant à elles, principalement, d'Asie et d'Europe de l'Est ainsi que des Caraïbes, de l'Amérique Latine et de l'Afrique (Langevin et al., 2004; U.S. Department of State, 2009, 2016, 2018).

¹⁷ CSF, 2002, p. 64.

Au Canada, le marché du sexe n'est pas seulement le lot d'organisations criminelles. Plusieurs indépendants se lancent dans ce commerce en montant leurs propres harems. Il est difficile d'évaluer la proportion du marché détenue par des groupes criminels versus des indépendants. Toutefois, le Québec et l'Ontario « sont les deux provinces canadiennes où la traite de personnes est étroitement liée aux gangs de rue. Dans environ 70 % des affaires de traite de personnes au Québec, les trafiquants sont membres ou associés d'un gang de rue¹⁸ ». Par ailleurs, on sait que 80 % des danseuses, au Québec, affirment être ou avoir été sous le contrôle d'un proxénète (SRCQ, 2013). Qui sont alors les personnes ciblées par ces trafiquants et ces proxénètes ?

À l'instar des données internationales, les victimes canadiennes sont majoritairement des femmes et des jeunes filles de 14 à 22 ans. Au Canada, environ 80 % des personnes prostituées adultes auraient commencé à l'âge mineur (Poulin, 2008). D'ailleurs, de 2007 à 2013, il a été relevé qu'environ 40 % des victimes identifiées étaient des mineures (GRC et CNCTP, 2013). Une estimation de la GRC rapportée par Hawke et Raphael (2016) fait état de 1 300 enfants canadiens victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle chaque année au Canada. « Montréal, Vancouver et Toronto seraient les principaux points d'entrée et de sortie du trafic d'enfants transfrontalier au Canada. Ces villes sont également d'importantes destinations du trafic interne d'enfants¹⁹ ». Les mineurs sont donc particulièrement ciblés par les trafiquants qui doivent répondre à une industrie du sexe pédophilique et hébéphilique. Ce constat ne diffère guère des données mondiales où il est observé une surreprésentation de la gent féminine parmi les victimes d'exploitation sexuelle et une augmentation du pourcentage des adolescentes et des fillettes (GRC et CNCTP, 2013; ONUDC, 2016).

L'utilisation des mineurs dans l'industrie du sexe, particulièrement dans la prostitution et la pornographie, n'est pas nouvelle au Québec. Déjà en 2002, un organisme montréalais, œuvrant auprès des jeunes, estimait qu'environ 4 000 jeunes (filles et garçons) de 12 à 25 ans étaient dans le marché de la prostitution à Montréal (Durocher et al., 2002). Une étude menée de septembre 2002 à octobre 2003 identifiait 379 mineurs, dont 356 filles, victimes d'exploitation sexuelle sur le territoire montréalais (Ricci et al., 2012). En 2004, la police de Montréal dénombrait environ 488 mineurs exploités sexuellement dans la métropole (Poulin, 2007). En 2015, le Service de police de Laval identifiait 117 victimes d'exploitation sexuelle, dont plus du tiers étaient des mineures²⁰. Une autre étude menée par Fortin et Fournier (2006) révélait que sur une période de plus de deux ans, soit de novembre 2002 à mai 2005, la Direction de la protection de la jeunesse de Québec (DPJQ) avait reçu 84 enfants (76 filles et 8 garçons de 11 à 17 ans) en lien à des activités prostitutionnelles. Sur cet échantillon, 91,7 % concernaient des jeunes de 14 à

¹⁸ GRC et CNCTP, 2013, p. 28.

¹⁹ Langevin et al., 2004, p. 18.

²⁰ Extrait du PowerPoint : L'exploitation sexuelle des mineurs : pistes d'action du programme prévention jeunesse de Laval, 30 novembre 2017.

18 ans avec un âge moyen de 15 ans autant pour les filles que les garçons. Rappelons qu'au Québec, l'âge moyen d'entrée dans la prostitution se situe autour de 14-15 ans.

Par ailleurs, proportionnellement à leur poids démographique, les données de la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada mettent en évidence une surreprésentation des femmes et des enfants autochtones (Barrett, 2010; Ricci et al., 2012; Sikka, 2009; U.S. Department of State, 2016). Les villes considérées comme des plaques tournantes de la traite des femmes et des enfants autochtones sont, notamment, Vancouver, Winnipeg et Ottawa. Dans la prostitution de rue, les femmes et les enfants autochtones représentent de 14 % à 63 % des victimes et, dans certaines villes canadiennes, 90 %! Au Québec, ce chiffre est estimé à 8 % (Farley et al., 2005; Oxman-Martinez et al., 2005; Pierce, 2012; Ricci et al., 2012). À Winnipeg, il y aurait environ 400 enfants et adolescents exploités sexuellement chaque année dans les rues, dont 70 % à 80 % seraient de descendance autochtone (Assembly of Manitoba Chiefs, 2010). À Vancouver, sur un échantillon de 100 femmes dans la prostitution, 52 % étaient des Premières Nations. Or, les autochtones ne représentent que 1,7 % à 7 % de la population de Vancouver (Farley et al., 2005). « In a qualitative study with 22 Aboriginal communities across Canada, informants in some areas estimated that 90% of children in the local sex trade were Aboriginal²¹ ». La situation est donc extrêmement préoccupante dans cette couche de la population.

La traite à des fins d'exploitation sexuelle demeure préoccupante au Canada. La Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et le Centre national de coordination contre la traite des personnes (CNCTP) confirment que la « traite des personnes existe et est même très répandue au Canada²² ». Cette activité contribue à alimenter, en marchandise humaine, les industries du sexe et le Québec ne fait pas exception à la règle. La prostitution et la pornographie sont parmi les industries les plus prospères de ce marché global. Les personnes ciblées sont en grande majorité les plus vulnérables aux prises à de multiples difficultés, notamment d'ordres économique, social, psychologique, judiciaire, voire physique. Qu'en est-il alors de ces personnes? Quels sont les défis auxquels elles doivent faire face? Est-il possible de sortir de ce marché puissant du sexe où l'argent, le pouvoir, la violence, le luxe et le glamour coulent à flots?

3. Sortir de l'industrie du sexe : un parcours truffé d'embûches

La majorité des femmes dans la prostitution disent vouloir en sortir et plusieurs études en font état (Farley et al., 1998, 2004, 2005; Hardman, 1997). Dans une étude menée auprès de 475 femmes prostituées d'Afrique du Sud, de Thaïlande, de Turquie, des États-Unis et de Zambie, Farley et al. (1998) révèlent que 92 % d'entre elles avaient exprimé le désir de quitter la prostitution. Dans une autre étude, plus récente, menée auprès de 854 personnes dans 9 pays, à savoir le Canada, la Colombie, l'Allemagne, le Mexique, l'Afrique du Sud, la Thaïlande, la

²¹ Pierce, 2012, p. 38-39.

²² GRC et CNCTP, 2013, p. 3.

Turquie, les États-Unis et la Zambie, Farley et al. (2004) rapportent que 89 % des répondantes auraient voulu « to escape prostitution, but did not have other options for survival²³ ». À Vancouver, ce sont 95 % des 100 femmes interrogées par Farley et al. (2005) qui souhaitent sortir de la prostitution. Des études menées au Québec, notamment par des organisations œuvrant auprès de personnes dans la prostitution, font état de 67 % à 90 % de femmes souhaitant quitter l'industrie du sexe (Boissonneault, 2015; Côté et al., 2016; La Maison de Marthe, 2016; Szczepanik et al., 2014b; Whitlock, 2018).

Si la grande majorité des femmes dans ces industries soutiennent vouloir en sortir, le souhait de quitter ne peut à lui seul expliquer le processus de sortie, puisqu'il ne conduit pas forcément à un réel engagement sans un soutien solide. Ce souhait est, toutefois, une première étape nécessaire et commune à toutes les personnes qui veulent quitter l'industrie du sexe (Baker et al., 2010; Cimino, 2013; Vinet-Bonin, 2013). Sortir est, dans les faits, un processus long, complexe, qui souvent emprunte des chemins sinueux et chaotiques où agissent et interagissent divers facteurs (individuels, sociaux, systémiques, culturels, juridiques, économiques, etc.) contribuant au maintien ou à la sortie de l'industrie (Ayerbe et al., 2011; Baker et al., 2010; Matthews et al., 2014).

Ce processus ne se résume pas à un événement précis et ne débouche pas forcément sur un succès. Il s'opère en plusieurs étapes (sortie-entrée-sortie) avant d'aboutir à un arrêt définitif. Un effet yoyo, comme le mentionne Sanders (2007), qui peut prendre plusieurs années avant de se stabiliser. La longue durée des parcours de sortie s'explique, en partie, par la multiplicité des problématiques rencontrées tout au long du processus et de leur forte intrication. En effet, ces femmes doivent jongler avec une série de défis (hébergement, sécurité, santé, revenu, toxicomanie, emploi, etc.) simultanément et souvent en urgence (Rabinovitch et Strega, 2004; Trinquart, 2002; Vinet-Bonin, 2013).

Les observations de terrain rendent compte de parcours difficiles. La certitude d'avoir franchi une étape de manière définitive est souvent loin d'être assurée. La succession des phases n'est ni chronologique, ni systématique, ni linéaire. La sortie peut avoir lieu après plusieurs tentatives. Selon Cimino (2013), seulement de 20 à 25 % de personnes participant à des programmes de sortie réussissent à quitter réellement l'industrie du sexe et pour plusieurs, après plus de cinq tentatives. De nombreux cas démontrent le risque de retour réel, après des mois, voire des années hors de l'industrie du sexe (Bindel et al., 2012; Cimino, 2013; Szczepanik et al., 2014b). Les obstacles à la sortie sont multiples et persistants pour certaines femmes : toxicomanie, inceste, agression sexuelle, pauvreté, stress post-traumatique, dépression, tentative de suicide, violence²⁴

²³ Farley et al., 2004, p. 34.

²⁴ Les personnes dans l'industrie du sexe sont régulièrement victimes de violence physique et psychologique. Selon le Conseil du statut de la femme (2012), au Québec, 71 % des femmes dans la prostitution avaient été victimes de violences physiques et 63 % de viols. Lederer et Wetzel (2014) rapportent que 95 % des victimes d'exploitation sexuelle subissent toutes sortes de violence : 81 % des viols, 68 % ont été battues, 54 % étranglées, 66 % menacées avec une arme à feu, etc. Par ailleurs, pour

physique et psychologique, isolement, problèmes de santé physique et mentale, itinérance, sentiment de honte et de culpabilité, perte d'estime de soi, problèmes juridiques, discrimination, etc.

Sortir de l'industrie du sexe implique des changements au plan social, relationnel et cognitif (Cimino, 2013). Cela consiste à transiter d'un milieu marginal à normalisé et s'inscrit, notamment, dans une transformation. La personne opère alors un changement interne qui peut être une source d'anxiété intense et de découragement, puisqu'elle est confrontée à l'inconnu et à une série d'obstacles. En fait, le souhait de quitter peut s'actualiser par des actions concrètes lorsque la personne reçoit l'aide nécessaire pour surmonter les obstacles. La dynamique vers la sortie ne progresse que si chaque obstacle peut être surmonté afin d'aboutir à l'autonomisation des personnes (*empowerment*). Par conséquent, si la possibilité d'avoir des alternatives socio-économiques autres que l'industrie du sexe demeure un levier essentiel, l'accès à un logement décent et sécuritaire loin du réseau prostitutionnel, le soutien familial et amical, l'accès à des services psychologiques, etc., sont tout aussi importants.

Selon Roe-Sepowitz et al. (2012), une mauvaise prise en charge des traumatismes peut entraîner un abandon lors du processus de sortie. En outre, la sortie ne pourrait aboutir à un succès sans une transition ontologique. « Sortir de la prostitution, c'est d'abord entrer en soi²⁵ » comme le mentionne, si justement, Rose Dufour (2018). Les services doivent donc répondre aux besoins multiples de ces femmes par des programmes de soutien intensifs, efficaces et holistiques, d'autant plus que la sortie ne peut se réduire à la seule trajectoire de la personne sans inclure un ensemble de données sociales, culturelles, juridiques, économiques, voire politiques (Law, 2011; Mansson et Hedin, 1999; McNaughton et Sanders, 2007; Roe-Sepowitz et al., 2012; Sagar, 2009; Steffan et al., 2015; Whitlock, 2018).

Au regard de la complexité et de la multiplicité des besoins, plusieurs études avancent la nécessité, dans le processus de sortie, d'un soutien, non seulement holistique, mais aussi spécifique, individualisé, à chaque personne avec une possibilité de retour en cas d'échec (Desai, 2012 ; Macy et Johns, 2011; Ponick et al., 2011; Twigg, 2017). Autant la littérature scientifique que grise mettent de l'avant l'importance d'offrir un continuum de services adaptés personnalisés répondant aux différents besoins²⁶, et ce, à long terme, voire jusqu'à la guérison totale de la

plusieurs femmes dans la prostitution, les violences avaient débuté dans l'enfance ou l'adolescence. Selon Dufour (2005), 85 % des femmes prostituées qu'elle a rencontrées avaient été agressées sexuellement dans l'enfance. Dans une étude menée auprès de 361 jeunes de la rue à Vancouver, dont 23 % ont été dans la prostitution, seulement 2 % n'ont rapporté aucune violence physique, sexuelle, psychologique ou de négligence (Stoltz, 2007). À Vancouver, 82 % des femmes dans la prostitution ont rapporté avoir été victimes d'abus sexuel dans leur enfance, en moyenne de quatre agresseurs, et 72 % de violences physiques. En outre, 90 % ont déclaré avoir été agressées physiquement alors qu'elles étaient dans la prostitution et 78 % violées (Farley et al., 2005). Une étude internationale menée auprès de 854 personnes dans neuf pays, dont le Canada, révèle que 63 % avaient été violées, 71 % physiquement agressées et 68 % présentaient des symptômes de stress post-traumatique (TSPT) (Farley et al., 2004).

²⁵ Dufour, 2018, p.142.

²⁶ Besoins de base (logement, nourriture, sécurité, etc.); ceux en lien à la santé psychologique (traumas et renforcement des capacités de résilience) et à la réinsertion sociale (Dufour, 2018; Muraya et Fry, 2016; Twigg, 2017).

personne (AFAC, 2014; Beddoe, et al., 2015; Cascio, 2017; Muraya et Fry, 2016). D'ailleurs, l'établissement d'une relation de confiance et de proximité avec une intervenante pivot serait un facteur positif de résilience et conduirait à une persévérance et une réussite du processus de sortie. La disponibilité et l'accueil sans jugement contribueraient au développement de ce lien de confiance et à son maintien (Mayhew et Mossman, 2007; Preble et al., 2015).

Dans cette perspective d'une adaptation aux spécificités des personnes, les dimensions culturelles et spirituelles sont des éléments qui reviennent dans certaines études. Selon Szczepanik et al. (2014b), ce besoin spirituel serait aussi présent chez les Québécoises, dites de la majorité, à raison de 30,8 % et atteindrait 66,7 % pour les femmes des minorités visibles ainsi que 73,3 %, pour les femmes autochtones. Des services tenant compte de ces dimensions permettraient de contrer les facteurs de vulnérabilité propres à ces femmes et renforceraient leur sentiment de sécurité, tout en leur procurant du bien-être (Barrett, 2010; Desai, 2012; Ferland et al., 2012; TCRI, 2017).

Le processus de sortie est bien un chemin jalonné d'obstacles. Si la santé (physique et mentale), l'argent, l'isolement social, l'employabilité, la pauvreté, l'exclusion, le décrochage scolaire, le manque de sécurité, la toxicomanie, etc., sont des obstacles identifiés par les femmes dans l'industrie du sexe, l'accessibilité à un logement demeure le premier ou le second (Baker et Grover, 2013; Bindel et al., 2012; Farley et al., 2005; Rabinovitch et Strega, 2004). Ainsi, l'accès ou l'inaccessibilité à un logement peut devenir un facteur de sortie ou de maintien dans l'industrie (McNaughton et Sanders, 2007; Sagar, 2009; Whitlock, 2018).

4. Le logement : un levier vital pour la sortie

Dans le *Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*, le logement est identifié comme un des éléments indispensables à la protection des victimes. Il y est mentionné que les États Parties envisagent « de mettre en œuvre des mesures en vue d'assurer le rétablissement physique, psychologique et social des victimes... et, en particulier, de leur fournir ... un logement convenable²⁷ ». Dans les rapports de 2016 et 2018 sur la traite des personnes au Canada, le Département d'État des États-Unis identifiait la mise en place de logements sécuritaires, viables, abordables, permettant une liberté de mouvement des personnes, en plus d'hébergements d'urgence spécialement dédiés aux victimes d'exploitation sexuelle, comme essentielle à la protection des victimes.

Au Québec, tout comme dans le reste du Canada, la difficulté à se trouver un logement et à le garder sont des éléments à considérer dans tout programme d'aide à la sortie de l'industrie du sexe. En plus des centres de répit et des services spécialisés, avoir accès à un hébergement ou un

²⁷ Nations Unies, 2005, art. 6.3.a, p. 354.

logement sécuritaire, abordable et durable est un besoin, essentiel et prioritaire, exprimé par nombre de femmes. Le logement fait non seulement partie des obstacles de sortie, mais aussi, pour plusieurs femmes, d'une des raisons d'entrée dans l'industrie du sexe (Ayerbe et al., 2011; Bindel et al., 2012; Bowen et al., 2015; CSF, 2012; McNaughton et Sanders, 2007; Szczepanik, 2014b; Whitlock, 2018). Les femmes ayant accès à un refuge et/ou un logement, sécuritaire et adapté à leurs réalités complexes et multiples, auraient plus de chance de sortir de la prostitution (Mayhew et Mossman, 2007).

La littérature démontre l'existence d'un lien entre la précarité en logement et le maintien ou l'entrée dans la prostitution. Sans lieu stable, abordable et sécuritaire, ces femmes et ces jeunes filles sont laissées à la merci d'abuseurs (propriétaire, proxénète, client-prostitueur, famille) qui en échange de sexe leur offre le gîte ou un refuge. Une prostitution de fin de mois ou de survie. Ce besoin de logement est encore plus criant pour les femmes et les jeunes filles en situation d'itinérance où la prostitution devient une stratégie de survie (Baker et Glover, 2013; Farley et al., 2003; Gerassi, 2015; Roos, 2013; Whitlock, 2018).

À Vancouver et Prince George en Colombie-Britannique, la prostitution est un moyen pour des femmes autochtones d'obtenir un logement (Jongbloed, 2015). D'ailleurs, près de 88 % des femmes dans la prostitution, à Vancouver, avaient connu des périodes d'itinérance et 86 % identifiaient l'accessibilité à un logement comme un besoin prioritaire et urgent (Farley et al., 2005). Dans une étude plus récente de Duff et al. (2011), 43,3 % des femmes dans la prostitution de rue, à Vancouver, avaient été en situation d'itinérance. Au Nunavut, 88 % des femmes autochtones ont déclaré avoir échangé du sexe pour un hébergement, dont plusieurs à l'âge mineur (Roos, 2013).

En Abitibi-Témiscamingue, le logement est aussi un besoin essentiel à la sortie, d'autant plus que la prostitution la plus présente, dans cette région, est celle de la rue et de fin de mois. La majorité des femmes rencontrées par Boissonneault (2015) ont déclaré se prostituer pour payer leur loyer et leur consommation de drogue ou d'alcool. D'ailleurs, 53 % d'entre elles ont rapporté avoir de la difficulté à payer leur loyer. Un constat partagé par le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (2009) tandis qu'à Montréal, les femmes en situation d'itinérance jonglent, notamment, entre le *couchsurfing*²⁸ et la prostitution (Ménard-Dunn, 2017).

En somme, même si elle n'est pas la seule voie menant à l'industrie du sexe, l'itinérance, situationnelle, cyclique ou chronique, ainsi que la précarité économique demeurent des situations de vulnérabilité pouvant conduire une personne à se prostituer ou constituer un obstacle à la sortie. Le logement implique alors bien plus que le simple fait d'avoir un lieu de résidence et permet de combler d'autres besoins importants. Fuir la violence des proxénètes ou des conjoints, retrouver

²⁸ « Pratique qui consiste à dormir sur le divan d'un.e ami.e, d'un.e membre de la famille ou d'un.e client.e à défaut d'avoir un toit à soi. » (Ménard-Dunn, 2017, p. 10).

la garde de leurs enfants, se sentir libre, quitter un réseau essentiellement prostitutionnel et/ou toxicomane, trouver un répit, guérir de ses blessures, se reconstruire, réapprendre à fonctionner, avoir un *chez-soi*, un lieu où peut se développer un sentiment de bien-être émotionnel et physique, des relations sociales paisibles et respectueuses, etc. Ce sont des raisons souvent évoquées par ces femmes dans la prostitution ou dans un processus de sortie (Clawson et Goldblatt Grace, 2007; Farley et al., 2005; Rabinovitch et Strega, 2004; Whitlock, 2018).

Cependant, le logement ne peut à lui seul répondre à tous les besoins des femmes dans cette industrie qui ont, très souvent, à faire face à une panoplie de défis imbriqués les uns dans les autres et pouvant s'inter-influencer. Par exemple, la précarité économique, la stigmatisation, l'isolement social, les problèmes de santé mentale et la toxicomanie peuvent aussi compliquer la stabilisation en logement de ces femmes et contribuer à des entrées et des sorties successives de l'industrie du sexe (Baker et Grover, 2013; McNaughton et Sanders, 2007; Sagar, 2010). D'ailleurs, dans la majorité des études portant sur les besoins des femmes dans la prostitution, le logement en est un important, mais il n'est pas le seul. Par conséquent, les modèles d'intervention auprès de ces femmes sont variés et tendent à vouloir répondre à leurs besoins multiples, dont le logement. Toujours est-il que les services actuels « sont insuffisants, inadéquats, morcelés et polarisés entre différentes idéologies²⁹ ».

Au Québec, il existe plusieurs types de logements et d'hébergements : refuge et centre d'urgence³⁰, maison d'hébergement (1^{re} et 2^e étape³¹), logement avec subvention au loyer, logement sans but lucratif, logement transitoire, coopérative d'habitation, appartement supervisé, etc. Toutefois, bon nombre d'organisations offrant des services en logement s'adressent à des clientèles en situation d'itinérance, à des femmes victimes de violence conjugale et familiale, à des personnes toxicomanes et/ou ayant des problèmes de santé mentale. Même si certaines maisons d'hébergement³² (pour femmes victimes de violence conjugale ou en itinérance) ou de transition (personnes judiciairisées) peuvent accepter des femmes en situation de prostitution, les

²⁹ Lanctôt et al., 2018, p. 9.

³⁰ Un centre d'urgence pour femmes est un établissement « de dépannage de courte durée (1 à 21 jours) pour les femmes et leurs enfants », tandis qu'un refuge d'urgence offre plutôt « un hébergement de courte durée (1 à 3 jours) à une population diversifiée, mixte, ayant des besoins diversifiés et qui se trouve dans une situation d'hébergement d'urgence » (Beattie et Hutchins, 2015, p. 4).

³¹ Une maison d'hébergement de première étape est un établissement « offrant un hébergement de courte durée ou de durée moyenne (1 jour à 11 semaines) en lieu sûr pour les femmes violentées avec ou sans enfants », tandis qu'une maison d'hébergement de 2^e étape est un établissement « offrant un hébergement de longue durée (3 à 12 mois) en lieu sûr avec services de soutien et d'aiguillage, conçu pour aider les femmes pendant qu'elles cherchent un logement permanent » (Beattie et Hutchins, 2015, p. 4). On peut aussi le voir comme un hébergement transitoire.

³² En voici quelques exemples : La rue des Femmes, un organisme de Montréal, offre un refuge et un soutien aux femmes dans la prostitution dans ses différentes maisons, et la Maison d'hébergement Pour Elles des deux vallées de l'Outaouais, prend les femmes qui considèrent leurs proxénètes comme des conjoints. Le Foyer pour femmes autochtones de Montréal (FFAM) est un refuge pour les femmes autochtones et leurs enfants. PECH, un organisme de Québec œuvrant auprès des personnes ayant des problématiques multiples (toxicomanie, itinérance, santé mentale, etc.), peut offrir aussi de l'hébergement transitoire à des femmes en situation de prostitution. En Alberta, l'organisme Act Alberta (Action Coalition on human Trafficking Alberta) offre l'accès à de l'hébergement à cette clientèle par l'entremise des centres d'hébergement dédiés aux femmes victimes de violence conjugale. À Edmonton, la Société Elisabeth Fry en fait de même pour les femmes prostituées judiciairisées.

ressources en logement dédiées à cette clientèle sont plutôt embryonnaires au Québec³³ et dans le reste du Canada³⁴. Toujours est-il que les intervenant.e.s ne s'entendent pas quant à l'utilisation de ressources existantes où il serait offert des services adaptés aux besoins de cette clientèle ou opter plutôt pour la création de maisons d'hébergement spécialisées. Par exemple, dans le cas des maisons d'hébergement pour femmes, le débat reste entier quant à la prise en charge de celles qui sont dans la prostitution, compte tenu de leurs besoins spécifiques et des préjugés entourant leurs activités. Il faut dire que le sous-financement des maisons d'hébergement n'aide guère à la prise en charge d'une clientèle prostitutionnelle. Déjà, les ressources existantes doivent faire face à une dépense additionnelle de 5,3 M\$ par année pour offrir des services adaptés aux femmes immigrantes et, si elles veulent offrir des services aux femmes autochtones, il en coûtera 1,6 M\$ de plus par année (Fortier et Sully, 2017). À sa face même, la prise en charge des femmes de l'industrie du sexe ne pourrait se faire adéquatement par les maisons d'hébergement pour femmes sans financement additionnel spécifiquement dédié à cette clientèle.

Quant aux mineur.e.s victimes d'exploitation sexuelle, ils sont pris en charge par les Directions de la protection de la jeunesse (DPJ). Les hébergements et les mesures sont encadrés par les DPJ et il ne semble pas exister d'unités spécifiquement dédiées à ces jeunes. D'ailleurs, il serait important d'évaluer les impacts et l'efficacité de ce genre d'unité avant de les mettre en place. Aucune étude ne s'est penchée sur ces questions ou sur l'ensemble des services et hébergements offerts par les DPJ à ce genre de clientèle. Les jeunes filles signalées seraient donc envoyées dans des unités répondant le plus à leur besoin selon les disponibilités. Ces unités seraient constituées de populations hétérogènes, nonobstant les problématiques. Dans le cas d'hébergement hors des infrastructures des Centres jeunesse, les intervenant.e.s peuvent référer les jeunes dans des organismes jeunesse en hébergement selon leurs expertises et disponibilités, toujours en fonction des besoins de la jeune. C'est la Cour qui statue sur le placement dans l'organisation en question et la DPJ voit aux mesures de suivi. À l'image de la réalité des adultes, les ressources en logement spécifiquement dédiées aux jeunes dans la prostitution sont émergentes et nettement insuffisantes. L'organisme 2159, qui existe depuis 2015, en est un exemple. Il offre un hébergement à court terme à des jeunes de 15 à 25 ans à risque d'itinérance et d'exploitation sexuelle. Le suivi des placements est assuré, dans ce cas, par la DPJ de Montréal.

Si le logement semble faire consensus comme un des leviers de sortie de la prostitution, peu d'études ont porté spécifiquement sur les besoins et les préférences en matière de logement de ces femmes et de ces filles. Cette étude vise donc à creuser davantage cette question à partir de leurs points de vue.

³³ Ex. : L'organisme La Sortie a, depuis septembre 2018, mit en place une résidence autonome de 5 lits avec accompagnement 24 h/7 j pour des femmes en situation de prostitution.

³⁴ Ex. : L'organisme Deborah's Gate de Vancouver offre un centre d'hébergement à haute sécurité pour les victimes d'exploitation sexuelle avec un traumatisme sévère.

OBJECTIFS

Au regard du mandat qui nous a été confié et en tenant compte des réalités du terrain, nous avons tenu à davantage préciser l'objectif de cette étude. Dans un premier temps, il a été convenu de porter uniquement notre analyse sur la gent féminine. Dans un deuxième temps, il nous apparaissait important d'élargir notre bassin de femmes en incluant celles qui n'étaient plus dans l'industrie du sexe.

Cette étude porte sur les besoins et les préférences en matière de logement de femmes et de filles qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe. En plus de nous être penchés sur la question du logement, nous nous sommes intéressés aux services qu'elles ont utilisés et auxquels elles aimeraient avoir accès. Par ailleurs, afin d'avoir une meilleure perspective de l'ensemble des besoins de ces femmes et de ces filles, nous avons cru important d'identifier les éléments ayant contribué à l'entrée, à la sortie et au maintien dans la prostitution.

Les questions spécifiques sont les suivantes :

- Quels sont les besoins contribuant à l'entrée et au retour dans l'industrie du sexe?
- Quels sont les besoins constituant des obstacles à la sortie de l'industrie du sexe?
- Quel est le portrait résidentiel des répondantes? Quelle en est leur satisfaction?
- Quelle est leur préférence en matière de logement?
- Quels sont les services auxquels elles ont eu accès?
- Quels sont les services auxquels elles souhaiteraient avoir accès?

Pour certaines de ces questions, nous chercherons à différencier les résultats en fonction de l'âge, des activités prostitutionnelles ou du temps passé dans l'industrie.

MÉTHODOLOGIE

Afin de répondre à notre objectif de recherche, nous avons choisi de mener une enquête descriptive et utilisé une approche quantitative. L'identification des besoins et préférences en logement a été effectuée par la passation d'un questionnaire que nous avons développé en collaboration avec des femmes ayant été dans l'industrie du sexe ou qui étaient encore actives dans ce milieu au moment de la recherche. Le questionnaire a aussi été élaboré avec des intervenant.e.s d'organismes offrant des services à cette clientèle. Cette partie de la recherche a été menée par l'approche qualitative du *focus group*.

Ce questionnaire a par la suite été rempli par des femmes et des filles actives dans la prostitution ou ayant quitté cette industrie. Le recrutement a été fait par les intervenant.e.s des organismes participant à la recherche ainsi que par *effet boule de neige*. D'autres répondantes ont été identifiées par des annonces de services sexuelles sur Internet et par des sources informelles du milieu. Le questionnaire était disponible en ligne et en papier. La majorité des femmes et des filles ont rempli le questionnaire³⁵ sans aide, mais certaines, beaucoup plus instables, ont été aidées de leurs intervenantes.

1. Questionnaire

La création du questionnaire s'est déroulée en plusieurs étapes. Tout d'abord, nous avons créé une ébauche de questionnaire à partir de notre connaissance du terrain en tenant compte des réalités des femmes dans l'industrie du sexe et du fonctionnement de ce commerce. La première ébauche a, par la suite, été bonifiée à partir d'un questionnaire sur le logement développé par Latimer et al. (2018). Cette première étape de construction du questionnaire s'est échelonnée sur quelques semaines.

L'étape suivante consistait à présenter ce projet de questionnaire aux acteurs de terrain afin de le rendre accessible aux participantes et le plus représentatif de leurs réalités multiples. Nous avons alors mené des groupes de discussion (*focus group*) afin de raffiner et développer le questionnaire. Cette phase de la recherche a eu lieu durant le mois de mars 2018. Deux types de groupes furent constitués : l'un, de femmes de 18 ans et plus, actives dans l'industrie du sexe ou l'ayant quittée; et l'autre, d'intervenant.e.s œuvrant auprès de cette clientèle. Les groupes de discussion ont eu lieu à Montréal et dans la Capitale nationale. Quatre *focus groups* (deux à Québec et deux à Montréal) ont été pilotés par la chercheuse principale, et celle-ci a été assistée, selon le lieu, par un membre (de sexe féminin) de son équipe. En plus des frais de courtoisie usuelle pour le café, le thé, l'eau et les biscuits, les femmes ayant participé aux groupes de discussion ont reçu une compensation financière de 25 \$. Les intervenantes des régions éloignées (ex. : Abitibi-Témiscamingue, Val-d'Or) ou n'ayant pu se déplacer pour assister à ces groupes de

³⁵ Questionnaires auto-administrés.

discussion (ex. : Outaouais, Estrie) ont reçu le questionnaire par courriel afin de le commenter et d'y apporter leurs modifications, ce qui fut aussi le cas des intervenantes jeunes, puisqu'aucun groupe n'a été mis en place pour les mineures, essentiellement pour des raisons logistiques.

La sélection des participantes s'est faite à travers le réseau des organismes partenaires de cette recherche offrant des services à des femmes et des filles dans l'industrie du sexe ou ayant été dans ce milieu. Les groupes de discussion ont été enregistrés avec l'accord de tout.e.s les participant.e.s. Un formulaire de consentement a été signé à cette fin et il était disponible en anglais pour celles qui le désiraient. Ces enregistrements audio n'ont pas été retranscrits et furent utilisés à des fins de référence lors de la modification et de l'amélioration du questionnaire. Les enregistrements sont conservés pour un maximum de sept ans, après la fin du projet, par la chercheuse principale. Précisons que tous les renseignements recueillis durant les groupes de discussion sont strictement confidentiels.

Lors des groupes de discussion, le questionnaire a été testé non seulement sur le plan de la clarté, la longueur, la précision, etc., mais aussi sur les thèmes et les thématiques abordés, les choix de réponse, s'il en manquait ou pas, etc. Les femmes et les intervenant.e.s. se sont prêtés à l'exercice de le remplir. Seule la version française a été revue en *focus group*. À la demande expresse des participantes, toutes les modifications et les demandes exprimées lors des groupes de discussion ainsi que celles provenant des personnes absentes, qui ont reçu le questionnaire par courriel, ont été retenues afin d'aboutir à un questionnaire final ancré sur le terrain. La dernière étape fut de traduire le questionnaire en anglais et de mettre les deux versions en ligne pour la collecte des données. Cela a été fait vers la fin du mois d'avril 2018.

Le questionnaire final comporte donc 47 questions³⁶, ce qui inclut les sous-questions, soit celles concernant le consentement et l'admissibilité. Si ce questionnaire comporte quelques questions fermées, il comprend une majorité de questions à choix multiples, dont certaines proposent 38 choix de réponses possibles. Durant les groupes de discussion, nous avons mentionné aux participantes (femmes et intervenant.e.s) que le questionnaire risquait d'être long au regard de toutes leurs demandes. Celles-ci nous ont alors exprimé l'importance d'avoir un questionnaire le plus proche possible de leurs réalités, dont nous connaissons déjà toute la complexité. Nous avons donc choisi de prendre en compte toutes les demandes de modifications au risque d'avoir un questionnaire un peu long. Toujours est-il que le temps de réponse pour le questionnaire en ligne est de 20 minutes et que, dans sa forme papier, il peut prendre, selon les participantes, une trentaine de minutes.

Le questionnaire comprend six dimensions : le profil sociodémographique, la situation prostitutionnelle, le revenu, le logement habité, le logement désiré et les services (obtenus et désirés). Il nous a été expressément demandé par les participantes, pour certaines questions,

³⁶ Voir annexe 2.

d'expliciter le terme « industrie du sexe » par le mot « prostitution ». Celui-ci est donc mis entre parenthèses pour plusieurs questions.

2. Collecte des données

La collecte des données repose sur la passation d'un questionnaire en format papier et électronique à des femmes de 17 ans et plus de l'industrie du sexe ou l'ayant quittée. Elle s'est échelonnée sur environ 7 mois, soit du 8 mai au 26 décembre 2018. Plusieurs acteurs ont participé à cette collecte qui initialement visait à rejoindre 200 femmes. Toutefois, nous avons dépassé nos objectifs (voir section sur l'échantillon). En ce qui concerne le questionnaire en ligne, nous avons fait en sorte d'anonymiser les participantes. D'une part, aucune question nominale n'a été posée et les adresses IP n'étaient pas identifiables. Quant à la version papier, seul.e.s les intervenant.e.s connaissaient les participantes et aucune information ne permettait à l'équipe de recherche de les identifier. Les données recueillies seront conservées pour un maximum de sept ans, après la fin du projet, par la chercheure principale, puis détruites.

Comme mentionné précédemment, une partie de la collecte a été menée par les intervenant.e.s dont le rôle était d'identifier des femmes de 17 ans et plus, de vérifier leur intérêt à participer à la recherche et à leur remettre un questionnaire papier ou le lien Internet. Les femmes recevaient alors 10 \$ pour leur participation. En outre, pour celles qui le demandaient, une liste de ressources³⁷ non exhaustive (en français et en anglais) était mise à leur disposition. La collecte menée par les organismes a été inégale. Certains organismes ont réussi à en collecter plus que d'autres. Ces difficultés s'expliquent essentiellement par un roulement du personnel, des contraintes organisationnelles et une instabilité de la clientèle au plan psychologique, ce qui fut le cas des organismes jeunesse impliqués qui n'ont pu procéder à une collecte significative. Nous croyons aussi que restreindre la collecte aux 17 ans n'a guère aidé à élargir le bassin de possibilités.

Alors que nous pensions compléter la collecte de données à la fin du mois d'août, celle-ci a dû se prolonger jusqu'à la fin décembre 2018. Face au défi du recrutement, nous avons dû faire preuve de création en sollicitant notre réseau informel de sources dans le milieu de la prostitution et en menant une opération de collecte sur Internet. Ces deux actions nous ont permis de doubler notre échantillon. Le recrutement, par les sources informelles, a été possible grâce au bouche-à-oreille. Les femmes identifiées validaient leur consentement auprès de la personne-recruteuse avant de recevoir le questionnaire en ligne. Notons que le consentement était, de nouveau, validé en ligne avant de pouvoir répondre aux questions. Les participantes recevaient, par la suite, les 10 \$ par un transfert Interac.

³⁷ Voir annexe 3.

En ce qui concerne l'opération Internet, elle s'est avérée intéressante en soi, mais n'a pas été à la hauteur de nos attentes et ce, même si cela nous a permis de récolter quelques participantes. Cette opération s'est déroulée en deux temps, soit de mars à mai, puis de juin à juillet 2018.

De mars à mai 2018

Phase 1 :

Durant le mois de mars 2018, nous avons localisé des sites Internet sur lesquels des Québécoises offraient leurs services sexuels. À partir de sites connus et de conversations avec des sources du milieu, nous avons identifié les principaux sites suivants : quebec.backpage.ca (ce site n'existe plus, ayant été fermé par le FBI au début avril 2018), reseauxescorte.ca, 911escorte.com, annonceintime.com, humpchies.com. Nous avons alors ciblé les annonces de femmes de 17 ans et plus sur ces sites dans la province de Québec afin d'analyser leurs structures³⁸, puis d'extraire des informations. Ces données ont été exportées, en l'occurrence 6 363 annonces, dans un fichier de type CSV³⁹ utilisé par le logiciel Excel. De ces annonces, 362 ont été retranchées, car nous estimions qu'elles appartenaient possiblement à des proxénètes. Habituellement, la présence d'un numéro de téléphone commun à plusieurs annonces est l'indice permettant d'identifier ce genre de situation. Nous avons donc collecté à cette étape 6 001 numéros de téléphone qui nous apparaissaient potentiellement appartenir à des femmes de 17 ans et plus dans l'industrie du sexe. Ce qui ne veut pas dire que ces femmes n'avaient pas de proxénètes. Il nous fallait maintenant savoir si elles souhaitaient participer à cette étude, ce qui allait s'avérer être la deuxième phase de cette opération de collecte.

Phase 2 :

La deuxième phase de cette collecte fut plutôt complexe au regard des considérations éthiques. Nous ne pouvions tout simplement pas envoyer le questionnaire aux 6 001 personnes dont nous avons les numéros de téléphone sans valider dans un premier temps leur consentement à participer à cette étude. Par conséquent, durant la semaine du 14 mai 2018, grâce à la programmation d'un logiciel sous Android, nous avons envoyé en lot aux 6 001 numéros de téléphone le message suivant en français et en anglais :

Souhaitez-vous contribuer à une étude sur les besoins en logement des femmes dans l'industrie du sexe ou voulant en sortir? Pour en savoir plus : <https://sondage1.wordpress.com/>. Si oui, textez O. Would you like to contribute to a Study of Housing needs of women in sex industry or wishing to way out? To know more: <https://sondage1.wordpress.com/> If Yes, text Y.

³⁸ L'analyse de la structure d'un site Web revient à répertorier, à partir des annonces, les informations pertinentes qui caractérisent la dite annonce. Par exemple, le nom, la ville, la mention « indépendante », le numéro de téléphone, etc.

³⁹ CSV veut dire : Comma-separated values.

Un lien Internet avait même été ajouté au message afin de permettre aux personnes intéressées de consulter les tenants et aboutissants de la recherche sur le site de Mourani-Criminologie. Nous avons donc récolté 64 réponses positives sur une période d'une semaine. Ceci représente environ 1 % du bassin total des données valides recueillies. Ces personnes ont, par la suite, reçu le lien menant au questionnaire en ligne. Cependant, nous ne pouvons pas savoir si elles ont toutes effectivement répondu au questionnaire.

De juin à juillet 2018

Cette opération a été renouvelée durant la période estivale. Après avoir identifié, cette fois-ci, 1 242 annonces, nous en avons retenu 500 aléatoirement. Le 28 juin 2018, nous avons procédé à l'envoi de 500 textos, avec un code unique, contenant le libellé suivant :

Gagnez 10 \$ en 15 minutes en remplissant ce sondage sur les besoins en logement des femmes dans l'industrie du sexe! Cliquez sur ce lien <https://sondage.som.ca/pw18077v1/indexF.html?mp=46385945>.
Earn \$10 in 15 minutes by completing this survey on the housing needs of women in the sex industry! Click on this link: <https://survey.som.ca/pw18077v1/indexA.html?mp=46385945>

Une relance a été effectuée le 3 juillet 2018 sur 478 numéros de téléphone. De ces textos, 22 personnes ont répondu et rempli le questionnaire. Rappelons que le questionnaire comprend une section sur le consentement, ce qui permettait d'en faire la validation.

3. Échantillon

Notre échantillon est constitué de femmes de 17 ans et plus dans l'industrie du sexe ou l'ayant quitté. Il en est un de convenance, malgré l'opération de collecte sur Internet. En effet, l'échantillon, soit-il probabiliste, s'est avéré minime, au regard du nombre de répondantes, pour être significatif. Nous avons donc choisi de l'inclure dans l'échantillon de convenance. Sur l'ensemble des répondantes, soit 548 femmes, 257 ont déclaré être encore dans l'industrie du sexe et 212 hors de ce commerce. Toutefois, 79 femmes ont refusé d'indiquer leur situation. En somme, sur un échantillon de 469 répondantes, 55 % des femmes et des filles sondées étaient dans l'industrie du sexe comparativement à 45 % qui n'y étaient plus.

Par ailleurs, compte tenu de la population visée dans cette étude, il n'a pas été possible d'envisager un échantillon probabiliste. Nous avons tenté de le faire par l'opération Internet, mais les résultats étaient plutôt décevants. Rappelons qu'il n'existe aucune base de sondage sur l'industrie du sexe, sur les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ou l'ayant été, afin d'en sortir une liste de courriels ou de numéros de téléphone aléatoirement. Il serait probablement fort compliqué d'en faire une, compte tenu de la clandestinité de cette activité et de l'instabilité des

réseaux et des structures associées à la prostitution (bars, salons de massage, portables jetables, annonces, etc.).

Concernant l'échantillon de mineures, au regard des difficultés rencontrées par les organisations jeunesse responsables du recrutement, nous avons fait le choix d'inclure les filles de 17 ans dans la catégorie des moins de 25 ans. Leur nombre ne permettait pas d'en faire une analyse distincte.

4. Traitement des données

Étant donné l'absence de données sociodémographiques concernant la population à l'étude, aucune pondération n'a été appliquée aux résultats. Seulement des analyses bivariées ont été effectuées. Les données ont été traitées à l'aide du progiciel spécialisé MACTAB⁴⁰ qui a permis de réaliser des tableaux croisés et d'effectuer des tests statistiques (Chi-carré et Student) pour identifier les différences significatives. La marge d'erreur maximale pour l'ensemble des répondantes est de 2,1% au niveau de confiance de 95 %. À noter que la marge d'erreur s'applique dans un contexte d'échantillonnage probabiliste, ce qui n'est pas le cas avec la présente étude. Nous la présentons, tout de même, mais elle devrait être utilisée à titre indicatif seulement.

Les résultats pour chacune des questions sont présentés en fonction d'une bannière qui inclut toutes les variables pertinentes à l'analyse des résultats, en l'occurrence la région, le temps passé dans l'industrie du sexe, les services sexuels (nombres et sortes), la situation actuelle versus l'industrie du sexe, le logement actuel, l'état matrimonial et familial, l'âge, l'appartenance ethnique et sexuelle, la scolarité et le revenu. Les questionnaires non complétés n'ont pas été retenus et les non-réponses ont été exclues des résultats.

La ventilation des résultats se fera d'une part, pour l'ensemble des répondantes, puis pour les femmes et les filles dans l'industrie du sexe et, d'autre part, pour celles qui n'y sont plus. En outre, s'il y a des différences significatives entre ces deux groupes, elles seront présentées et analysées. Afin de faciliter la lecture de ce rapport, nous allons établir les acronymes suivants pour différencier les répondantes dans l'industrie de celles qui n'y sont plus : répondantes dans l'industrie du sexe (RIS) et répondante hors de l'industrie du sexe (RHIS). Rappelons que les résultats de cette recherche ne peuvent être généralisés à l'ensemble des femmes et des filles dans l'industrie du sexe ou l'ayant été, compte tenu de l'échantillon de convenance. Toutefois, avec 548 répondantes, il met en lumière des tendances importantes.

⁴⁰ MACTAB est un progiciel de construction de tableaux. Il permet l'impression des tableaux directement à partir de la base de données accumulées lors de l'enquête, évitant toute erreur de retranscription. Il calcule les marges d'erreur en tenant compte du plan de sondage et a une possibilité illimitée de croisement.

RÉSULTATS

1. Profil sociodémographique

1.1 Lieu de résidence et âge des répondantes

Tout d'abord, les régions administratives habitées par les répondantes au moment du sondage sont les suivantes : Bas-Saint-Laurent, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Capitale-Nationale, Mauricie, Estrie, Montréal, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Nord-du-Québec, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Chaudière-Appalaches, Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie et Centre-du-Québec. Géographiquement, pour l'ensemble des répondantes, 54 % (n : 284) provenaient de la Région métropolitaine de recensement de Montréal⁴¹ et 46 % (n : 245) d'ailleurs au Québec (Tableau 1).

Une ventilation en fonction des villes est présentée au tableau 2. Parmi les répondantes de la RMR de Montréal, 27 % habitaient à Montréal, 9 % à Laval, 7 % à Longueuil, 8 % à Montréal-Est, 6 % à Montréal-Ouest, 6 % à Salaberry-de-Valleyfield, 4 % à Beauharnois et 33 % habitaient ailleurs (catégorie «Autre»). Parmi celles qui s'identifiaient comme habitant hors de la RMR de Montréal, 20 % étaient de Québec, 7 % de Sherbrooke, 5 % de Gatineau, 3 % de Trois-Rivières et 65 % habitaient ailleurs.

Dans le sous-groupe des RIS, 63 % résidaient dans la RMR de Montréal – 28 % à Montréal, 12 % à Laval, 9 % à Longueuil, 9 % à Montréal-Est, 4 % à Beauharnois, 4 % à Montréal-Ouest, 4 % à Salaberry-de-Valleyfield et 30 % habitaient d'autres villes – et 37 % ailleurs au Québec, en l'occurrence 24 % à Québec, 9 % à Gatineau, 7 % à Joliette, 5 % à Sherbrooke et 55 % ailleurs. Tandis que dans le sous-groupe RHIS, 45 % résidaient dans la RMR de Montréal – 23 % à Montréal, 7 % à Montréal-Est, 5 % à Beauharnois, 9 % à Montréal-Ouest, 10 % à Salaberry-de-Valleyfield, 5 % à Ile-Perrot, 4 % à Laval et 37 % habitaient d'autres villes – et 55 % ailleurs au Québec, en l'occurrence 19 % à Québec, 10 % à Sherbrooke, 4 % à Trois-Rivières, 4 % à Val-d'Or et 63 % ailleurs.

⁴¹Région métropolitaine de recensement (RMR) est une entité géostatistique définie par Statistique Canada. Elle est habituellement constituée de plusieurs municipalités situées autour d'un noyau. Sa population doit être d'au moins 100 000 habitants et son noyau d'au moins 50 000 habitants. La RMR de Montréal est constituée de 82 municipalités réparties en 5 secteurs (Laval, Montréal, Longueuil et les couronnes Nord et Sud) et représente près de 48 % de la population du Québec (Site de Transport Québec et de Statistique Canada).

TABLEAU 1 - Régions

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
RÉGION (la base excluant la non-réponse)	(n : 529)	(n : 248)	(n : 206)
RMR de Montréal	54	63 ↑	45 ↓
Ailleurs	46	37 ↓	55 ↑

Tableau 1 © Mourani-Criminologie 2019

RMR : Région métropolitaine de recensement. Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

TABLEAU 2 - Répartition en fonction des villes

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
Villes (la base excluant la non- réponse et la catégorie Autre)	(n : 529)	(n : 248)	(n : 206)
Montréal	27	28	23
Laval	9	12 ↑	4 ↓
Longueuil	7	9	-
Montréal-Est	8	9	7
Montréal- Ouest	6	4	9
Salaberry-de- Valleyfield	6	4 ↓	10 ↑
Beauharnois	4	4	5
Québec	20	24	19
Sherbrooke	7	5 ↓	10 ↑
Gatineau	5	9	-
Trois-Rivières	3	-	4
Joliette	-	7	-
Île-Perrot	-	-	5
Val d'Or	-	-	4

Tableau 2 © Mourani-Criminologie 2019

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

Au tableau 3, nous voyons que la majorité de l'ensemble des répondantes se situe dans la tranche d'âge des 25 à 35 ans (43 %). Cette donnée majoritaire se retrouve aussi chez les RIS (51 %) et les RHIS (34 %). On constate des différences significatives pour la tranche d'âge des 25 à 35 ans et des plus de 45 ans entre les RIS et les RHIS. En effet, celles qui ne sont plus dans l'industrie tendent à être plus âgées que les RIS. 22 % des RHIS ont plus de 45 ans comparativement à 6 % des RIS. En ce qui concerne les moins de 25 ans, il n'y a pas de différences significatives, mais elles représentent, tout de même, 24 % de l'ensemble des répondantes; 22 % des RIS et 25 % des RHIS.

TABLEAU 3 - Âges

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
ÂGE	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Moins de 25 ans	24	22	25
25 à 35 ans	43	51 ↑	34 ↓
36 à 45 ans	18	21	19
Plus de 45 ans	14	06 ↓	22 ↑
Ne répond pas	01	-	-

Tableau 3 © Mourani-Criminologie 2019

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

1.2 État matrimonial et situation familiale

Une grande majorité des répondantes, qu'elles soient dans l'industrie du sexe ou pas, sont célibataires (75 % des RIS et 60 % des RHIS) et sans enfants (70 % des RIS et 59 % des RHIS). Même si la majorité des RHIS n'ont pas d'enfants, 39 % d'entre elles en ont comparativement à 28 % des RIS. Parmi celles qui ont des enfants, 20 % des RHIS et 7 % des RIS ont un seul enfant. À partir de 2 enfants et plus, il n'y a pas de grandes différences entre ces deux sous-catégories. Seulement, les RIS tendent à avoir des familles plus nombreuses lorsqu'elles ont des enfants : 19 % d'entre elles ont 2 à 3 enfants. Par ailleurs, 33 % des RHIS s'identifient autrement que comme « célibataire » comparativement à 21 % des RIS. En effet, 12 % des RIS et 15 % des RHIS se déclarent en « union libre ». Ce choix vient en 2e position après celui de « Célibataire ». Des différences significatives s'observent aux catégories « Veuve » et « Divorcée ». Il y a plus de veuves et de divorcées dans la cohorte des RHIS (5 % de veuves et 5 % de divorcées) que celle des RIS (2 % de divorcées et 1 % de veuves). Ces résultats sont au tableau 4.

TABLEAU 4 - État matrimonial et situation familiale

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
ÉTAT MATRIMONIAL	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Célibataire	66	75 ↑	60 ↓
Mariée	2	-	02
En union libre	14	12	15
Divorcée	3	2 ↓	5 ↑
Séparée	5	6	06
Veuve	4	1 ↓	5 ↑
Ne répond pas	6	4	7
SITUATION PARENTALE	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Pas d'enfant	65	70 ↑	59 ↓
1 enfant	13	7 ↓	20 ↑
2 à 3 enfants	18	19	16
4 à 6 enfants	2	2	3
Ne répond pas	2	2	2

Tableau 4 © Mourani-Criminologie 2019

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.
 ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

Lorsqu'on croise l'âge des répondantes avec leur état matrimonial (tableau 5), on constate que chez les RIS, 63 % des moins de 25 ans sont célibataires et 24 % en union libre. Ces résultats sont, quelque peu, similaires pour les RHIS avec une légère augmentation des célibataires (69 %) de moins de 25 ans et une diminution des unions libres (15 %). Comparativement aux autres tranches d'âge, chez les RIS, on trouve davantage de répondantes en union libre chez les moins de 25 ans.

Pour les 25 à 35 ans, la grande majorité des RIS sont célibataires (83 %) tout comme les RHIS (64 %). D'ailleurs, on retrouve le plus haut taux de RIS célibataires dans cette tranche d'âge. Cette différence s'explique par les 17 % de femmes en union libre et les 14 % de divorcées/séparées dans les rangs des RHIS. Les résultats des 36 à 45 ans suivent la même tendance que ceux des 25 à 35 ans : 74 % des RIS et 59 % des RHIS sont célibataires. Encore là, les RHIS sont dans des situations plus variées que les répondantes dans l'industrie du sexe : 18 % sont en union libre/mariées, 9 % divorcées/séparées et 7 % veuves. Finalement, dans la catégorie des plus de 45 ans, les taux de célibataires sont un peu à la baisse autant pour les RIS (62 %) que les RHIS

(45 %). Cette baisse est plus marquée chez les RHIS. On trouve aussi dans cette catégorie d'âge la majorité des veuves avec 19 % chez les RIS et 17 % chez les RHIS.

TABLEAU 5 - État matrimonial en fonction de l'âge

ÂGES	État matrimonial											
	Est dans l'industrie du sexe (RIS)						A quitté l'industrie du sexe (RHIS)					
	(%) (n : 256)						(%) (n : 212)					
	Célibataire	Mariée	Union libre	Divorcée	Séparée	Veuve	Célibataire	Mariée	Union libre	Divorcée	Séparée	Veuve
Moins de 25 ans	63 <	-	24 >>	-	4	-	69	-	15	-	2	-
25 à 35 ans	83 >>	-	8	1	6	-	64	1	17	7	7	-
36 à 45 ans	74	2	7	6	9	-	59	3	15	2	7	7
Plus de 45 ans	62	-	13	-	6	19	45 <	6	11	9	6	17 >>

Tableau 5 © Mourani-Criminologie 2019

Les signes > (plus grand) et < (plus petit) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. Lorsque ces signes sont doubles (>>), ils indiquent un niveau de confiance de 99 %; lorsqu'ils sont simples(>), ils font référence à un niveau de confiance de 95 %.

1.3 Revenu

Au tableau 6, nous avons le revenu des répondantes. La majorité des RHIS (69 %) gagnent de 500 \$ à 1 499 \$ par mois : 35 % d'entre elles ont un revenu de 500 \$ à 999 \$ par mois et 34 % de 1 000 \$ à 1 499 \$ par mois. À titre comparatif, 30 % des RIS ont un revenu allant de 500 \$ à 1 499 \$: 14 % gagnent de 500 \$ à 999 \$ par mois et 16 % de 1 000 \$ à 1 499 \$ par mois. Par ailleurs, 28 % des RIS ont un revenu allant de 2 000 \$ à plus de 3 000 \$, dont 7 % sont dans la catégorie des plus de 3 000 \$. En comparaison, seulement 2 % des RHIS ont un revenu de plus de 3 000 \$ et 5 % de 2 000\$ à 3 000 \$. À l'autre bout du spectre, 5 % des RIS et 11 % des RHIS gagnent moins de 500 \$ par mois. Globalement, les RHIS ont des revenus beaucoup moins élevés que celles qui sont dans l'industrie du sexe. Elles sont 80 % à gagner moins de 1 500 \$ par mois tandis que 43 % des RIS font plus de 1 500 \$ par mois.

Un petit mot sur le refus de répondre à cette question : il est plus élevé chez les RIS (22 %) que chez les RHIS (3 %). Cela peut s'expliquer en partie par le fait que les femmes dans l'industrie du sexe ont plus de réserve à parler de leurs finances, compte tenu de la provenance de leurs sources de revenus. Toujours est-il que les figures 1 et 2 illustrent, respectivement, les sources de revenus gagnés au cours des six derniers mois et dans le dernier mois.

De toute évidence, les revenus des RIS, au cours des six derniers mois (92 % des répondantes) et lors du dernier mois (89 % des répondantes), proviennent principalement de l'industrie du sexe. Tandis que les RHIS tirent majoritairement leurs revenus de l'aide sociale (45 % au cours des six derniers mois et 46 % lors du dernier mois) et d'un emploi déclaré (34 % au cours des six derniers mois et 35 % lors du dernier mois). Chez les RIS, l'aide sociale arrive, tout de même, en deuxième

position (49 % au cours des six derniers mois et 47 % lors du dernier mois) comme source de revenus et seulement 15 % d'entre elles rapportent un revenu issu d'un emploi déclaré. Enfin, 13 % des RHIS ont déclaré avoir obtenu des revenus issus du commerce du sexe au cours des 6 derniers mois, et 6 % d'entre elles au cours du dernier mois.

TABLEAU 6 - Revenus

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
REVENU INDIVIDUEL MENSUEL	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Moins de 500 \$	8	5 ↓	11 ↑
500 \$ à 999 \$	24	14 ↓	35 ↑
1000 \$ à 1 499 \$	25	16 ↓	34 ↑
1 500 \$ à 1 999 \$	13	15	10
2 000 \$ à 3 000 \$	14	21 ↑	5 ↓
Plus de 3 000\$	5	7 ↑	2 ↓
Ne répond pas	11	22 ↑	3 ↓

Tableau 6 © Mourani-Criminologie 2019

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.

↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

FIGURE 1 - Revenus au cours des 6 derniers mois

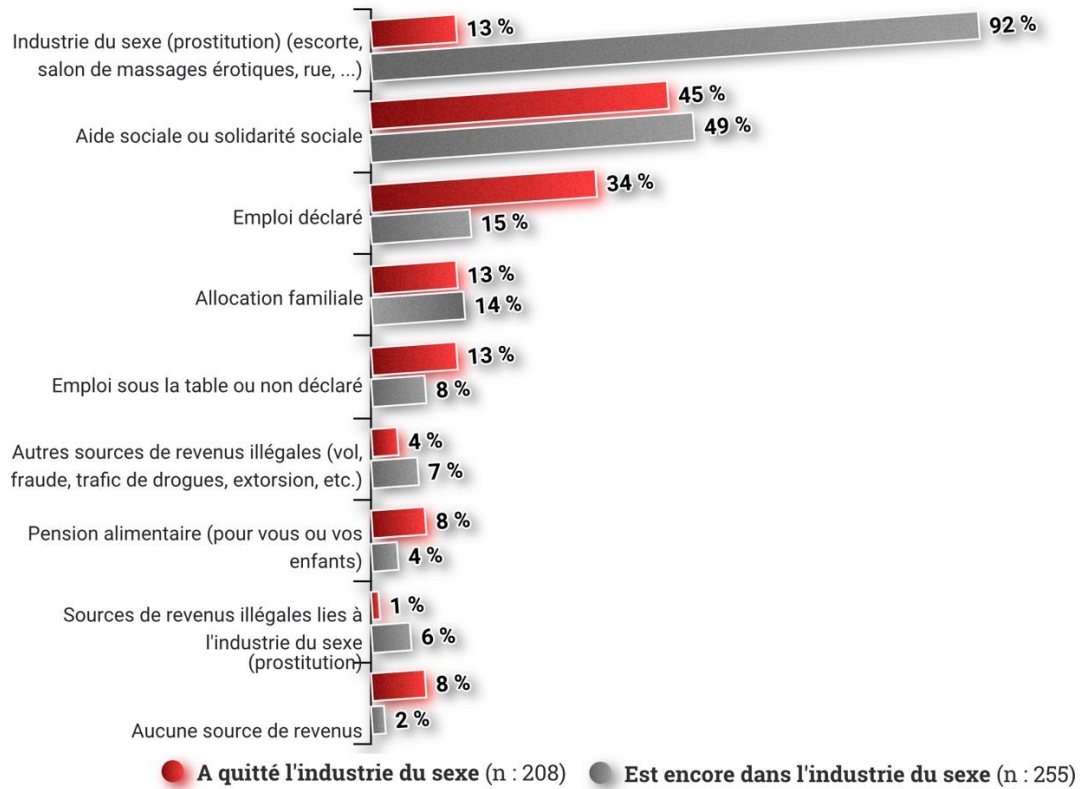


Figure 1 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

FIGURE 2 - Revenus au cours du dernier mois

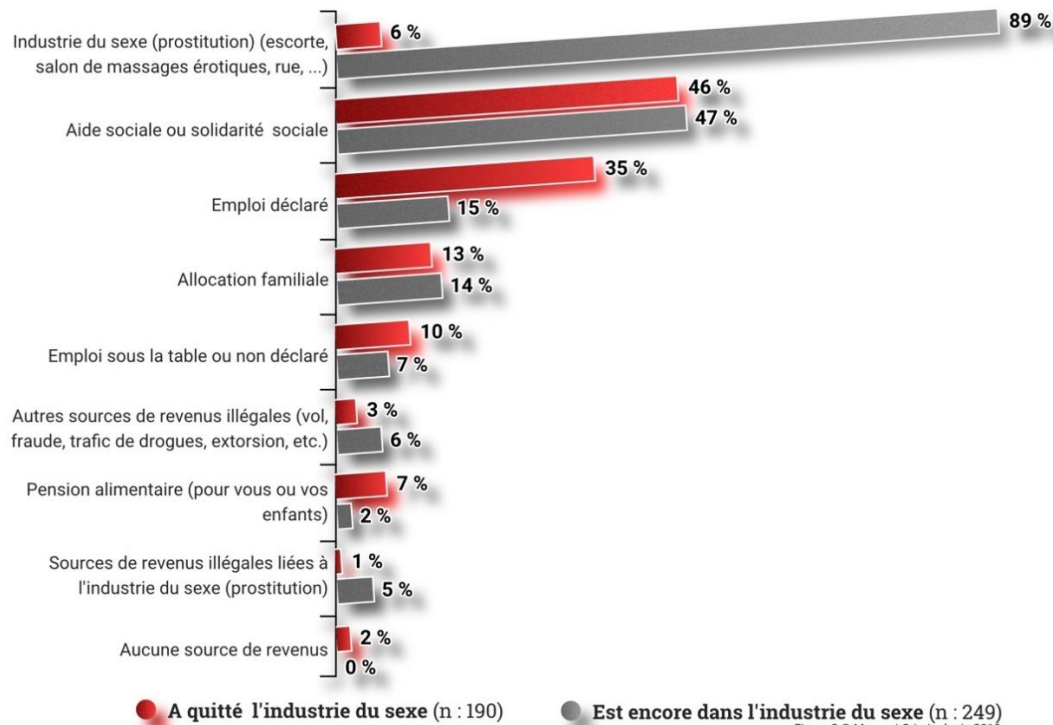


Figure 2 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

1.4 Études

La très grande majorité de l'ensemble des répondantes (93 %) n'est pas aux études. Chez les RIS, elles sont 95 % à ne pas être aux études et 92 % chez les RHIS. En ce qui concerne le niveau d'étude, la majorité des répondantes (65 %) disent avoir complété leur secondaire, 23 % leur DEP, cégep ou collège et 7 % l'université (maximum niveau maîtrise). Les répondantes ayant complété leur secondaire passent à 76 % chez les RIS et à 59 % chez les RHIS. Par ailleurs, 29 % des RHIS et 15 % des RIS disent avoir complété leur DEP, cégep ou collège. Quant au niveau universitaire, ce sont les RHIS qui se démarquent avec un taux de 9 %.

Globalement, les RHIS, comparativement aux RIS, tendent à être davantage aux études et à avoir complété un niveau scolaire plus élevé. Elles sont plus nombreuses à avoir un niveau collégial et universitaire tandis que la majorité des RIS ont plutôt complété le secondaire.

TABLEAU 7 - Études

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
NIVEAU D'ÉTUDE COMPLÉTÉ	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Primaire	2	2	1
Secondaire	65	76 ↑	59 ↓
DEP/cégep/collège	23	15 ↓	29 ↑
Université	7	4	9
Ne répond pas	3	3	2
ÊTES-VOUS AUX ÉTUDES? (La base excluant la non-réponse)	(n : 543)	(n : 256)	(n : 209)
Oui	7	5	8
Non	93	95	92

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.

↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

Tableau 7 © Mourani-Criminologie 2019

1.5 Statut légal, langues et référents identitaires

La très grande majorité des femmes et des filles ayant participé à cette étude sont des citoyennes canadiennes, à raison de 91 % dans le sous-groupe RIS et de 98 % dans celui des

RHIS. Par contre, on constate un nombre un peu plus élevé de résidentes permanentes chez les RIS (8 %) comparativement aux RHIS (2 %). Par ailleurs, pour l'ensemble de l'échantillon, 15 % des femmes et des filles se sont identifiées comme des autochtones⁴²; 9 % disent être en situation de handicap; 14 % mentionnent faire partie d'une minorité visible⁴³ et 25 % affirment faire partie de la communauté LGBTQ+. Proportionnellement à leur population, soit 2,3 % au Québec, les femmes et les filles autochtones sont surreprésentées (15 %) dans l'échantillon ainsi que les LGBTQ+ (25 %) alors qu'ils ne représenteraient que 13 % de la population canadienne selon un sondage CROP mené en 2017 pour le compte de la Fondation Jasmin Roy et moins de 2 % dans une *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes* (2014) de Statistique Canada.

S'il n'y a pas de différences significatives entre les sous-groupes en ce qui concerne l'appartenance à une minorité visible (16 % des RIS et 11 % des RHIS) et à la communauté LGBTQ+ (22 % des RIS et 25 % des RHIS), il en est autrement pour les deux autres catégories. En effet, 17 % des RHIS et 10 % des RIS s'identifient comme autochtones. En outre, 13 % des RHIS et 6 % des RIS disent être en situation de handicap.

Presque la totalité des répondantes a déclaré parler le français, à raison de 99 % chez les RIS et de 98 % chez les RHIS. L'anglais arrive en deuxième position. Près de la moitié des répondantes (51 % chez les RIS et 50 % chez les RHIS) disent parler l'anglais. L'espagnol et les langues amérindiennes ont aussi émergé des données, mais avec une très faible représentativité.

⁴² Au Québec, 2,3 % de la population est autochtones (Statistique Canada, recensement 2016).

⁴³ Au Québec, 13 % de la population est issue des minorités visibles (Statistique Canada, recensement 2016).

TABLEAU 8 - Statut, langue et identité

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
STATUT LÉGAL	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Citoyenne canadienne	94	91 ↓	98 ↑
Réfugiée	-	1	-
Résidente permanente	5	8 ↑	2 ↓
Ne répond pas	1	-	-
LANGUE PARLÉE (Plusieurs choix possibles – le total excède 100%)	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Français	98	99	98
Anglais	52	51	50
Espagnol	4	2	5
Langues amérindiennes	4	2	3
Autre	4	3	3
PROFIL IDENTITAIRE (Proportion de OUI)	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
LGBTQ+	25	22	25
Autochtone	15	10 ↓	17 ↑
En situation de handicap	9	6 ↓	13 ↑
Minorité visible	14	16	11

Tableau 8 © Mourani-Criminologie 2019

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.

↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

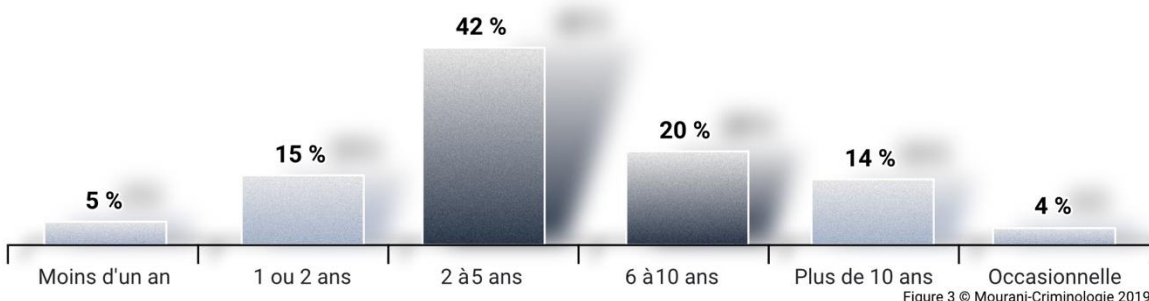
2. Sortir de l'industrie du sexe : obstacles et leviers

En excluant les non-réponses, sur 469 répondantes, 29 % ont pensé quitter l'industrie du sexe; 26 % ont essayé de quitter; 13 % ont quitté dès leur première tentative et 20 % après plusieurs tentatives; et, 12 % ont pris un *break* mais sont tentées d'y retourner. À partir de ces différents parcours, nous tenterons de faire émerger les éléments contribuant à l'entrée et au retour dans l'industrie du sexe ainsi que les obstacles et les incitatifs à la sortie.

2.1 Activités et temps passé dans l'industrie du sexe

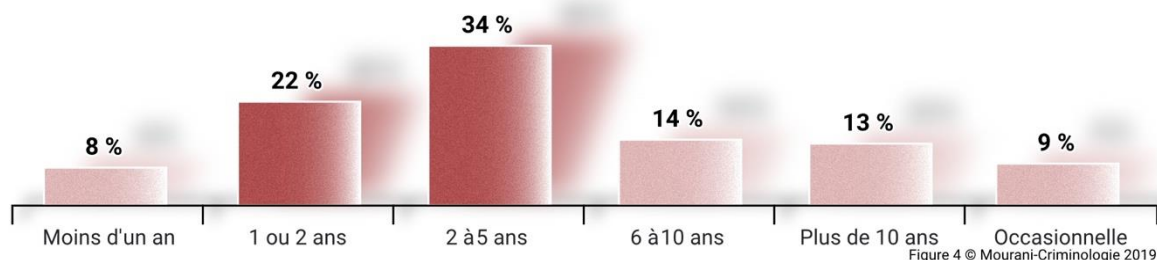
Au moment de la collecte de données, 42 % des femmes du sous-groupe RIS ont dit être actives dans l'industrie du sexe sur une période de 2 à 5 ans; 15 % l'ont été durant 1 ou 2 ans; 20 % durant 6 à 10 ans; 14 % durant plus de 10 ans; 5 % durant moins d'un an et 4 % disent se prostituer occasionnellement (Figure 3). Quant aux RHIS, 34 % d'entre elles rapportent avoir été dans l'industrie du sexe sur une période de 2 à 5 ans; 14 % de 6 à 10 ans; 22 % durant 1 ou 2 ans; 13 % plus de 10 ans; 8 % moins d'un an et 9 % ont fait de la prostitution occasionnelle (Figure 4). On constate donc que la majorité des répondantes sont ou ont été dans l'industrie du sexe de 2 à 5 ans. Une minorité l'ont été de manière occasionnelle ou moins d'un an.

FIGURE 3 - Nombre d'années dans l'industrie du sexe (RIS)



Base : celles qui sont dans l'industrie du sexe, excluant la non-réponse, n=257.

FIGURE 4 - Nombre d'années dans l'industrie du sexe (RHIS)



Base : celles qui ont quitté l'industrie du sexe, excluant la non-réponse, n=210.

En ce concerne les activités prostitutionnelles, nous constatons, au tableau 9, que cinq se démarquent : l'escorte, la danse (bar à gaffe), le massage dans un salon érotique, le *sugar* « *daddisme* » et la prostitution de rue. L'escorte est l'activité majoritairement pratiquée par toutes les répondantes : 53 % des RIS et 54 % des RHIS ont été des escortes. L'activité de danseuse dans des bars à gaffe vient en 2^e position avec 30 % des RIS et 37 % des RHIS. L'activité de masseuse dans des salons érotiques est en 3^e position : 28 % chez les RIS et 24 % chez les RHIS. Enfin, 22 % des RIS et des RHIS ont eu des *sugar daddies* et 20 % des femmes dans et hors de l'industrie du sexe ont dit avoir fait de la prostitution de rue.

Par ailleurs, on constate des différences significatives entre les RIS et les RHIS quant aux activités de danseuse dans des lieux privés et du *show cam* professionnel ou amateur. Les RHIS sont davantage à avoir déclaré de la danse dans des lieux privés (20 %) et du *show cam* (15 %)

que les RIS (10 % danse privée et 9 % *show cam*). Mentionnons que la pornographie arrive en 8^e position avec 13 % chez les RHIS et 8 % chez les RIS.

TABLEAU 9 - Activités dans l'industrie du sexe

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
Activités dans l'industrie du sexe	(n : 544)	(n : 257)	(n : 210)
Escorte (in-call, out-call, avec ou sans agence)	50	53	54
Danse (bar à gaffe)	32	30	37
Massage (salon de massage érotique)	26	28	24
Sugar daddy	23	22	22
Prostitution de rue	19	20	20
Danseuse (bar, party privé, etc.)	15	10 ↓	20 ↑
Show cam professionnel ou amateur	14	9 ↓	15 ↑
Porno professionnel ou amateur	10	8	13
Prostitution dans des bordels	7	7	8

Tableau 9 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 544. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.) Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

Au tableau 10, nous avons procédé au regroupement d'activités similaires. Les activités d'escorte, de danseuse, de masseuse et celle d'avoir un *sugar daddy* sont toujours les 4 principales. L'escorte est la première activité la plus pratiquée et les données sont identiques aux précédentes. Quant aux autres activités (danseuse, masseuse, *sugar daddy*), les variations sont mineures. Cependant, la pornographie arrive en 5^e position et la prostitution de rue se retrouve au 6^e rang. Toujours est-il que les activités d'escorte et de danseuse semblent être les plus pratiquées avec ou sans regroupement (tableaux 9 et 10).

TABLEAU 10 - Activités dans l'industrie du sexe (regroupement des activités similaires)

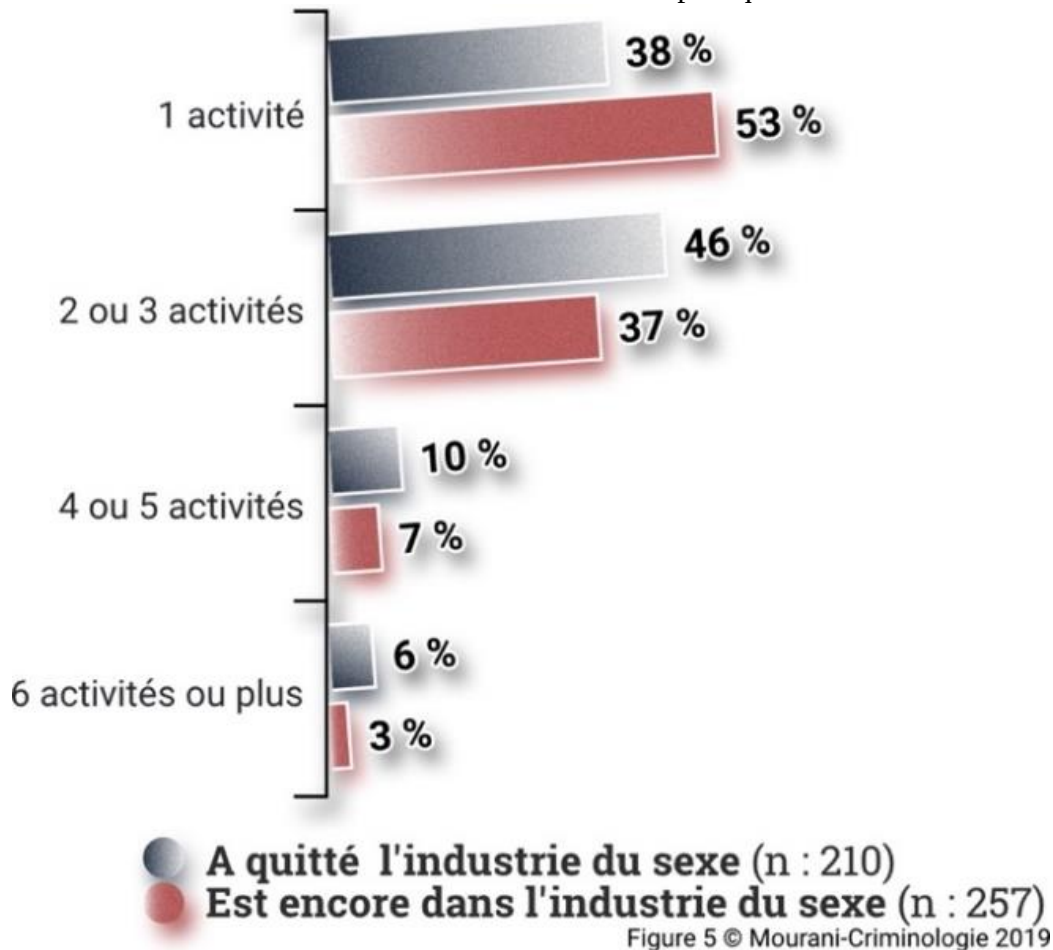
	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
Activités dans l'industrie du sexe	(n : 544)	(n : 257)	(n : 210)
Escorte	50	53	54
Danse	40	35	47
Massage	26	28	28
Sugar daddy	23	22	26
Pornographie	23	20	22
Prostitution de rue	19	16	20

Tableau 10 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 544. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

La majorité des répondantes de notre étude pratiquaient (90 %) ou ont pratiqué (84 %) une à au plus trois activités prostitutionnelles. En effet, 53 % des RIS et 38 % des RHIS disent avoir à leur actif une seule activité tandis que 46 % des RHIS et 37 % des RIS rapportent 2 ou 3 activités. Les femmes et les filles pratiquant 2 ou 3 activités tendent à privilégier davantage l'escorte, la danse et les *sugar daddies*. Par ailleurs, seulement une minorité de répondantes ont pratiqué ou pratiquent quatre activités ou plus (16 % des RHIS et 10 % des RIS). De cette minorité, les RHIS – 10 % avaient à leur actif 4 ou 5 activités et 6 % 6 activités ou plus – étaient toujours plus nombreuses que les RIS, dont 7 % cumulaient 4 ou 5 activités et 3 %, 6 activités ou plus. Nos propos sont illustrés à la figure 5.

FIGURE 5 - Nombre d'activités pratiquées



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

2.2 Entrée dans l'industrie du sexe

Au tableau 11, pour l'ensemble des répondantes, les deux premiers incitatifs contribuant à l'entrée dans l'industrie du sexe sont le besoin d'argent (70 %) et le logement (46 %). L'argent demeure l'élément premier autant pour les RIS (70 %) que les RHIS (73 %). En ce qui a trait au logement, 53 % des RIS et 44 % des RHIS l'identifient comme une raison de leur entrée dans l'industrie du sexe. Toutefois, deux autres incitatifs doivent aussi être pris en considération : payer ses besoins de base et les dettes. En effet, la variation des taux, entre payer son logement et ces deux autres incitatifs, est minime. Chez les RIS, 46 % rapportent que les coûts relatifs à leurs besoins de base ont été un incitatif à leur entrée dans la prostitution et cela a été aussi le cas pour 47 % des RHIS. En outre, la dette a été pour 52 % des RIS et 31 % des RHIS un incitatif.

Au regard des résultats, quatre incitatifs nous apparaissent prédominants : le besoin d'argent (avec des taux nettement plus élevés que les trois autres besoins), le paiement du loyer, le paiement des besoins de base et les dettes. Dans le cadre de cette étude, nous avons fait le choix de ne pas mettre dans la même catégorie le logement et les autres besoins de base. Il n'en demeure pas moins que le logement est un besoin de base. Si nous avions inclus le logement dans la catégorie

besoin de base, cela ferait de la dette, le troisième incitatif le plus nommé, après l'argent et les besoins de base, incluant le logement.

Les problèmes de dépendances (alcool, drogue, jeu, etc.) se retrouvent au 5^e rang pour l'ensemble des répondantes (26 %). Les RIS et les RHIS sont 28 % à identifier cet incitatif. Avec un regroupement des besoins de base incluant le logement, il serait en 4^e position. De la même manière, le goût du luxe est nommé par 26 % de l'ensemble des répondantes avec des différences significatives entre les RIS (20 %) et les RHIS (29 %) ainsi que l'incapacité à trouver un emploi (21 % des RIS et 28 % des RHIS). Ces incitatifs nous apparaissent donc tous non négligeables.

En ce qui concerne les autres causes d'entrée dans l'industrie du sexe, elles pourraient être regroupées en quatre grandes catégories : la violence, l'obligation de subvenir aux besoins d'un proche (enfants, conjoint.e, autres membres de la famille), la banalisation de la prostitution (dans l'entourage ou la famille) et les éléments en lien à l'identité (confiance en soi, mauvaise estime de soi, besoin de valorisation, etc.). Plusieurs répondantes expliquent leur entrée dans la prostitution par la violence qu'elles ont pu subir : violence physique et/ou psychologique durant l'enfance ou l'adolescence (24 % des RHIS et 14 % des RIS), viols (collectifs ou pas) (12 % des RIS et 23 % des RHIS), inceste et agressions sexuelles dans la famille (15 % des RIS et 22 % des RHIS). D'autres identifient la banalisation de la prostitution, celle de l'entourage (18 % des RIS et 26 % des RHIS) et de la famille (9 % des RIS et 22 % des RHIS), comme l'un des incitatifs à leur entrée dans l'industrie du sexe. D'ailleurs, 121 femmes et filles ont expliqué leur entrée dans la prostitution par la banalisation de l'entourage et 83 autres par la banalisation dans la famille (voir annexe 4), une banalisation qui s'explique aussi par une sexualité débridée (pornographie, partouzes, etc.) dans la famille (6 % des RIS et 12 % des RHIS) et par le fait d'avoir un membre de la famille dans la prostitution (6 % des RIS et 12 % des RHIS). Elles sont 52 femmes et filles à rapporter avoir un membre de la famille dans la prostitution (voir annexe 4). Par ailleurs, le manque d'estime de soi et de confiance en soi est identifié par 28% des RHIS et 10 % des RIS comme des éléments ayant contribué à leur entrée dans la prostitution, tout comme le besoin de valorisation l'est par 22 % des RHIS et 11 % des RIS.

Enfin, même si les taux sont peu élevés, certains incitatifs ne doivent pas être ignorés : 7 % des répondantes disent être entrées dans la prostitution pour payer leurs études (elles sont 40 femmes et filles. Voir annexe 4); 15 % après avoir répondu à une fausse demande d'emploi (83 femmes et filles ont dit avoir été dupées. Voir annexe 4.); 15 % après un décrochage scolaire et 11 % par le besoin d'une vie trépidante (*thrill*).

TABLEAU 11 – Incitatifs contribuant à l'entrée dans l'industrie du sexe

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
Incitatifs contribuant à l'entrée dans l'industrie du sexe	(n : 548)	(n : 257)	(n : 212)
Besoin d'argent	70	70	72
Païement du logement	46	53	44
Païement des besoins de base (nourriture, transport, etc.)	45	46	47
Dettes	40	52 ↑	31 ↓
Problèmes de drogue, d'alcool ou d'autres dépendances (jeu)	26	28	28
Goût du luxe/gros train de vie	26	20 ↓	29 ↑
Incapacité à trouver un emploi	23	21	28
Banalisation de la prostitution dans son entourage	22	18 ↓	26 ↑
Violence physique ou psychologique pendant l'enfance ou l'adolescence	18	14 ↓	24 ↑
Manque d'estime de soi et de confiance en soi	18	10 ↓	28 ↑
Inceste/agressions sexuelles dans sa famille	18	15	22
Viol, viol collectif	17	12 ↓	23 ↑
Besoin de valorisation	16	11 ↓	22 ↑
Décrochage scolaire	15	22 ↑	10 ↓
Banalisation de la prostitution dans sa famille	15	9 ↓	22 ↑
Réponse à une fausse annonce d'emploi	15	11 ↓	21 ↑
Nécessité de subvenir aux besoins de ses enfants	15	14	18
Isolement	15	10 ↓	22 ↑
Nécessité de subvenir aux besoins d'un(e) conjoint(e) ou besoin de participer à un projet de vie commun	12	8 ↓	18 ↑
Besoin de <i>thrill</i>	11	9	14
Pas d'accès à des services de santé psychologique ou psychiatrique	10	8	13
Membre(s) de sa famille dans la prostitution	9	6 ↓	12 ↑
Sexualité débridée dans la famille (pornographie, partouzes, etc.)	9	6 ↓	12 ↑
Pas d'accès à des services de santé physique	8	6	10
Païement des études	7	7	9
Nécessité de subvenir aux besoins d'un autre membre de sa famille (mère, père, tante, etc.)	6	4	7

Tableau 11 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse, n : 548. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.).

Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.

↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

2.3 Femmes et filles ayant pensé quitter l'industrie du sexe

Nous avons demandé aux femmes et aux filles qui, au moment de la passation du questionnaire, étaient dans l'industrie du sexe et qui nous avaient mentionné avoir déjà pensé sortir de la prostitution, ce qui les en avait dissuadées. Sur l'ensemble de ces répondantes, 64 % ont mentionné, comme éléments dissuasifs à la sortie, le besoin d'argent : 51 % les dettes, 45 % le paiement des besoins de base (nourriture, transport, médicaments, etc.) et 34 % le logement. Les problèmes de dépendance n'arrivent qu'en 4^e position (24%) et le goût du luxe (13 %) au 8^e rang. Le manque d'estime de soi et de confiance en soi se retrouve en 6^e position (15 %). En outre, de nouveaux éléments, que nous n'avions pas parmi les causes d'entrée dans la prostitution, émergent dans ce cas de figure : la perte de confiance envers les institutions publiques (14 %) et la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (11 %). Nous invitons le lecteur à consulter la figure 6. Rappelons que cette catégorie de répondantes a pensé quitter l'industrie du sexe sans, toutefois, avoir essayé de poser une quelconque action de sortie. En fait, la seule pensée de ces éléments les a empêchées d'envisager des actions de sortie.

FIGURE 6 - Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe

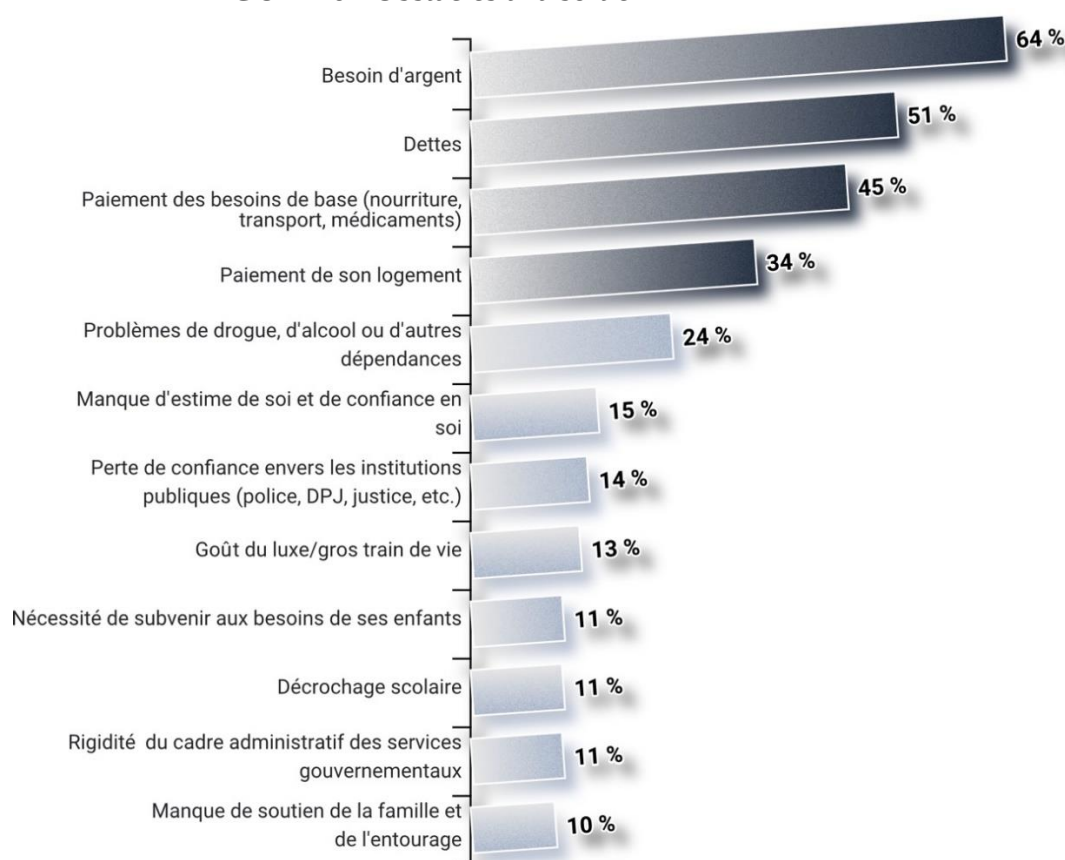


Figure 6 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont déjà pensé quitter l'industrie du sexe, excluant la non-réponse, n : 135.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

2.4 Femmes et filles ayant essayé de quitter l'industrie du sexe

Parmi les femmes et les filles qui ont déclaré être dans l'industrie du sexe, au moment de la passation du questionnaire, 119 d'entre elles ont mentionné avoir essayé de quitter. Dans ce cas de figure, la répondante affirme avoir tenté de poser des actions qui n'ont finalement pas abouti à une réelle sortie. Cinq principaux obstacles se démarquent : le besoin d'argent (70 %), le logement (53 %), les dettes (49 %), le paiement des besoins de base autre que le logement (46 %) et les problèmes de dépendance (40 %). Encore là, 25 % des répondantes nommaient, comme obstacle à la sortie, la perte de confiance envers les institutions publiques et 21 % d'entre elles, la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux. Le manque de soutien de la famille et de l'entourage (21 %) ainsi que l'incapacité à se trouver un emploi (18 %) sont aussi des éléments non négligeables mentionnés par ces répondantes. Nous invitons le lecteur à consulter la figure 7.

FIGURE 7 - Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe

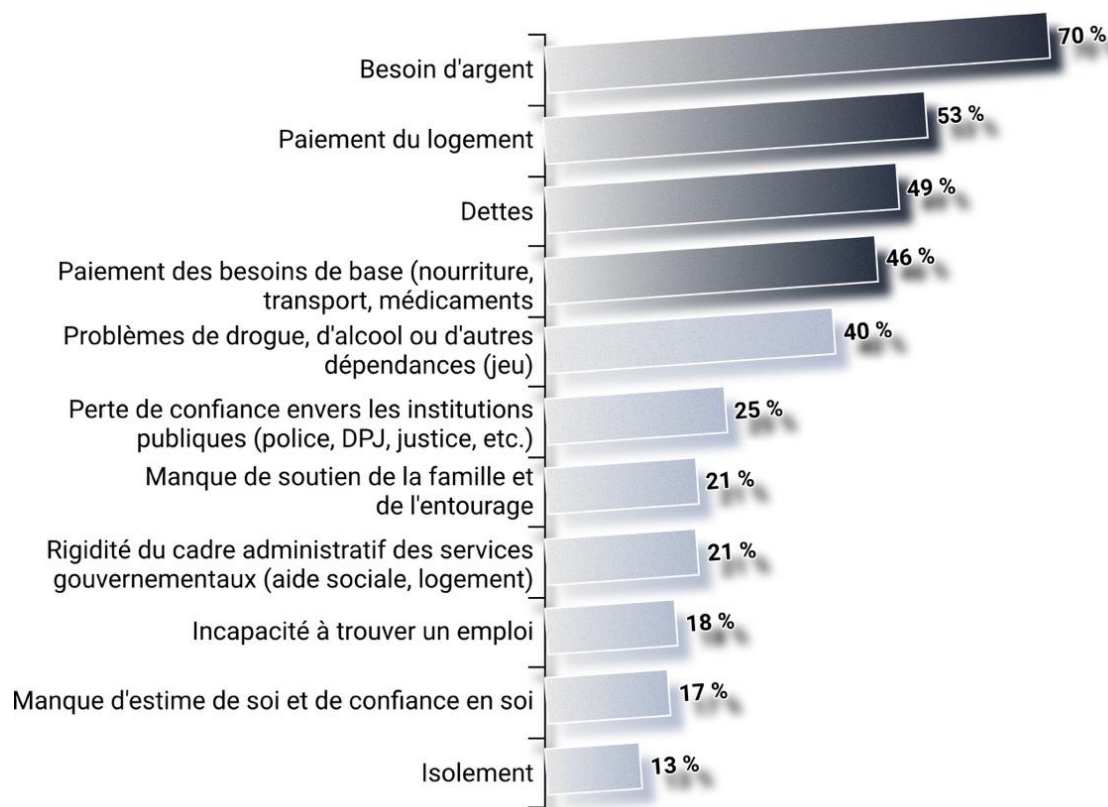


Figure 7 © Mourani-Criminologie 2019
Base : celles qui ont essayé de quitter l'industrie du sexe, excluant la non-réponse, n : 119.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

2.5 Femmes et filles ayant quitté l'industrie du sexe de manière permanente après la première ou plusieurs tentatives

Les figures 8 (1^{re} tentative) et 9 (plusieurs tentatives) présentent la ventilation des différents leviers de sortie identifiés par les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe. La figure 10, quant à elle, présente les résultats pour les deux cas de figure susmentionnés. Afin de faciliter l'analyse de cette section, nous donnerons des acronymes différents à ces deux sous-groupes du sous-

groupe des RHIS : celles qui ont réussi à quitter l'industrie dès la première tentative seront identifiées par RHIS1 et celles dont la sortie aura nécessité plusieurs tentatives, par RHIS2.

Pour l'ensemble des répondantes ayant quitté l'industrie du sexe (RHIS1 et RHIS2), cinq éléments se démarquent comme des leviers de sortie : le fait d'être entendue, d'être crue, de ne pas se sentir jugée (53 %); le déménagement ou la sortie du milieu (53 %); le besoin de se sentir en sécurité (45 %); l'accès et le soutien à l'obtention d'un logement ou d'un hébergement (42 %) ainsi que l'accès et le soutien à l'obtention des besoins de base (40 %). Dans le cas des RHIS2, malgré de légères variations quant aux pourcentages, on ne constate aucune différence dans l'ordre des 4 premiers leviers pour l'ensemble des répondantes (figure 9) : le fait d'être entendue, d'être crue, de ne pas se sentir jugée (56 %); le déménagement ou la sortie du milieu (51 %); le besoin de se sentir en sécurité (49 %); l'accès et le soutien à l'obtention d'un logement ou d'un hébergement (45 %). Cependant, l'écœurement envers la clientèle (43 %) arrive au cinquième rang avant l'accès et le soutien à l'obtention des besoins de base (41 %). Du côté des RHIS1, le déménagement ou la sortie du milieu (57 %) se situe à la première position avant le besoin d'être entendue, d'être crue, de ne pas se sentir jugée (48 %). Quant aux trois autres incitatifs, ils ne diffèrent guère de l'ensemble des répondantes en termes d'importance : le besoin de se sentir en sécurité (40 %); l'accès et le soutien à l'obtention d'un logement ou d'un hébergement (37 %) ainsi que l'accès et le soutien à l'obtention des besoins de base (37 %). L'écœurement envers la clientèle n'est rapporté que par 25 % des RHIS1 et se classe au 9^e rang.

D'autres leviers de sortie émergent des figures 8 et 9, en l'occurrence la prise de conscience d'une autre alternative de vie (41 % des RHIS2 et 27 % des RHIS1), trouver un emploi (33 % des RHIS2 et 23 % des RHIS1), le soutien de la famille et de l'entourage (31 % des RHIS2 et 28 % des RHIS1), reconnaître ses besoins et accepter de l'aide (33 % des RHIS2 et 22 % des RHIS1) ainsi que de vivre selon ses moyens (32 % des RHIS2 et 25 % des RHIS1). Encore là, cette diversité des leviers de sortie met en lumière la complexité des parcours.

FIGURE 8 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe (1^{re} tentative)

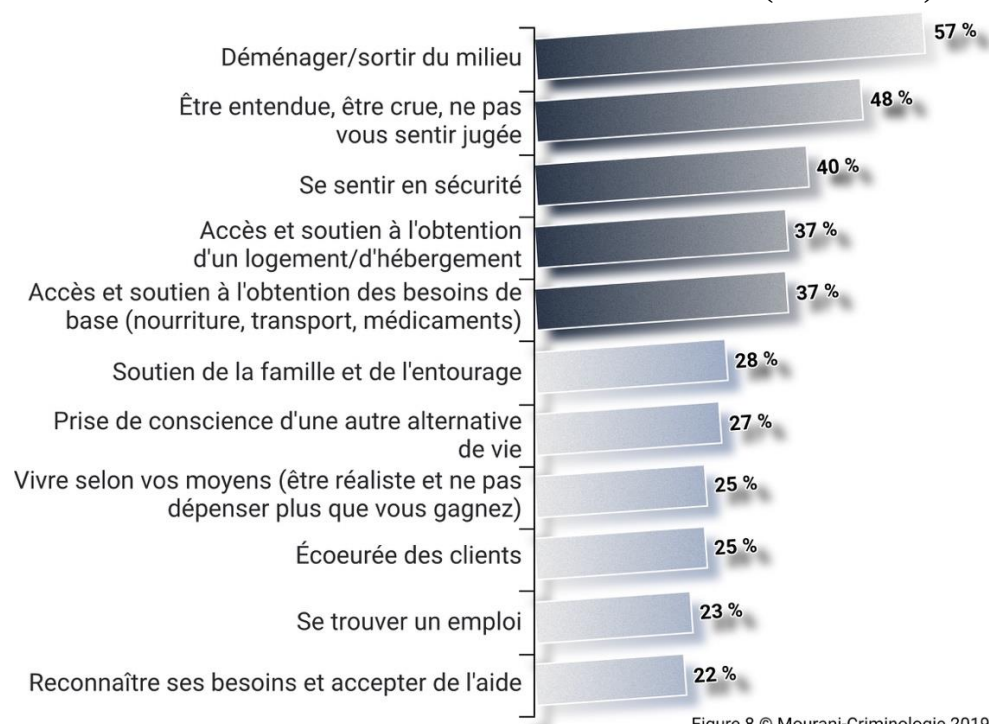


Figure 8 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont quitté l'industrie du sexe après une première tentative, excluant la non-réponse, n : 60.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

FIGURE 9 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe (plusieurs tentatives)

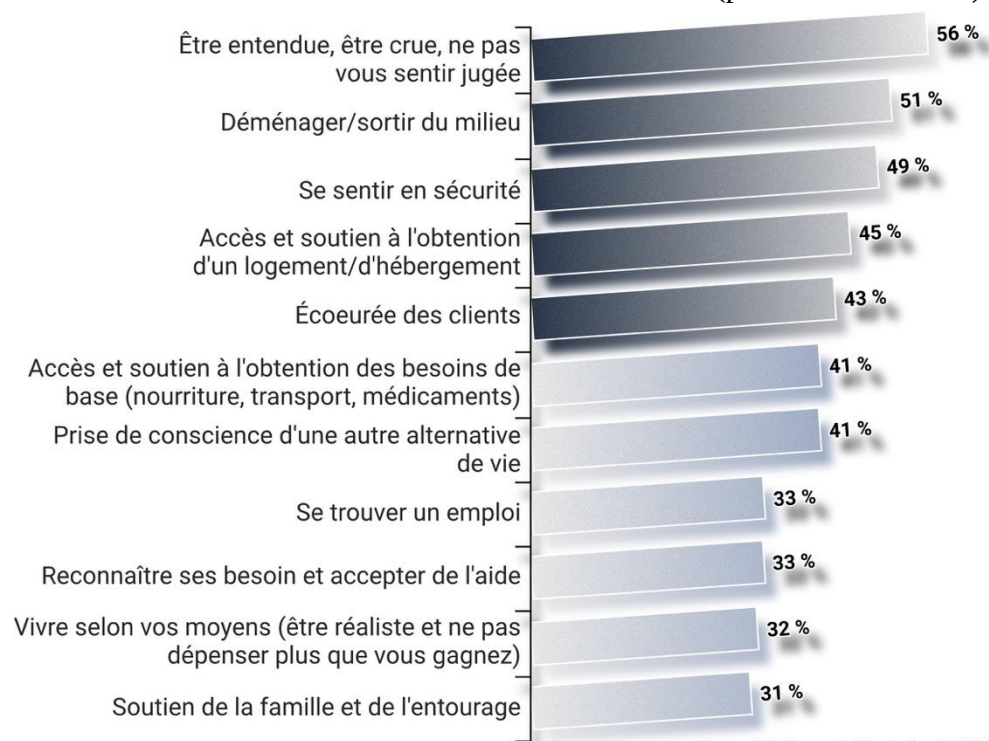


Figure 9 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives, excluant la non-réponse, n : 94.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

FIGURE 10 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe (1^{re} et plusieurs tentatives)

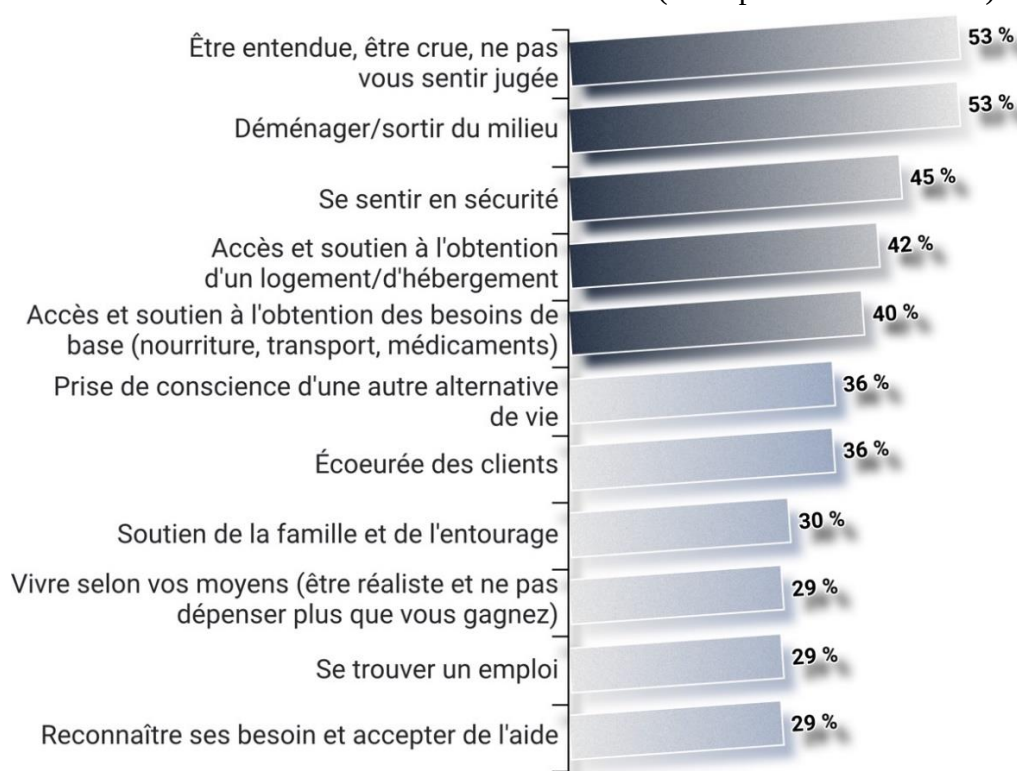


Figure 10 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives, excluant la non-réponse, n : 154.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

Parmi les 93 femmes et filles de notre échantillon (en excluant les non-réponses) qui ont quitté définitivement, après plusieurs tentatives, l'industrie du sexe, 75 % nomment le besoin d'argent comme premier obstacle. Plus de 50 % d'entre elles identifient la perte de confiance envers les institutions publiques, le paiement des besoins de base autre que le logement et les problèmes de dépendance comme des obstacles à la sortie. Le logement vient ensuite pour 48 % des répondantes, suivi de près par les dettes (44 %), la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (42 %) et l'isolement (41 %). Ces différents obstacles ne présentent pas de très grandes variations de taux. Seul le besoin d'argent se démarque de manière significative.

Par ailleurs, le manque d'estime de soi et de confiance en soi, comme obstacle de sortie, est nommé par 38 % des répondantes qui ont réussi à quitter définitivement l'industrie du sexe après plusieurs tentatives alors qu'il n'est identifié que par 17 % de celles qui ont essayé de quitter sans succès. Selon nous, cette différence s'explique, en partie, par le cheminement intérieur et la réflexion qu'ont faite certaines répondantes sur leur expérience prostitutionnelle, particulièrement celles qui ont quitté définitivement l'industrie du sexe. Enfin, 29 % des répondantes rapportent, comme obstacle, l'incapacité à se trouver un travail et 24 % le manque de soutien de la famille et de l'entourage. Nous invitons le lecteur à consulter la figure 11.

FIGURE 11 - Obstacles à la sortie de l'industrie du sexe (plusieurs tentatives)

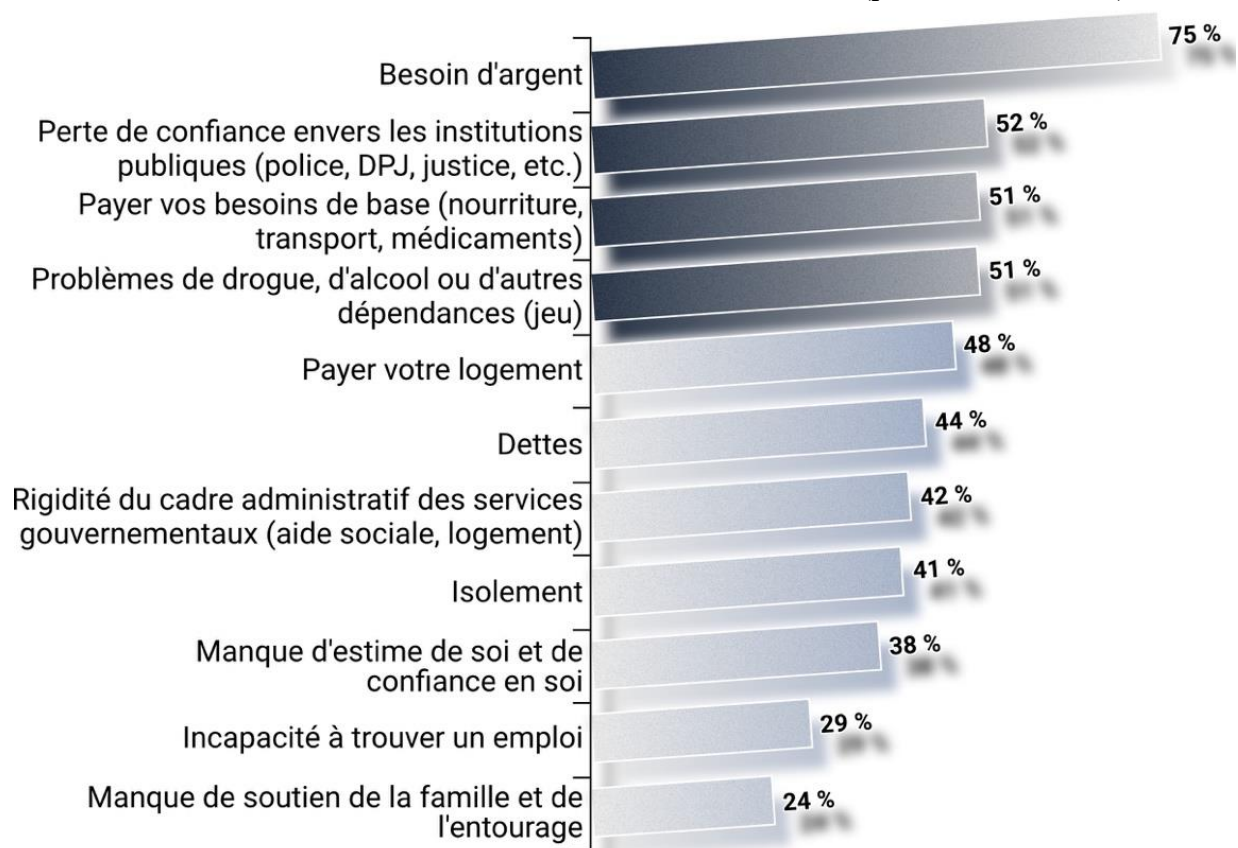


Figure 11 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives, excluant la non-réponse, n : 93.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

2.6 Femmes et filles ayant pris un *break* de l'industrie, mais pensent y retourner

Les filles et les femmes de cette catégorie n'étaient pas dans l'industrie du sexe au moment de la passation du questionnaire. Toutefois, elles se percevaient encore à risque d'y retourner. Parmi les leviers de sortie (figure 12) que ces femmes nomment, étrangement, le logement n'en fait pas partie, mais il constitue, toutefois, un incitatif à retourner dans la prostitution (figure 13). Les cinq premiers leviers à la sortie les plus nommés sont : le besoin de se sentir en sécurité (42 %), le déménagement ou la sortie du milieu (38 %), l'écœurement envers la clientèle (34 %), le fait d'être entendue, d'être crue, de ne pas se sentir jugée (30 %) et le fait de se trouver un emploi (28 %). Par ailleurs, 26 % des répondantes identifient respectivement le fait de vivre selon ses moyens, le fait d'avoir accès et du soutien à l'obtention des besoins de base ainsi que l'écœurement du sexe comme des leviers de sortie. Finalement, pour 24 % d'entre elles, avoir eu des mauvais clients a été un incitatif de sortie, et pour 22 %, ce fut la prise de conscience d'une autre alternative de vie et le fait de reconnaître ses besoins et d'accepter de l'aide.

FIGURE 12 - Leviers de sortie de l'industrie du sexe

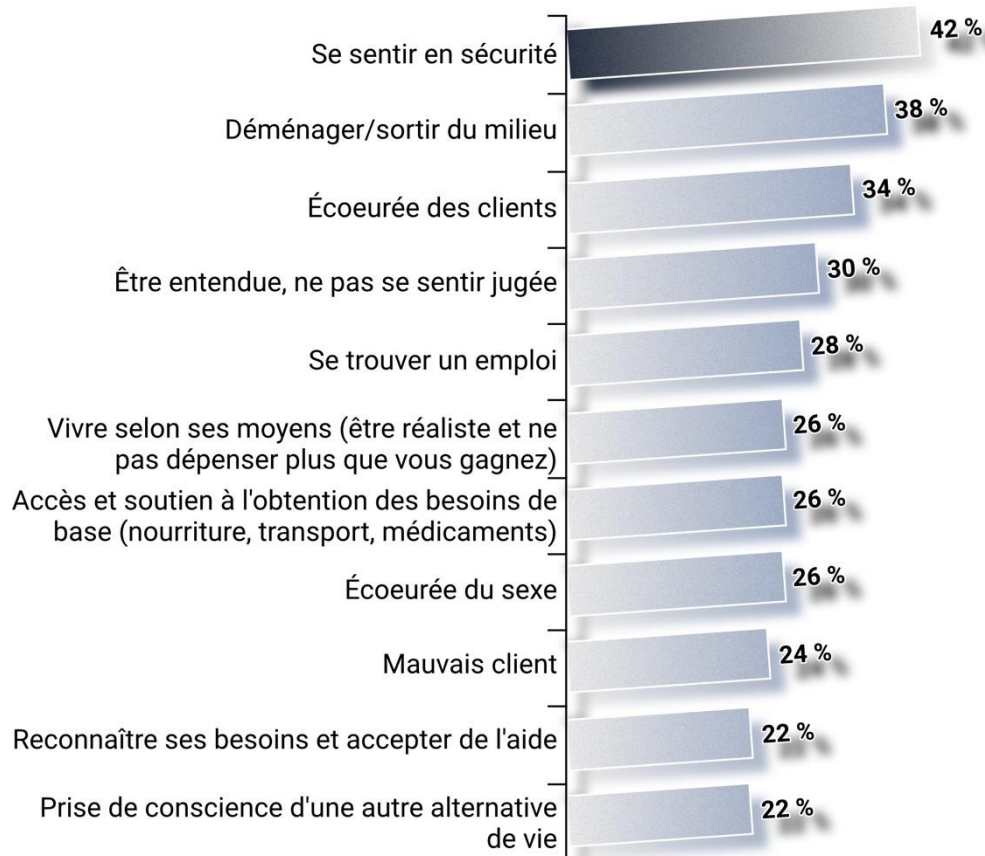


Figure 12 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont pris un break mais sont tentées d'y retourner, excluant la non-réponse, n : 50.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

À la figure 13, parmi l'ensemble des répondantes qui ont quitté l'industrie du sexe, dans le sous-groupe de celles qui ont déclaré avoir pris un break de l'industrie, mais qui sont tentées d'y retourner, 67 % ont nommé le besoin d'argent comme l'une des raisons de retour dans la prostitution et 39 % d'entre elles ont mentionné leurs dettes. Par ailleurs, elles sont 30 % à nommer, comme incitatifs de retour dans la prostitution, le goût du luxe, la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux et la perte de confiance en les institutions publiques. Le logement n'est mentionné que par 22 % des répondantes et le coût des besoins de base par 24 % de ces femmes et de ces filles.

Le manque d'estime de soi et de confiance en soi est nommé comme incitatif de retour dans la prostitution par 22 % des répondantes de ce sous-groupe; 20 % mentionnent leur incapacité à se trouver un travail; 17 %, leur isolement, et 15 % soutiennent que leur bonne opinion envers la prostitution constitue un incitatif au retour dans l'industrie.

FIGURE 13 - Incitatifs à retourner dans l'industrie du sexe

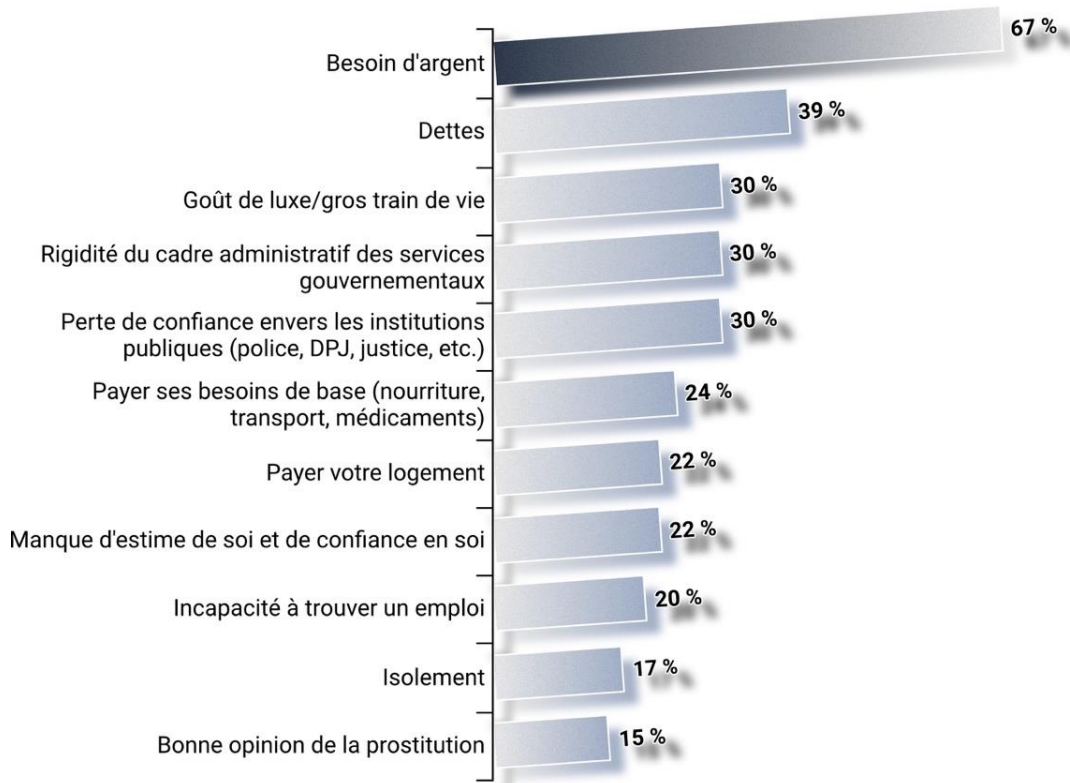


Figure 13 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont pris un break mais sont tentées d'y retourner, excluant la non-réponse, n : 54.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

3. Situation résidentielle

3.1 Types de logement

Afin de connaître la situation résidentielle des répondantes, notamment en matière de type de logement, nous leur avons demandé de nous nommer les lieux où elles avaient passé au moins une nuit au cours des six derniers mois (figure 14).

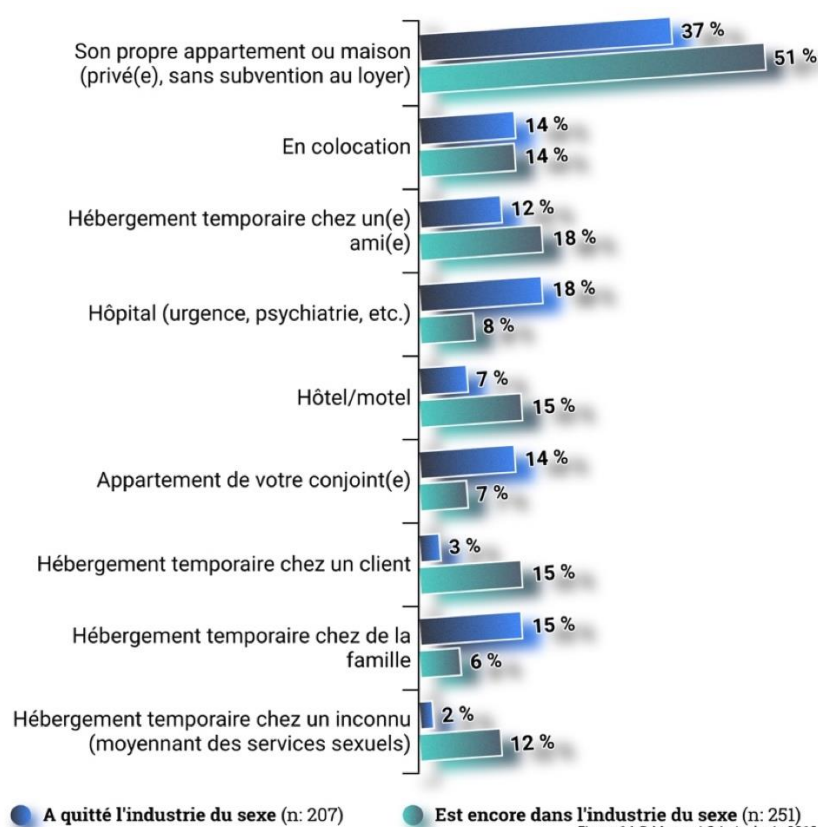
Au moment de la passation du questionnaire, la majorité des répondantes ont rapporté avoir passé au moins une nuit dans leur propre appartement ou maison sans subvention au loyer au cours des six derniers mois (37 % des RHIS et 51 % des RIS). Cette proportion est plus élevée chez les répondantes qui étaient dans l'industrie du sexe lors de la collecte de données. En ce qui concerne la collocation et l'hébergement temporaire chez un.e ami.e, les proportions sont relativement les mêmes ou avec de petites variations entre les deux sous-groupes. En effet, 14 % des RHIS et des RIS rapportent avoir été au moins une nuit en collocation et 12 % des RHIS et 18 % des RIS soutiennent avoir passé au moins une nuit chez un.e ami.e.

Par contre, lorsqu'on parle d'hébergement chez un client ou un inconnu moyennant des services sexuels, les RIS présentent davantage que les RHIS. Toujours est-il que les femmes et les filles soutenant ne plus être dans l'industrie du sexe ont tout de même mentionné avoir passé

une nuit chez un client (3 %) ou chez un inconnu moyennant des services sexuels (2 %). En outre, les RIS (15 %) sont plus nombreuses à avoir passé une nuit dans un hôtel ou un motel que les RHIS (7 %).

Par ailleurs, on constate que les femmes et les filles ayant quitté l'industrie du sexe vont davantage séjourner chez un membre de la famille ou un conjoint. 15 % des RHIS comparativement à 6 % des RIS soutiennent avoir passé au moins une nuit au cours des six derniers mois chez un membre de la famille, et 14 % des RHIS et 7 % des RIS disent avoir passé une nuit dans l'appartement d'un conjoint. Enfin, on constate une plus grande présence des RHIS (18 %) dans les hôpitaux que des RIS (8 %).

FIGURE 14 – Lieux où les répondantes ont passé au moins une nuit au cours des six derniers mois



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

À la figure 15, nous avons les proportions des deux sous-groupes (RIS et RHIS) vivant dans leur propre appartement, maison ou logement subventionné (HLM, FOHM⁴⁴). On constate que la très grande majorité des répondantes (66 % des RHIS et 84 % des RIS) ne vivent pas dans leur

⁴⁴ FOHM : Fédération des OSBL d'habitation de Montréal.

propre appartement, maison ou logement subventionné. Cette proportion est encore plus marquée chez les femmes qui étaient dans l'industrie du sexe au moment de la collecte de données.

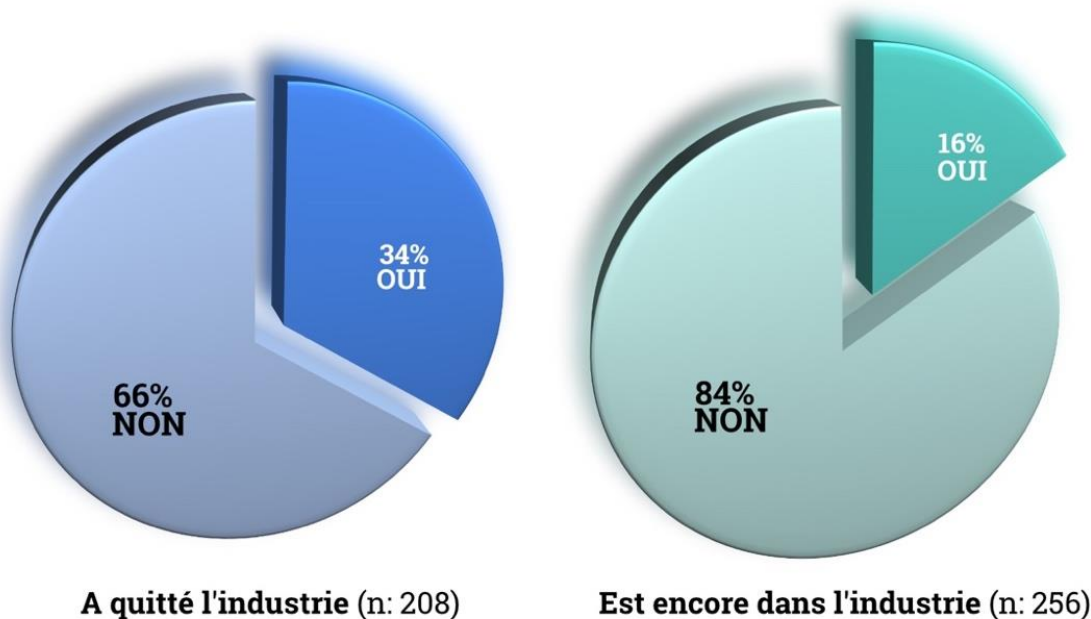
Parmi les répondantes qui ne vivaient pas dans leur propre appartement, maison ou logement subventionné, nous avons à la figure 16 la ventilation des types d'habitation où résidaient ces personnes au moment de la passation du questionnaire et, au tableau 12, la ventilation selon les activités prostitutionnelles. Il nous apparaît important de souligner le taux élevé de non-réponses (ne sait pas, refus de répondre) de 32 % pour l'ensemble de ces répondantes, les escortes (37 %) et les masseuses (38 %) ayant le plus haut taux. Nous pensons que ce taux de non-réponses soit, quelque peu, lié à la question ouverte qui a été posée aux participantes : « Où vivez-vous ? » Il est probable que certaines répondantes aient considéré cette question délicate, compte tenu de la clandestinité des activités prostitutionnelles et de la possible gêne occasionnée pour celles n'ayant pas leur propre logement. Cela pourrait, en partie, expliquer la disparité des taux entre la figure 14 et 16 pour les répondantes dans l'industrie du sexe. À la figure 16, on constate que la majorité des RHIS vivaient dans leur propre appartement non subventionné (20 %), comparativement à 11 % chez les RIS, et dans une maison louée ou achetée (15 %), tandis que les RIS ne sont que 9 % à avoir ce genre de logement. Or, à la figure 14, 51 % des RIS disent avoir passé au moins une nuit dans leur propre appartement ou maison sans subvention au loyer au cours des six derniers mois. Cette différence s'explique par le taux de non-réponse, qu'on peut supposer plus élevé chez les RIS.

Dans la proportion des répondantes ne vivant pas dans leur propre appartement, maison ou logement subventionné (figure 16), 13 % des RHIS étaient chez de la famille, 12 % chez un.e conjoint.e ou ami.e de cœur et 5 % chez une. ami.e. En comparaison, les RIS tendent à moins résider dans la famille (7 %) ou chez un.e conjoint.e ou ami.e de cœur (9 %) et préfèrent de loin rester chez un.e ami.e (10 %). En outre, les RHIS (10 %) sont plus nombreuses à résider dans un centre d'hébergement pour femmes que les RIS (2 %) et ne semblent pas pratiquer le *couchsurfing* (0 %) comme les RIS (9 %), qui tendent davantage à loger avec des personnes dans l'industrie du sexe (proxénètes, prostituées, etc.) et chez un *sugar saddy* (6 %) comparativement aux RHIS qui ne sont que 2 %. Enfin, les proportions de RIS et de RHIS dans une chambre ou en collocation sont quelque peu similaires et se situent autour de 6 %.

Par ailleurs, les répondantes, qui sont ou ont été dans l'escorte (4 %), sont les moins nombreuses à rester chez un membre de la famille, contrairement à celles qui sont ou ont été dans l'industrie pornographique (13 %). En outre, ces dernières sont aussi les plus nombreuses à avoir leur propre appartement non subventionné (19 %). Celles qui pratiquent le plus le *couchsurfing* (12 %) sont les répondantes qui ont fait ou sont dans la prostitution de rue. Celles qui disent avoir ou avoir eu un *sugar daddy* tendent à être les plus nombreuses (10 %) à coucher chez ces individus. Enfin, les répondantes qui sont ou ont été dans l'industrie de la pornographie sont les plus nombreuses (10 %) à loger avec d'autres personnes de l'industrie du sexe.

La figure 17 illustre le temps passé à l'endroit habité par l'ensemble des répondantes. La majorité d'entre elles résidait depuis moins de six mois à l'endroit où elles logeaient au moment de la passation du questionnaire. Les proportions entre les RIS (31 %) et les RHIS (37 %) ne présentent pas de grandes différences. Il en est de même pour celles qui disent avoir résidé à l'endroit habité de six mois à un an (23 % des RHIS et 23 % des RIS) et de un à deux ans (16 % des RHIS et 20 % des RIS). Seulement une minorité de répondantes disent résider au même endroit depuis plus de cinq ans (10 % des RHIS et 5 % des RIS).

FIGURE 15 - Proportion de répondantes vivant dans leur appartement, maison ou logement subventionné (HLM, FOHM)



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

Figure 15 © Mourani-Criminologie 2019

FIGURE 16 - Logements habités

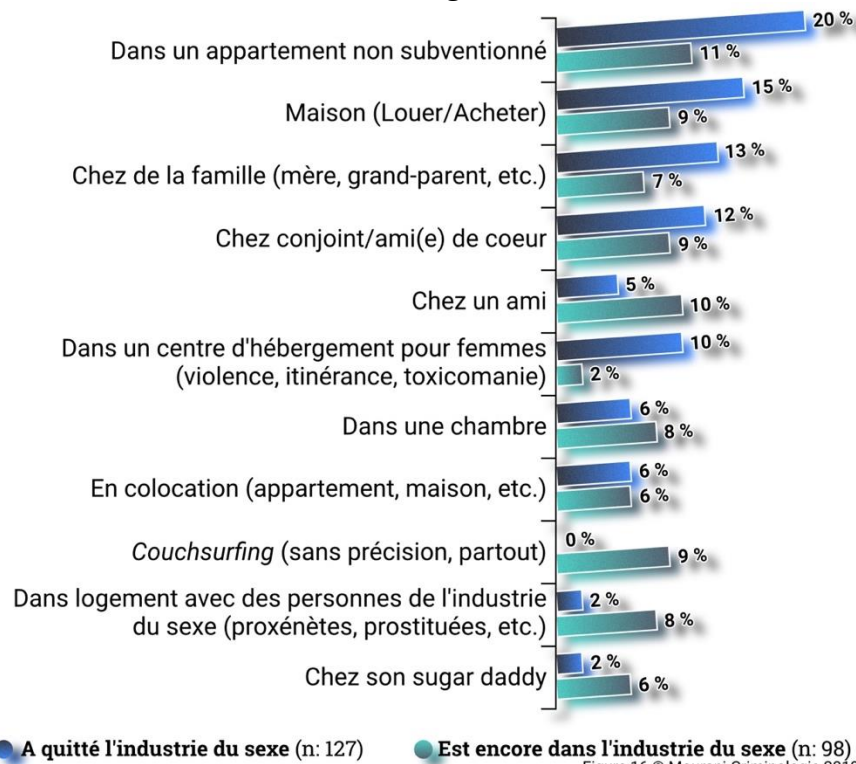


Figure 16 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes qui n'habitent pas un logement subventionné, excluant la non-réponse. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.

FIGURE 17 - Durée à l'endroit habité

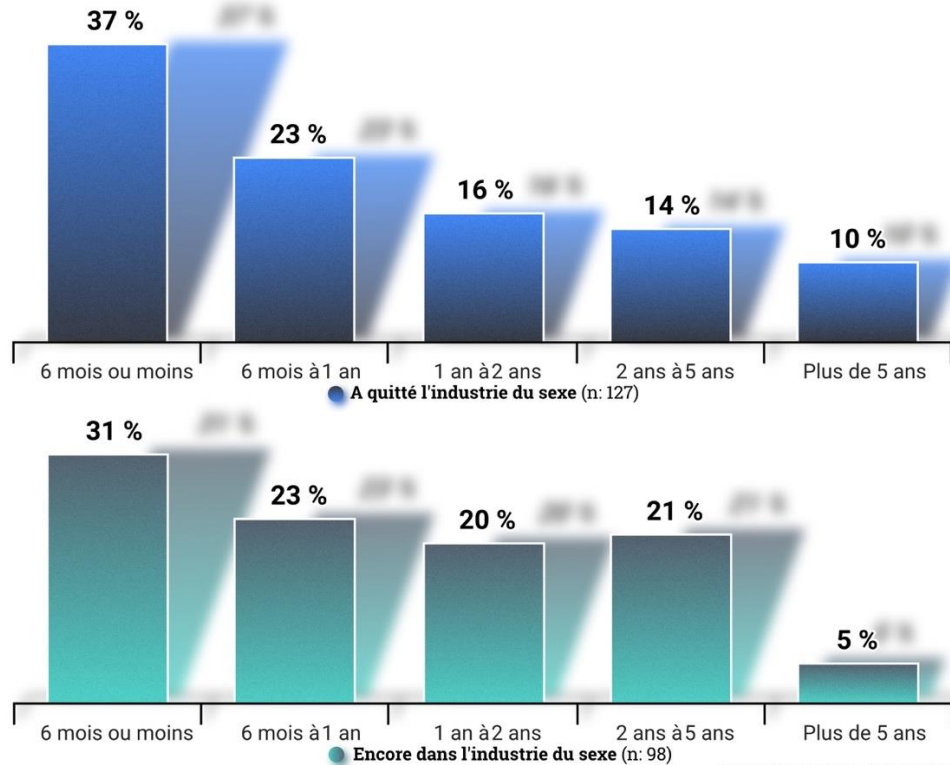


Figure 17 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

TABLEAU 12 - Logements habités selon les activités prostitutionnelles

	Ensemble	Escorte	Danseuse	Massage	Sugar daddy	Porno	La rue
Logements habités selon les activités prostitutionnelles	(n : 425)	(n : 198)	(n : 156)	(n : 105)	(n : 97)	(n : 91)	(n : 76)
Dans un appartement non subventionné	11	11	10	13	11	19 ↑	7
Maison (louée ou achetée)	8	10	8	8	8	7	5
Chez de la famille (mère, grands-parents, etc.)	7	4 ↓	5	6	8	13 ↑	5
Chez son conjoint(e) ou ami(e) de cœur	6	5	8	6	8	9	9
Chez un.e ami.e	6	6	8	2	4	5	9
Dans un centre d'hébergement pour femmes (violence, itinérance, toxicomanie, etc.)	5	3	4	3	6	7	7
Dans une chambre	4	6	5	7	6	5	4
En colocation (appartement, maison, etc.)	4	5	5	4	2	7	7
Couchsurfing (sans précision, partout)	3	2	4	6	6	5	12 ↑
Dans un logement avec des personnes de l'industrie du sexe (proxénètes, prostituées, etc.)	3	4	3	2	4	7 ↑	4
Chez son sugar daddy	3	1	1	2	10 ↑	2	-
Ne sait pas/préfère ne pas répondre	32	37 ↑	31	38	18 ↓	7 ↓	18 ↓

Tableau 12 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes qui n'habitent pas un logement subventionné, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 425. Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

3.2 Conditions d'habitation

La majorité des répondantes sondées ne vivent pas seules : elles sont 63 % chez les femmes ayant quitté l'industrie du sexe et 60 % chez celles qui y sont encore (figure 18). La figure 19 illustre qu'elles vivent majoritairement avec une ou deux personnes (40 % des RHIS et 43 % des RIS). Les proportions entre celles qui vivent avec une personne (RHIS 21 % et RIS 21 %) et celles qui vivent avec deux personnes (RHIS 19 % et RIS 22 %) sont plutôt similaires. De plus, seulement une minorité de répondantes vivent avec trois personnes et plus. Par contre, les RHIS tendent à être plus nombreuses que les RIS à vivre avec trois personnes (RHIS 12 % et RIS 9 %) ou quatre personnes ou plus (RHIS 11 % et RIS 7 %).

FIGURE 18 - Nombre de répondantes habitant seules

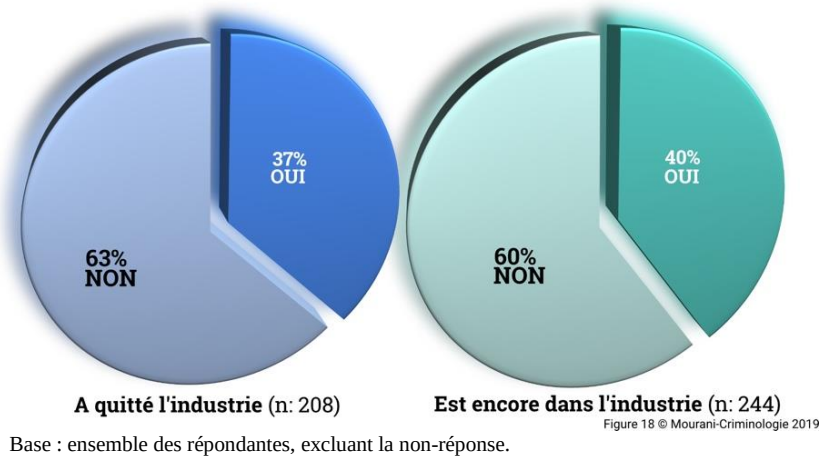
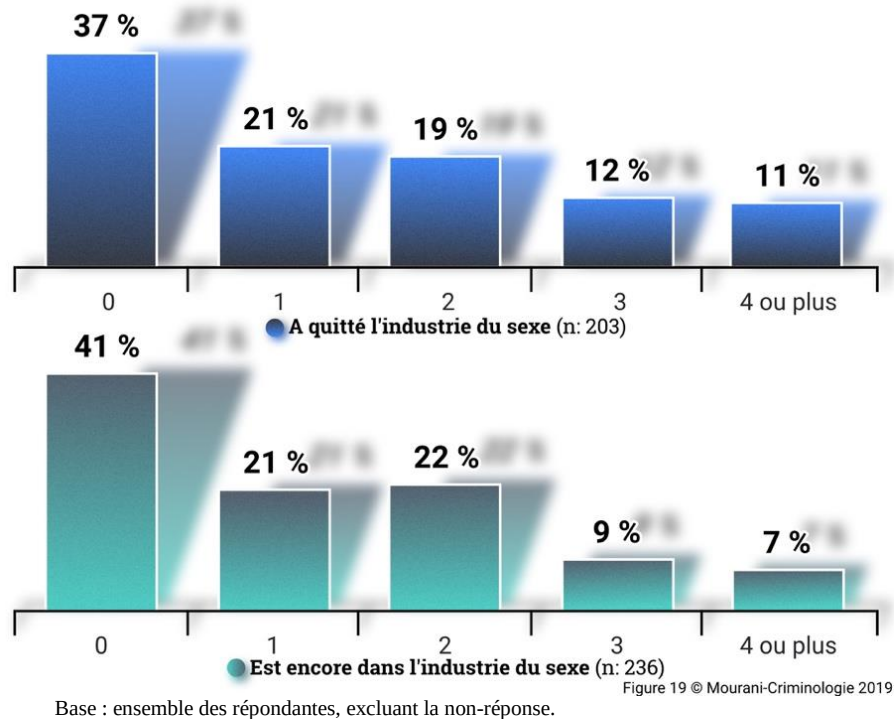
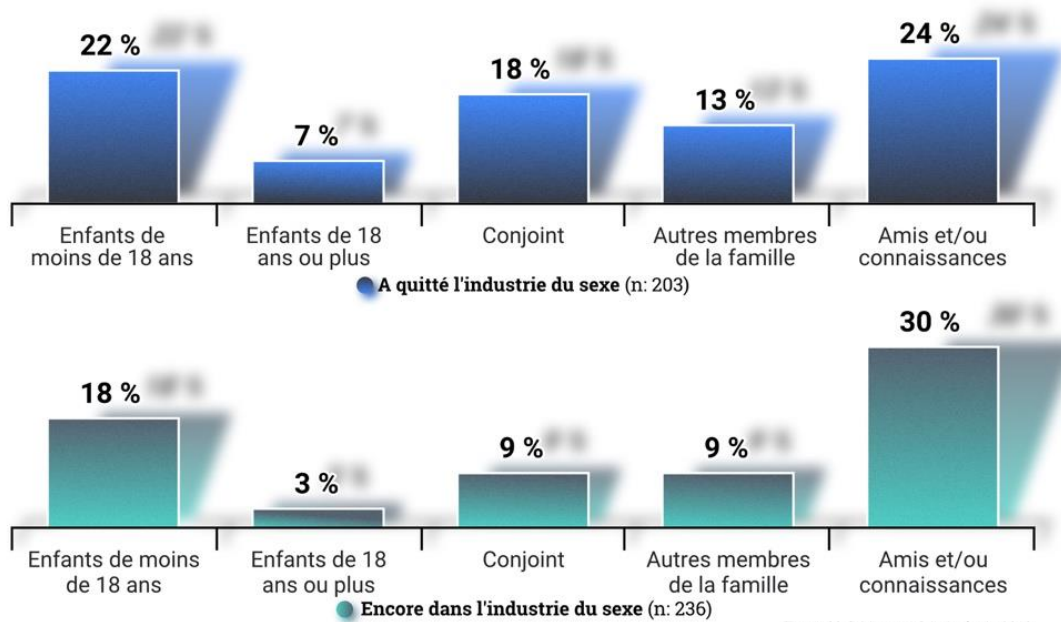


FIGURE 19 - Nombre de personnes habitant avec les répondantes



Le plus souvent les répondantes vivent avec leurs enfants de moins de 18 ans (22 % des RHIS et 18 % des RIS) ou avec des amis ou des connaissances (24 % des RHIS et 30 % des RIS). Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe tendent à être plus nombreuses à vivre avec des amis ou des connaissances. Toutefois, pour les deux sous-groupes, la majorité des répondantes vivent avec des amis ou des connaissances. Reste que les RHIS sont plus nombreuses à vivre avec leurs enfants. Enfin, la grande majorité des répondantes (90 % des RHIS et 68 % des RIS) soutiennent que les personnes qui vivent avec elles ne sont pas hébergées de manière temporaire. La minorité de celles qui offrent un hébergement temporaire rapportent majoritairement le faire pour une personne. Nous invitons le lecteur à consulter les figures 20 et 21.

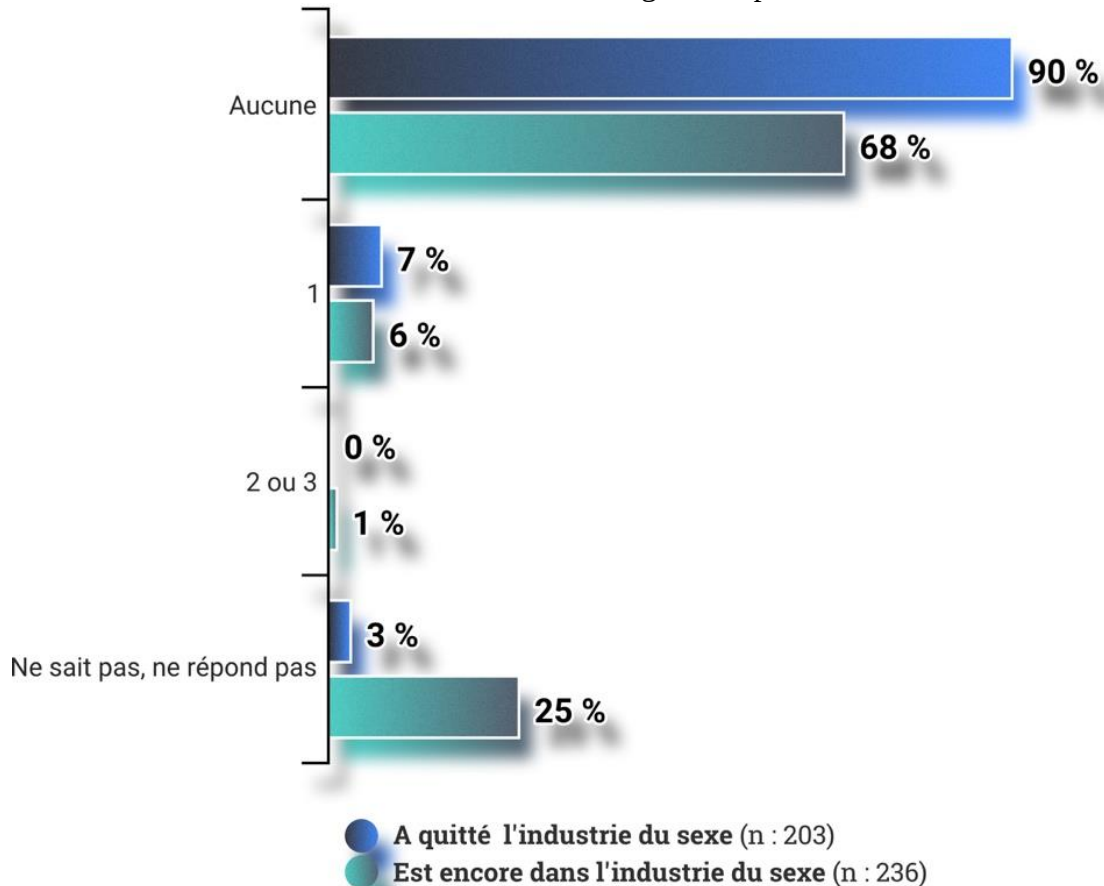
FIGURE 20 - Personnes habitant avec les répondantes



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

Figure 20 © Mourani-Criminologie 2019

FIGURE 21 - Personnes hébergées temporairement



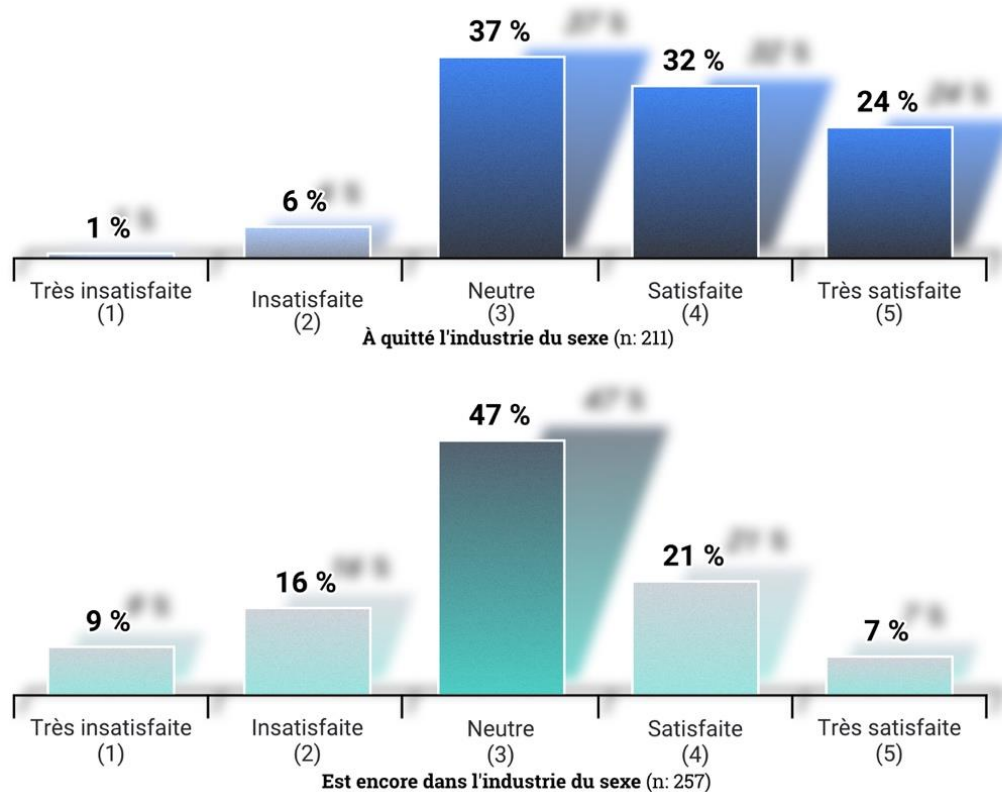
Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

Figure 21 © Mourani-Criminologie 2019

3.3 Appréciation du logement

La figure 22 présente le degré de satisfaction des répondantes quant à leur logement actuel. La majorité de l'ensemble des répondantes a un degré de satisfaction qui se situe à neutre. Les RIS sont plus nombreuses à avoir cet avis neutre (47 %). Les RHIS, malgré une majorité ayant un avis neutre (37 %), sont davantage satisfaites (32 %) ou très satisfaites (24 %) de leur logement, tandis que seulement 21 % des RIS sont satisfaites de leur logement et 7 % très satisfaites. En fait, les RIS sont davantage insatisfaites (16 %) ou très insatisfaites (9 %) de leur logement.

FIGURE 22 - Degré de satisfaction du logement habité



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

Figure 22 © Mourani-Criminologie 2019

Les raisons invoquées par les différents sous-groupes pour expliquer leur degré de satisfaction se retrouvent aux tableaux 13 et 14. Tout d'abord, l'ensemble des répondantes ayant quitté l'industrie du sexe ont mentionné se sentir bien ou confortables dans leur logement (17 %) et avoir un entourage sain (15 %), alors que celles qui sont dans la prostitution sont moins nombreuses à déclarer se sentir bien ou confortables dans leur logement (6 %) et avoir un entourage sain (5 %). Si 10 % des RHIS n'apprécient pas l'emplacement où elles vivent, elles sont 3 % chez les RIS. En outre, les RHIS (4 %) sont moins nombreuses que les RIS (13 %) à trouver inadéquat leur entourage et le coût de leur logement trop élevé (10 %). En effet, les RIS sont 18 % à trouver le coût de leur logement trop élevé.

Parmi les répondantes se disant très satisfaites à satisfaites de leur logement, quatre raisons essentielles émergent : la beauté de l'appartement, le fait de se sentir en sécurité et de se sentir bien ou confortable, le coût peu élevé du loyer et un entourage sain. Les RHIS qui déclarent être très satisfaites de leur logement invoquent à 26 % le coût peu élevé du logement, à 28 % un entourage sain et à 19 %, respectivement, le fait de se sentir en sécurité et d'avoir un bel appartement. En outre, 28 % des RHIS soutiennent être satisfaites de leur logement parce qu'elles s'y sentent bien (confortables, tranquilles, à l'aise, etc.). Les RIS qui disent être très satisfaites à satisfaites de leur logement invoquent aussi la beauté de leur appartement (20 %) et le coût du loyer (plus de 25 %).

Par ailleurs, les répondantes qui ont une opinion plutôt neutre de leur logement vont tout de même expliquer leur appréciation à partir des raisons suivantes : la cherté du logement, un emplacement non satisfaisant, un entourage inadéquat et le fait de ne pas se sentir chez elles. 20 % des RIS qui se déclarant neutres invoquent un entourage inadéquat pour expliquer leur appréciation et 16 % disent ne pas se sentir chez elles, tout comme 15 % des RHIS. De plus, 18 % des RHIS estiment que le logement est trop cher et 16 % n'aiment pas l'emplacement (quartier isolé, etc.).

Les raisons les plus souvent invoquées par les répondantes qui se disent insatisfaites à très insatisfaites sont la cherté du logement, le manque de confort, l'entourage inadéquat et le fait de ne pas se sentir chez soi.

TABLEAU 13 - Raisons invoquées par les RHIS selon leur degré de satisfaction

Raisons invoquées par les RHIS	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%) (n : 185)	Satisfaction du logement				
		Très insatisfaite (n : 1)	Insatisfaite (n : 9)	Neutre (n : 67)	Satisfaite (n : 61)	Très satisfaite (n : 47)
Elle se sent bien (confortable, tranquille, etc.)	17 ↑	-	-	4 ↓	28 ↑	23
Le logement ne coûte pas cher (bon prix, etc.)	15	-	-	4 ↓	21	26 ↑
L'entourage est sain (soutien, pas de risque de rechute)	15 ↑	-	-	4 ↓	18	28 ↑
Le logement coûte trop cher	10 ↓	-	22	18 ↑	7	-
Elle n'est pas satisfaite de l'emplacement (quartier, isolé)	10 ↑	-	-	16 ↑	11	-
Elle se sent en sécurité	9	-	-	1 ↓	11	19 ↑
Elle ne se sent pas chez elle (pas à l'aise, inconfortable, etc.)	9	-	22	15 ↑	7	-
L'appartement est beau (bien décoré, propre, etc.)	9	-	-	1 ↓	10	19 ↑
Le logement est peu confortable (petit, pas insonorisé)	8	-	44	9	7	2
Elle n'a pas trouvé mieux/Le logement est correct sans plus/Elle ne peut pas demander mieux	6	-	-	4	8	9
L'entourage n'est pas adéquat (risque de rechute, mauvaise relation, etc.)	4 ↓	-	11	9	-	-

Tableau 13 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui ont quitté l'industrie du sexe, excluant la non-réponse. Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

TABLEAU 14 - Raisons invoquées par les RIS selon leur degré de satisfaction

Raisons invoquées par les RIS	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%) (n : 117)	Satisfaction du logement				
		Très insatisfaite (n : 15)	Insatisfaite (n : 12)	Neutre (n : 49)	Satisfaite (n : 30)	Très satisfaite (n : 11)
Le logement coûte trop cher	18 ↑	-	8	24	23	9
L'entourage n'est pas adéquat (risque de rechute, mauvaise relation, etc.)	13 ↑	13	25	20 ↑	-	-
Le logement ne coûte pas cher (bon prix, etc.)	12	-	-	6	23 ↑	36 ↑
Elle ne se sent pas chez elle (pas à l'aise, inconfortable, etc.)	9	-	17	16 ↑	3	-
Elle n'a pas trouvé mieux/Le logement est correct sans plus/Elle ne peut pas demander mieux	9	-	17	8	7	18
L'appartement est beau (bien décoré, propre, etc.)	8	-	-	2	20 ↑	18
Le logement est peu confortable (petit, pas insonorisé)	6	7	-	10	3	-
Elle se sent bien (confortable, tranquille, etc.)	6 ↓	-	-	4	7	27
L'entourage est sain (soutien, pas de risque de rechute)	5 ↓	-	-	-	17	9
Elle se sent en sécurité	4	-	-	2	10	9
Elle n'est pas satisfaite de l'emplacement (quartier, isolé)	3 ↓	7	-	2	7	-

Tableau 14 © Mourani-Criminologie 2019

Base : celles qui sont l'industrie du sexe, excluant la non-réponse. Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

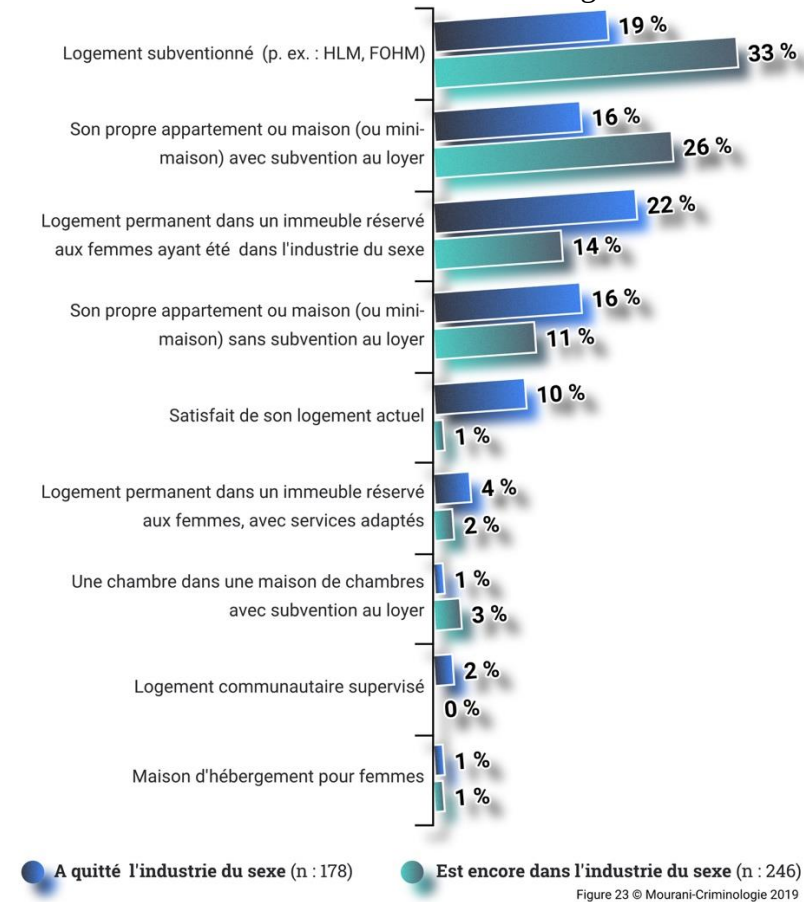
4. Préférences en matière de logement

4.1 Types de logement

La figure 23 illustre les préférences en matière de logement des RIS et des RHIS. Dans le cas des femmes et des filles encore dans l'industrie du sexe, on constate une nette préférence pour le logement subventionné (33 %) ou avec une subvention au loyer (26 %), tandis que les femmes et les filles ayant quitté l'industrie du sexe ont une préférence pour un logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes prostituées (22 %). Soulignons toutefois que 19 % d'entre elles mentionnent une préférence pour un logement subventionné et 16 % avec une subvention au loyer.

Toujours est-il qu'une certaine unanimité semble se dégager de la figure 23. Les RIS et les RHIS ont rejeté, à la grande majorité, les hébergements pouvant les amener à côtoyer des femmes ayant d'autres problématiques qu'elles (maison d'hébergement pour femmes, logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes, avec services adaptés) et des lieux où leur autonomie serait restreinte (une chambre dans une maison de chambres, logement communautaire supervisé).

FIGURE 23 - Préférences en logement



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

Le tableau 15 présente une ventilation des préférences selon les activités prostitutionnelles pour l'ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. Les résultats suivants concernent donc les RIS et les RHIS. Dans un premier temps, on constate que les escortes (38 %), les danseuses (42 %), les masseuses (29 %), celles qui font la rue (25 %) et celles qui ont un *sugar daddy* (25 %) ont une préférence première pour le logement subventionné à l'exception de celles qui sont dans la pornographie (10 %), qui préfèrent plutôt avoir leur propre appartement ou maison sans subvention au loyer (19 %). L'appartement ou la maison avec subvention au loyer arrive en deuxième position pour toutes les répondantes, tandis que le logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes prostituées est au troisième rang.

Dans un deuxième temps, on observe des différences significatives en ce qui a trait au logement subventionné. Les escortes et les danseuses sont celles qui ont le plus choisi ce type de logement comparativement aux autres femmes. Les escortes sont aussi celles qui ont été les plus nombreuses à choisir le logement avec subvention au loyer, suivi de près par celles qui ont un *sugar daddy*.

TABLEAU 15 - Préférences en matière de logement selon les activités prostitutionnelles

	Escorte	Danseuse	Porno	Massage	La rue	Sugar daddy
Préférences en matière de logement	(n : 136)	(n : 89)	(n : 42)	(n : 73)	(n : 51)	(n : 56)
Logement subventionné (p. ex. : HLM, FOHM)	38 ↑	42 ↑	10 ↓	29	25	25
Son propre appartement ou maison (ou mini-maison) avec subvention au loyer	22	19	17	23	18	20
Logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes ayant été dans l'industrie du sexe	13	16	17	16	14	14
Son propre appartement ou maison (ou mini-maison) sans subvention au loyer	11	11	19 ↑	12	10	14
Une chambre dans une maison de chambres avec subvention au loyer	2	2	2	3	2	4
Logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes, avec services adaptés	3	1	5	3	6	2
Préfère ne pas répondre	6	1	7	7	10 ↑	7

Tableau 15 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

4.2 Conditions d'habitation

Plus de la moitié des répondantes aimeraient vivre seules (figure 24). Elles sont 47 % chez les femmes et les filles ayant quitté l'industrie du sexe et 61 % chez celles qui sont encore dans l'industrie. Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe sont donc plus nombreuses à vouloir demeurer seules. La majorité des répondantes préférant vivre seules mentionnent comme raisons principales (voir figure 25) le besoin d'intimité et de tranquillité (85 % des RHIS et 73 % des RIS) ainsi que le besoin d'être indépendante et libre (74 % des RHIS et 55 % des RIS). Une minorité des répondantes soutiennent vouloir vivre seules pour des raisons de sécurité (16 % des RHIS et 10 % des RIS) et pour ne plus vivre de violence (9 % des RHIS et 11 % des RIS).

FIGURE 24 - Vivre seule ou pas?

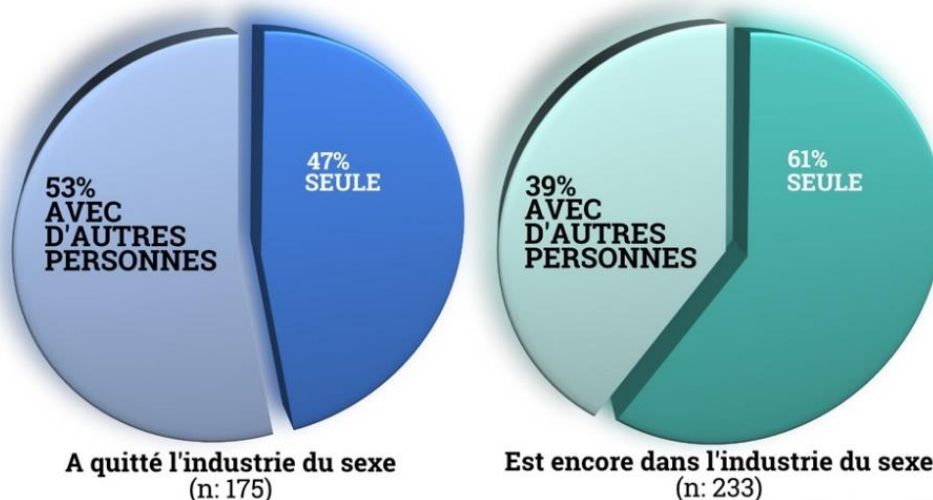
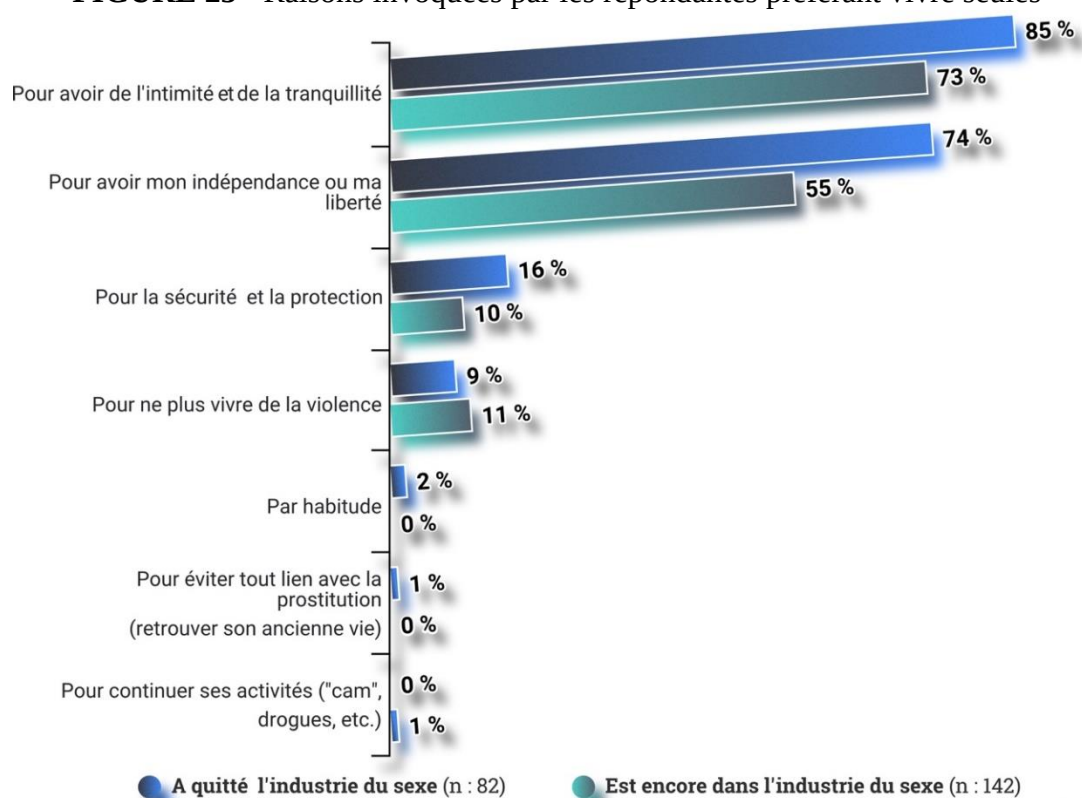


Figure 24 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.

FIGURE 25 - Raisons invoquées par les répondantes préférant vivre seules



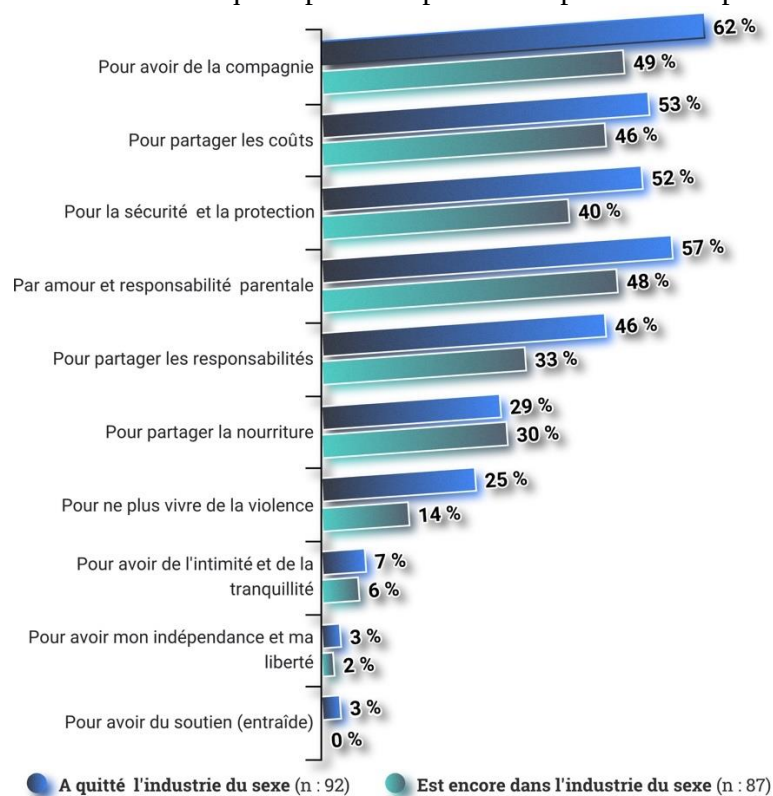
Base : ensemble des répondantes qui aimeraient vivre seules, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

Figure 25 © Mourani-Criminologie 2019

A contrario, les raisons entourant la préférence à ne pas vivre seules sont multiples et les variations de taux ne sont pas si grandes entre les différentes réponses (figure 26). Essentiellement, les raisons invoquées par les répondantes touchent différentes sphères : le partage des coûts et des responsabilités, briser l'isolement et le besoin de sécurité. Plus de 50 % des RHIS et plus de 40 % des RIS ont mentionné ces différents éléments : avoir de la compagnie (62 % des RHIS et 49 % des RIS), le partage des coûts (53 % des RHIS et 46 % des RIS), le besoin de sécurité et de protection (52 % des RHIS et 40 % des RIS) ainsi que l'amour et la responsabilité parentale (57 % des RHIS et 48 % des RIS). Pour une bonne proportion, le partage de la nourriture (29 % des RHIS et 30 % des RIS) et des responsabilités autres que parentales (46 % des RHIS et 33 % des RIS) est important.

Parmi l'ensemble des répondantes préférant ne pas vivre seules, 41 % aimeraient vivre avec leurs enfants, 40 % avec des amis ou en collocation et 33 % avec un.e partenaire ou conjoint.e. On observe une différence significative entre les RIS et les RHIS en ce qui concerne les partenaires ou les conjoint.e.s. En effet, si les taux sont relativement les mêmes pour le fait de vivre avec leurs enfants (45 % des RIS et 43 % des RHIS), ils varient grandement quant au partenaire ou au conjoint.e. Les RHIS sont 45 % à vouloir vivre avec un.e partenaire ou conjoint.e, tandis que les RIS ne sont que 22 %. Nous référons le lecteur au tableau 16.

FIGURE 26 - Raisons invoquées par les répondantes préférant ne pas vivre seules



Base : ensemble des répondantes qui aimeraient vivre avec d'autres personnes, excluant la non-réponse. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

TABLEAU 16 - Personnes avec qui les répondantes aimeraient vivre

	Ensemble (%)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)
Personnes avec qui les répondantes aimeraient vivre	(n : 209)	(n : 88)	(n : 92)
Un ou plusieurs enfant(s)	41	45	43
Des colocataires ou des amis	40	41	36
Un(e) partenaire ou conjoint(e)	33	22 ↓	45 ↑
Des membres de ma famille	12	15	10
D'autres femmes	2	3	1
Un(e) spécialiste de la santé (aide-soignante)	1	-	1
Des intervenantes	1	2	1
Des gens compatibles (qui s'entendent bien)	1	1	2
Des voisines (sans précision)	1	-	2

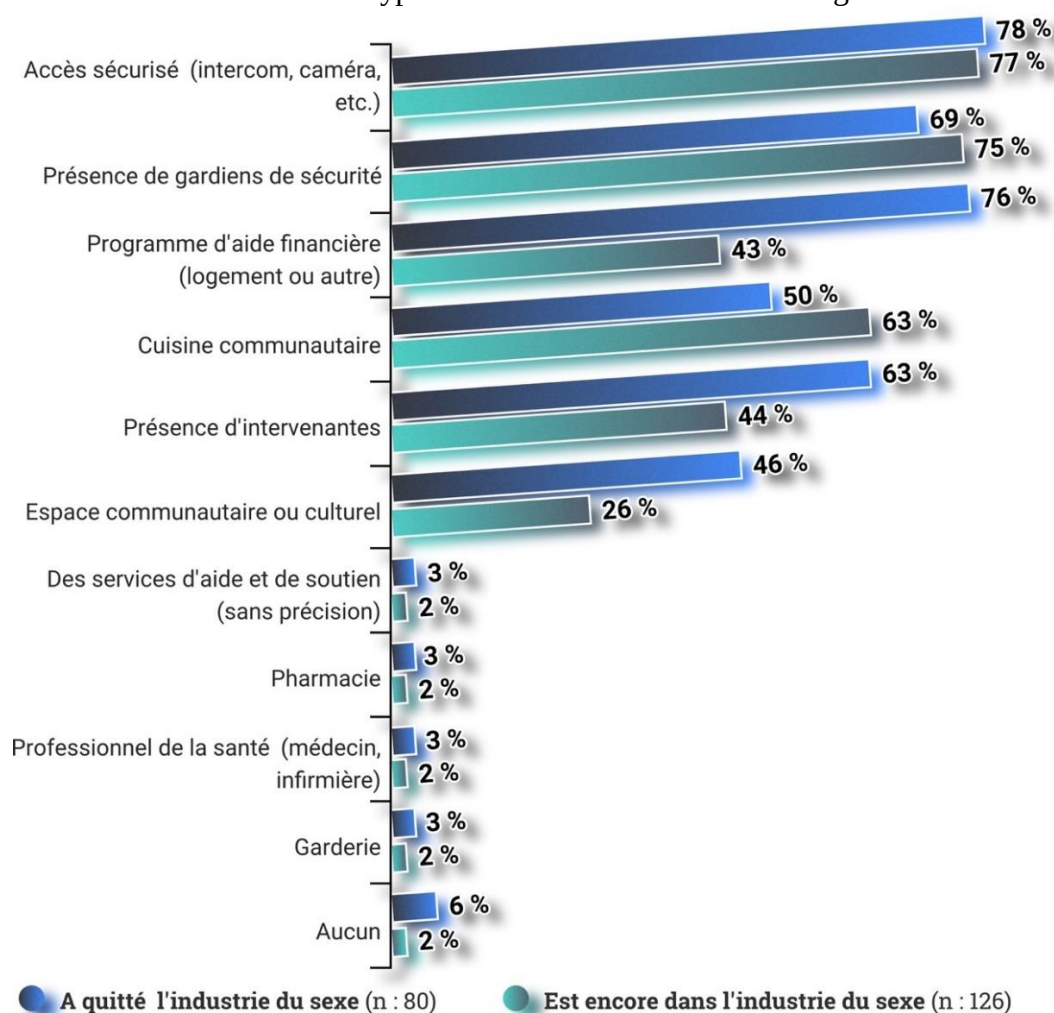
Base : ensemble des répondantes qui aimeraient vivre avec d'autres personnes, excluant la non-réponse. Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

4.3 Services associés au logement

À la figure 27, nous avons la ventilation des différents services en lien au logement souhaités par les répondantes. Deux services se démarquent de manière majoritaire pour les deux sous-groupes : l'accès sécurisé (78 % des RHIS et 77 % des RIS) et la présence d'un gardien de sécurité (69 % des RHIS et 75 % des RIS). Avoir accès à un programme d'aide financière, autant pour le logement que pour tout autre besoin, est demandé par 76 % des RHIS tandis que seulement 43 % des RIS ont mentionné ce service.

D'autres services, tels qu'une cuisine (50 % des RHIS et 63 % des RIS) ou un espace communautaire (46 % des RHIS et 26 % des RIS), sont tout de même fortement demandés, tout comme la présence d'intervenantes (63 % des RHIS et 44 % des RIS). Notons que les RHIS sont plus nombreuses à demander la présence d'intervenantes et d'espaces communautaires et culturels.

FIGURE 27 - Types de service souhaités dans le logement



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

Figure 27 © Mourani-Criminologie 2019

En plus des services cités précédemment, en lien à l'aménagement et à la sécurité résidentielle, les répondantes ont exprimé d'autres demandes (figure 28). Les services de thérapie individuelle ou de soutien psychologique en lien à l'industrie du sexe (55 % des RHIS et 59 % des RIS) et aux violences sexuelles (44 % des RHIS et 47 % des RIS) arrivent en tête. Les répondantes dans l'industrie du sexe ont été les plus nombreuses à demander de l'aide pour avoir accès aux banques alimentaires ou aux cuisines collectives (39 % des RHIS et 49 % des RIS), tandis que celles qui n'y sont plus ont plutôt mis l'accent sur le soutien en cas de crise (41 % des RHIS et 21 % des RIS) et l'établissement d'un plan de sécurité (36 % des RHIS et 18 % des RIS) ainsi que sur l'accessibilité à des groupes de soutien s'adressant aux femmes prostituées (43 % des RHIS et 25 % des RIS). Enfin, autant les répondantes dans l'industrie du sexe (30 %) que celles qui n'y sont plus (32 %) disent avoir besoin d'aide pour se trouver un emploi ou une formation, ou pour entreprendre un retour aux études.

FIGURE 28 - Autres services souhaités

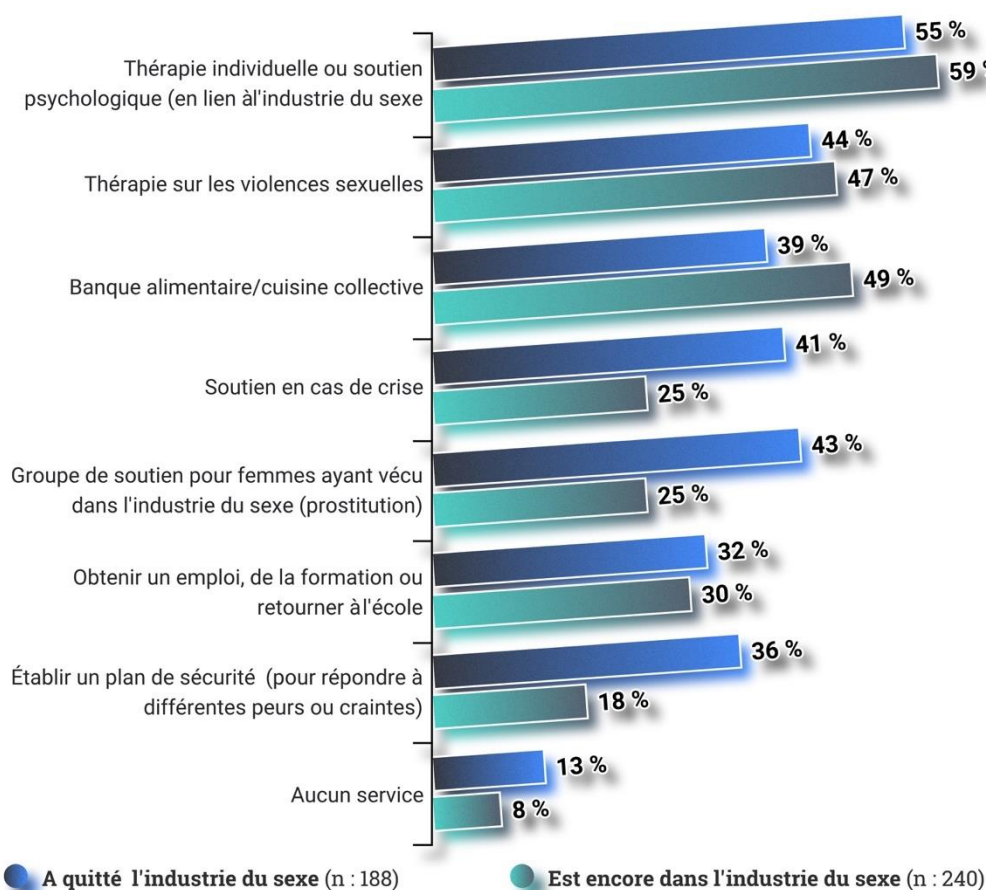


Figure 28 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

5. Accessibilité et préférences en matière de services

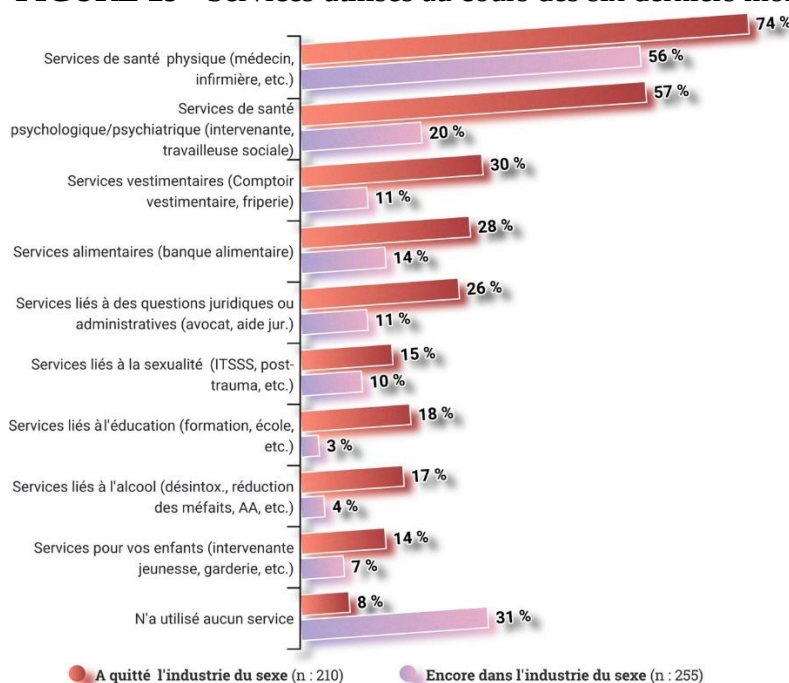
5.1 Services obtenus au cours des six derniers mois

La figure 29 présente la liste des services utilisés par les répondantes au cours des six derniers mois. Au tableau 19, nous avons ces services au regard du nombre d'années dans l'industrie du sexe et au tableau 20, selon les activités prostitutionnelles.

Au moment de la passation du questionnaire, l'ensemble des répondantes ont mentionné avoir le plus utilisé, au cours des six derniers mois, des services en lien à la santé physique (74 % des RHIS et 56 % des RIS) et psychologique ou psychiatrique (57 % des RHIS et 20 % des RIS). D'autres services méritent, toutefois, qu'on s'y attarde, particulièrement en ce qui concerne les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe : 30 % d'entre elles soutiennent avoir reçu des services vestimentaires; 28 %, des services alimentaires et 26 %, des services liés à des questions juridiques ou administratives. Peu de femmes et de filles dans l'industrie du sexe (moins de 14 %) ont reçu ce genre de service.

Quant aux services en lien à la sexualité (ITSSS, post-trauma, etc.), à l'éducation (formation, école, etc.), à l'alcool (« désintox », réduction des méfaits, AA, etc.) et aux enfants (intervenante jeunesse, garderie, etc.), ils ont été utilisés par moins de 18 % des RHIS et moins de 11 % des RIS. Toujours est-il que 31 % des RIS n'ont utilisé aucun service. Il semble que les RHIS sont plus nombreuses à utiliser des services. Nous invitons le lecteur à consulter la figure 29.

FIGURE 29 - Services utilisés au cours des six derniers mois



Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

Figure 29 © Mourani-Criminologie 2019

Les tableaux 17 et 18 confirment la tendance d'utilisation plus élevée des services par les RHIS ainsi que la prédominance d'utilisation des services de santé physique, psychologique et psychiatrique par l'ensemble des répondantes, quel que soit le nombre d'années passées dans la prostitution et les activités prostitutionnelles. Cependant, les répondantes qui ont été ou sont depuis plus de 10 ans dans l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à utiliser différents services offerts (psychologique ou psychiatrique, alimentaire, juridiques ou administratifs, ou en lien à la sexualité et aux enfants). Par ailleurs, les RHIS et les RIS qui ont été actives de 2 à 5 ans sont les moins nombreuses à utiliser les services de santé psychologique ou psychiatrique, alimentaires, juridiques ou administratifs et en lien à la sexualité. Par contre, elles ont été les moins nombreuses à n'utiliser aucun service. De plus, les répondantes qui font ou ont fait de la prostitution occasionnelle ont été les plus nombreuses à demander des services liés aux drogues et à l'alimentation, tandis que celles qui ont ou ont eu un parcours de moins d'un an dans l'industrie ont le plus utilisé les services liés à la consommation d'alcool.

Au tableau 18, nous avons plus de précisions sur l'utilisation des services quant aux activités prostitutionnelles. Les répondantes qui sont ou ont été actives dans des bordels (maisons closes autres que les salons de massage ou les bars de danseuses) sont celles qui ont le plus utilisé les services de santé physique (84 %). Celles qui sont ou ont été actives dans la pornographie ont plutôt été les plus nombreuses à demander des services de santé psychologique et psychiatrique (50 %). Elles sont aussi celles qui ont le plus utilisé des services vestimentaires (31 %).

Par ailleurs, les répondantes qui font ou ont été dans la prostitution de rue sont celles qui ont le plus utilisé des services liés à l'alimentation (31 %), aux drogues (18 %) et à l'alcool (16 %). Elles sont les moins nombreuses à avoir utilisé des services liés aux enfants (4 %), contrairement à celles qui sont ou ont été dans l'escorte (12 %). Notons que pour l'ensemble des répondantes, une infime minorité a utilisé des services liés à la drogue (8 %), à l'alcool (9 %) et aux enfants (9 %). Les services en lien à l'éducation ont davantage été utilisés par les répondantes dans la pornographie ou l'ayant été (15 %) ainsi que par celles avec un *sugar daddy* ou en ayant eu (14 %). Ces dernières (18 %) ont aussi été les plus nombreuses à utiliser des services en lien à la sexualité, tout comme celles qui sont ou ont été masseuses (17 %). Enfin, les répondantes qui sont ou ont été dans l'escorte (21 %), la pornographie (26 %) et les bordels (34 %) ont le plus utilisé les services liés à des questions juridiques, légales ou administratives. Enfin, les répondantes qui sont ou ont été danseuses (15 %), dans la pornographie (8 %), avec des *sugar daddies* (12 %) et dans des bordels (0 %) sont peu nombreuses à n'utiliser aucun service.

TABLEAU 17 - Services utilisés au cours des six derniers mois selon le nombre d'années dans l'industrie du sexe

	Ensemble	Situation actuelle		Nombre d'années dans l'industrie					
		A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%) (n : 210)	Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%) (n : 255)	Moins d'un an (n : 46)	1 ou 2 ans (n : 105)	2 à 5 ans (n : 193)	6 à 10 ans (n : 84)	Plus de 10 ans (n : 70)	Occasionnelle (n : 44)
Services utilisés au cours des six derniers mois	(n : 544)								
Services de santé physique (médecin, infirmière, etc.)	63	74 ↑	56 ↓	70	63	64	64	63	50
Services de santé psychologique ou psychiatrique (intervenante, travailleuse sociale, etc.)	34	57 ↑	20 ↓	37	41	28 ↓	25	47 ↑	36
Services vestimentaires (comptoir vestimentaire, friperie, etc.)	21	30 ↑	11 ↓	24	29	28	19	27	27
Services alimentaires (banque alimentaire, etc.)	20	28 ↑	14 ↓	22	23	16 ↓	12 ↓	30 ↑	39 ↑
Services liés à des questions juridiques ou administratives (avocat, aide juridique, etc.)	17	26 ↑	11 ↓	22	20	15 ↓	14	36 ↑	25
Services liés à la sexualité (ITSSS, post-trauma, etc.)	13	15	10	22	20	12 ↓	15	27 ↑	9
Services liés à l'éducation (formation, école, stage, etc.)	10	18 ↑	3 ↓	20	13	10	11	19	9
Services liés à l'alcool (« désintox », réduction des méfaits, AA, etc.)	9	17 ↑	4 ↓	22 ↑	8	7	10	10	11
Services pour vos enfants (intervenante jeunesse, garderie, etc.)	9	14 ↑	7 ↓	2	9	8	10	19 ↑	7
Services liés aux finances (aide financière, gestion du budget, etc.)	8	12 ↑	4 ↓	7	7	8	15 ↑	10	5
Services liés aux drogues (désintox., réduction des méfaits, NA, méthadone, etc.)	8	11 ↑	6 ↓	11	7	7	6	9	16 ↑
N'a utilisé aucun service	20	8 ↓	31 ↑	9	10	4 ↓	10	11	11

Tableau 17 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 544. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.) Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

TABLEAU 18 - Services utilisés au cours des six derniers mois selon les activités prostitutionnelles

	Ensemble	Escorte	Danseuse	Porno	Massage	La rue	Sugar daddy	Bordel
Services utilisés au cours des six derniers mois	(n : 544)	(n : 271)	(n : 215)	(n : 127)	(n : 144)	(n : 106)	(n : 125)	(n : 38)
Services de santé physique (médecin, infirmière, etc.)	63	63	67	69	62	62	67	84 ↑
Services de santé psychologique ou psychiatrique (intervenante, travailleuse sociale, etc.)	34	34	37	50 ↑	38	40	36	47
Services vestimentaires (comptoir vestimentaire, friperie, etc.)	21	19	21	31 ↑	26	26	26	29
Services alimentaires (banque alimentaire, etc.)	20	17	21	25	23	31 ↑	24	39
Services liés à des questions juridiques/légales ou administratives (avocat, aide juridique, etc.)	17	21 ↑	17	26 ↑	21	22	19	34 ↑
Services liés à la sexualité (ITSSS, post-trauma, conséquences de l'agression sexuelle, etc.)	13	13	15	15	17 ↑	15	18 ↑	13
Services liés à l'éducation (formation, école, stage, etc.)	10	10	11	15 ↑	12	08	14 ↑	13
Services liés à l'alcool (« désintox », réduction des méfaits, AA, etc.)	9	9	9	13	9	16 ↑	6	13
Services pour vos enfants (intervenante jeunesse, garderie, etc.)	9	12 ↑	10	10	08	4 ↓	7	13
Services liés aux finances (aide financière, gestion du budget, etc.)	8	8	9	9	10	10	9	11
Services liés aux drogues (« désintox », réduction des méfaits, NA, méthadone, etc.)	8	8	5	6	6	18 ↑	10	11
N'a utilisé aucun service	20	19	15 ↓	8 ↓	22	22	12 ↓	0 ↓

Tableau 18 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 544. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.) Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes. ↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

5.2 Préférences en matière de services

La figure 30 présente la liste des services que les répondantes aimeraient obtenir au cours des six prochains mois. Au tableau 19, nous avons ces services au regard du nombre d'années dans l'industrie du sexe et au tableau 20, selon les activités prostitutionnelles.

Tout comme pour les services obtenus, la majorité des répondantes souhaitent avoir accès aux services de santé physique (64 % des RIS et des RHIS) et psychologique ou psychiatrique (68 % des RHIS et 70 % des RIS). La deuxième catégorie de services la plus demandée est, sans aucun doute, celle en lien aux besoins de base, principalement alimentaire (40 % des RHIS et 42 % des RIS) et vestimentaire (46 % des RHIS et 26 % des RIS). Les services liés à l'éducation (34 % des RHIS et 29 % des RIS), à l'emploi (29 % des RHIS et 22 % des RIS), aux questions juridiques ou administratives (33 % des RHIS et 17 % des RIS) et aux finances (30 % des RHIS et 19 % des RIS) présentent aussi des proportions non négligeables, particulièrement chez les RHIS.

FIGURE 30 - Services souhaités au cours des six prochains mois

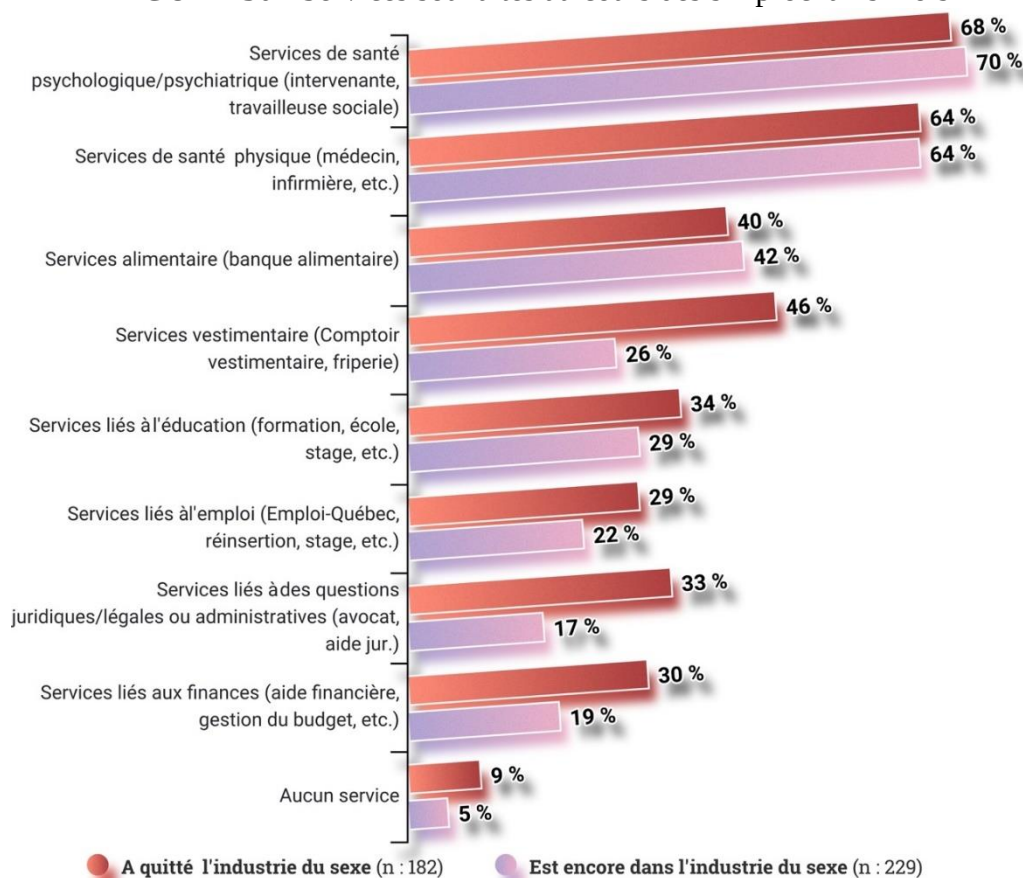


Figure 30 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse.
Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.)

Aux tableaux 19 et 20, la prédominance préférentielle pour les services de santé psychologique, psychiatrique, physique ainsi que pour les besoins de base (alimentaires et vestimentaires) se maintient. Les répondantes les plus nombreuses à demander des services liés à l'éducation sont celles qui sont ou ont été dans l'industrie du sexe sur une période de deux à cinq ans (37 %). Celles qui sont les plus nombreuses à souhaiter avoir des services liés à l'emploi sont celles qui ont un parcours de moins d'un an dans la prostitution (39 %). Les répondantes qui ont ou ont eu un parcours de plus de 10 ans dans la prostitution sont les plus nombreuses à souhaiter des services juridiques ou administratifs (36 %). Finalement, celles qui sont ou ont été dans de la prostitution occasionnelle sont les plus nombreuses à demander des services financiers (39 %).

Au tableau 20, on remarque que les services de santé psychologique, psychiatrique (57 %) et physique (55 %) ainsi que les services alimentaires (35 %) et vestimentaires (30 %) sont les plus en demande, et ce, par l'ensemble des répondantes. Par contre, les services liés à des questions juridiques ou administratives, aux finances et à la sécurité dans le logement sont davantage souhaités par les répondantes qui sont ou ont été dans les activités prostitutionnelles suivantes : le massage, la pornographie ou le *sugar daddy*. En outre, celles qui sont ou ont été dans le massage sont les plus nombreuses à souhaiter avoir des services liés à l'éducation (33 %) ainsi que celles qui sont ou ont été dans la danse (33 %), contrairement à celles de la rue (17 %), qui désirent

plutôt avoir des services liés à l'alcool (23 %). Notons que les répondantes qui sont ou ont été dans le massage sont aussi les plus nombreuses à souhaiter des services en lien à la sexualité (26 %).

TABLEAU 19 - Services souhaités au cours des six prochains mois selon le nombre d'années dans l'industrie du sexe

	Ensemble (%)	Situation actuelle		Nombre d'années dans l'industrie					
		Est dans l'industrie du sexe (RIS) (%)	A quitté l'industrie du sexe (RHIS) (%)	Moins d'un an	1 ou 2 ans	2 à 5 ans	6 à 10 ans	Plus de 10 ans	Occasionnelle
Services souhaités au cours des six prochains mois	(n : 480)	(n : 229)	(n : 182)	(n : 38)	(n : 90)	(n : 172)	(n : 81)	(n : 61)	(n : 36)
Services de santé psychologique ou psychiatrique (intervenante, travailleuse sociale, etc.)	65	70	68	53	61	69	72	61	61
Services de santé physique (médecin, infirmière, etc.)	63	64	64	55	69	65	63	59	61
Services alimentaire (banque alimentaire, etc.)	40	42	40	39	31	40	47	48	36
Services vestimentaires (comptoir vestimentaire, friperie, etc.)	34	26 ↓	46 ↑	37	29	36	28	39	39
Services liés à l'éducation (formation, école, stage, etc.)	30	29	34	24	27	37 ↑	27	20	33
Services liés à l'emploi (Emploi-Québec, réinsertion, etc.)	26	22	29	39 ↑	28	24	21	21	31
Services liés à des questions juridiques ou administratives (avocat, aide juridique, etc.)	25	17 ↓	33 ↑	26	26	22	19	36 ↑	33
Services liés aux finances (aide financière, etc.)	24	19 ↓	30 ↑	32	26	23	10 ↓	30	39 ↑
Services liés à la sexualité (ITSSS, post-trauma, etc.)	22	23	23	29	19	25	17	20	28
Services liés au logement (pour répondre à différentes peurs)	15	10 ↓	21 ↑	21	13	15	9	23	17
Services liés à l'alcool (« désintox », réduction des méfaits, etc.)	14	14	15	16	10	11	19	21	8
Aucun service	8	5	9	11	9	6	6	8	14

Tableau 19 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 480. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.) Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.

↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

TABLEAU 20 - Services souhaités au cours des six prochains mois selon les activités prostitutionnelles

	Ensemble	Escorte	Danse	Porno	Massage	La rue	Sugar daddy	Bordel
Services souhaités au cours des six prochains mois	(n : 548)	(n : 271)	(n : 215)	(n : 127)	(n : 144)	(n : 106)	(n : 125)	(n : 38)
Services de santé psychologique ou psychiatrique (intervenante, travailleuse sociale, etc.)	57	60	55	54	63	58	54	63
Services de santé physique (médecin, infirmière, etc.)	55	55	54	53	60	58	52	68
Services alimentaire (banque alimentaire, etc.)	35	39 ↑	35	36	36	42	34	45
Services vestimentaire (Comptoir vestimentaire, friperie, etc.)	30	34	29	35	33	36	29	39
Services liés à l'éducation (formation, école, stage, etc.)	26	30	33 ↑	29	33 ↑	17 ↓	26	18
Services liés à l'emploi (Emploi-Québec, réinsertion, etc.)	23	24	24	23	27	19	22	24
Services liés à des questions juridiques ou administratives (avocat, aide juridique, etc.)	22	21	19	33 ↑	28 ↑	26	36 ↑	24
Services liés aux finances (aide financière, etc.)	21	21	20	28 ↑	29 ↑	21	28 ↑	21
Services liés à la sexualité (ITSSS, post-trauma, etc.)	20	20	18	19	26 ↑	22	23	18
Services liés au logement (pour répondre à différentes peurs)	13	13	11	19 ↑	19 ↑	17	19 ↑	18
Services liés à l'alcool (« désintox », réduction des méfaits, etc.)	12	10	10	13	8	23 ↑	9	16
Aucun service	7	7	6	9	6	6	6	5

Tableau 20 © Mourani-Criminologie 2019

Base : ensemble des répondantes, excluant la non-réponse. L'ensemble est composé de celles qui ont quitté l'industrie; de celles qui y sont et de celles qui ont préféré ne pas divulguer leur situation, n : 548. Plusieurs choix possibles. (Le total excède 100 %.) Les flèches (↑ ou ↓) indiquent une différence significative entre certains sous-groupes de répondantes.

↑↓ indiquent respectivement que la proportion est plus élevée et moins élevée pour les autres sous-groupes.

DISCUSSION

L'industrie du sexe⁴⁵ est présente un peu partout au Québec. Nonobstant une répartition géographique majoritairement axée dans les grands centres urbains, elle se décline à l'échelle nationale, régionale et plus locale. En effet, si les résultats de la répartition géographique des répondantes nous apparaissent, en partie, liés à l'inégalité de la collecte – tel que mentionné précédemment, certains organismes ont été plus actifs que d'autres et certaines sources du milieu étaient plus présentes dans certaines régions que d'autres dépendamment de leurs propres réseaux – trois constats ne peuvent être ignorés : 1) les répondantes actives dans l'industrie du sexe se répartissent à travers le Québec, même s'il existe des disparités géographiques, ce qui nous porte à penser qu'aucune région administrative ne peut affirmer être exempte de prostitution; 2) la majorité⁴⁶ des répondantes dans l'industrie du sexe résident dans la RMR de Montréal, principalement à Montréal (28 %), Laval (12 %), Longueuil (9 %) et Montréal-Est (9 %), et celles qui vivent ailleurs au Québec sont dans la Capitale nationale (24 %); 3) les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe résident davantage hors de la RMR de Montréal (55 %) comparativement à celles qui y sont encore (37 %). Cette prépondérance résidentielle de Montréal pour les femmes et les filles dans l'industrie du sexe et, dans une autre mesure, de la Capitale nationale, semble aller dans le sens de la littérature⁴⁷. En effet, Montréal est reconnu comme l'une des villes les plus prostitutionnelles du Québec et une ville de tourisme sexuel en Amérique du Nord. Nous ajouterons que la Capitale nationale n'est pas en reste, compte tenu, notamment, de son importance touristique. Le principe de l'offre et la demande.

Cette industrie du sexe québécoise semble être majoritairement constituée de femmes et de filles, jeunes, célibataires et sans enfants, avec une surreprésentation des autochtones et des LGBTQ+. La ventilation des tranches d'âges interpelle quant à la présence des mineures. On constate que 24 % des répondantes ont moins de 25 ans. Toutefois, il ne nous a pas été possible – compte tenu de la disparité de la collecte et de la restriction d'âge à 17 ans – d'établir des résultats probants pour les mineures, mais nous supposons que ce chiffre serait non négligeable au regard des proportions des moins de 25 ans de notre échantillon et sachant qu'au Canada, environ 80 % des personnes prostituées adultes auraient commencé à l'âge mineur (Poulin, 2008). D'ailleurs, selon les études et les provinces, la proportion de mineur.e.s. victimes d'exploitation sexuelle varieraient de 30 % à 40 % (GRC et CNCTP, 2013; Ricci et al., 2012). Ce qui n'est guère étonnant puisque la clientèle est en quête constante de femmes et de filles de plus en plus jeunes. Une recherche portant spécifiquement sur les mineures et leurs besoins apporterait donc un éclairage additionnel fort important.

⁴⁵ Dans le cadre de cette étude, nous n'avons pas abordé la question de l'industrie du sexe masculine. Nous tenons à spécifier que l'utilisation des mots « industrie du sexe » fait ici référence uniquement à l'industrie féminine.

⁴⁶ En excluant la catégorie « Autre ».

⁴⁷ CSF, 2002; GRC et CNCTP, 2013; Mourani, 2009; SRCQ, 2013; U.S. Department of State, 2016.

La majorité des répondantes dans l'industrie du sexe y sont actives de 2 à 5 ans. Elles pratiquent une à au plus trois activités prostitutionnelles, principalement l'escorte, la danse (bar à gaffe) et les *sugar daddies*. Une minorité d'entre elles font de la prostitution occasionnelle ou de moins d'un an. Les autres activités les plus pratiquées sont : le massage dans des salons de massage érotique et la prostitution de rue. En général, ces activités prostitutionnelles impliquent bien plus que de la danse, de simples massages ou de l'accompagnement et aboutissent à de la prostitution pour faire plus d'argent. D'ailleurs, les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ont des revenus mensuels plus élevés que celles qui n'y sont plus. La grande majorité de leurs sources de revenus provient du commerce du sexe (plus de 85 %), alors que les femmes et les filles ayant quitté la prostitution vivent essentiellement de l'aide sociale (environ 45 %) et d'un emploi déclaré (environ 35 %). Pour une petite minorité d'entre elles, la prostitution reste une source de revenus de dernier recours. Il s'agit de la voie qu'elles ne veulent pas prendre, mais qu'elles connaissent le mieux pour répondre à l'adversité. En effet, 6 % des répondantes qui affirment avoir quitté l'industrie du sexe mentionnent, tout de même, avoir eu des revenus issus du commerce du sexe au cours du dernier mois au moment de remplir le questionnaire. Elles sont 13 % à avoir eu ce genre de revenus au cours des six derniers mois. Ce recours à la prostitution, comme dernière alternative, est aussi utilisé pour le logement : 3 % des femmes et des filles hors de l'industrie du sexe disent avoir passé au moins une nuit chez un client au cours des six derniers mois et 2 % chez un inconnu moyennant des services sexuels.

Les raisons d'entrée dans l'industrie du sexe ou les obstacles à la sortie sont multiples. Cependant, quel que soit le parcours individuel de ces femmes et de ces filles, plusieurs tendances sont observables. Tout d'abord, l'entrée dans la prostitution vise à combler des besoins, particulièrement quatre principaux : l'argent, le logement, les besoins de base (alimentation, transport, etc.) et les dettes. Ces éléments ayant contribué à l'entrée dans la prostitution deviennent, par la suite, des obstacles à la sortie, voire des incitatifs à un retour dans ce milieu. Le besoin d'argent reste le plus invoqué par l'ensemble des répondantes autant comme raison d'entrée dans la prostitution ou obstacle à la sortie. Dans le cas d'une tentation de retour dans l'industrie du sexe, le besoin d'argent et les dettes sont les raisons les plus invoquées par les répondantes. Quant au logement, il arrive en deuxième position autant pour l'entrée dans l'industrie du sexe que comme obstacle à la sortie. Toujours est-il que les différences de taux entre le logement et les dettes sont minimales.

Dans un deuxième temps, l'analyse des besoins met en lumière une série d'autres incitatifs à l'entrée dans la prostitution, dont certains deviennent des obstacles à la sortie : les problèmes de dépendance (alcool, drogue, jeu, etc.), le goût du luxe (142 femmes et filles ont mentionné cet incitatif; voir annexe 4), l'incapacité à trouver un emploi, la violence (physique ou psychologique durant l'enfance ou l'adolescence, inceste et agressions sexuelles dans la famille, viols, viols collectifs, etc.), la nécessité de subvenir aux besoins d'un proche (enfants, conjoint.e, autres membres de la famille), la banalisation de la prostitution (dans l'entourage ou la famille, sexualité débridée et prostitution dans la famille), les éléments en lien à l'identité (confiance en soi,

mauvaise estime de soi, besoin de valorisation, etc.), le paiement de ses études, répondre une fausse demande d'emploi (duperie), le décrochage scolaire et le besoin d'une vie trépidante (*thrill*).

Si l'argent, le logement, les dettes et les besoins de base sont les incitatifs à l'entrée invoqués par le plus grand nombre de répondantes, les problèmes de dépendances (26 %), le goût du luxe (26 %), l'incapacité à trouver un emploi (23 %) et la violence (plus de 15 %) sont parmi les plus nommés de la série précédente. Elles sont tout de même 144 femmes et filles à rapporter les problèmes de dépendance comme incitatif à l'entrée dans la prostitution (voir annexe 4). Toutefois, on constate des variations notables des taux entre les femmes et les filles dans l'industrie du sexe et celles qui n'y sont plus en ce qui concerne les autres incitatifs de la série. Par exemple, 26 % des répondantes qui ne sont plus dans la prostitution identifient la banalisation de la prostitution dans l'entourage comme un incitatif d'entrée, alors que celles qui sont dans l'industrie du sexe ne sont que 18 % à le mentionner. Il en est de même pour le manque d'estime et de confiance en soi. Les femmes et les filles hors de l'industrie du sexe sont 28 % à mentionner cet incitatif comparativement à 10 % de celles qui sont encore dans la prostitution. Ces variations de taux peuvent, en partie, s'expliquer par le degré de compréhension qu'ont les répondantes de leurs parcours prostitutionnels. On peut supposer que les femmes et les filles qui ont réussi à sortir de l'industrie du sexe ont potentiellement dû faire tout un cheminement intérieur et, pour certaines, avec l'aide d'organismes offrant des services aux personnes prostituées. Rappelons que plusieurs répondantes ont été recrutées par ces organisations. Par conséquent, malgré les variations des taux, faibles pour certains, nous estimons que les incitatifs cités précédemment sont aussi importants à considérer dans tout programme d'aide et peuvent émerger au cours d'un processus de sortie.

Comme mentionné préalablement, l'argent, le logement, les dettes et la nécessité de subvenir aux besoins de base sont les obstacles à la sortie les plus cités par les répondantes. Toutefois, les problèmes de dépendance sont nommés par près de 40 % des répondantes qui ont essayé de quitter l'industrie du sexe et par plus de 50 % de celles qui ont quitté définitivement l'industrie après plusieurs tentatives. Si le besoin d'argent se démarque de manière significative, avec plus de 70 % des répondantes, les variations de taux des autres obstacles (logement, dette, besoins de base et dépendance) sont plutôt minimes, ce qui nous porte à penser qu'ils sont d'égale importance pour les répondantes.

Par ailleurs, tout comme pour les incitatifs d'entrée dans la prostitution, les répondantes nous ont fait part d'obstacles autres que ceux rapportés précédemment : le manque de soutien de la famille et de l'entourage, l'isolement, le manque d'estime et de confiance en soi, l'incapacité à se trouver un travail, la perte de confiance envers les institutions publiques (police, DPJ, justice, etc.) et la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (aide sociale, logement, etc.). Encore là, les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe se démarquent de celles qui y sont encore. Elles sont plus nombreuses (38 %) à nommer le manque d'estime et de confiance en soi

comme un obstacle à la sortie, comparativement à 17 % des RIS. Ces différences sont encore plus marquées en ce qui a trait à l'isolement, qui est rapporté comme obstacle par 41 % des RHIS et 13 % des RIS, ou en ce qui a trait à la rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux et à la perte de confiance envers les institutions publiques. En effet, les répondantes ayant quitté l'industrie du sexe sont beaucoup plus nombreuses à rapporter ces deux obstacles à la sortie que les RIS. D'ailleurs, la perte de confiance envers les institutions publiques est nommée comme deuxième obstacle après le besoin d'argent par les femmes et les filles qui ont quitté l'industrie du sexe après plusieurs tentatives. Il se peut que les répondantes, qui ne sont plus dans la prostitution, aient été davantage en contact avec les institutions publiques que celles qui sont dans l'industrie, d'où cette variation des taux. D'ailleurs, on sait qu'elles ont été les plus nombreuses à utiliser des services publics au cours des six derniers mois au moment de la collecte de données, tandis que 31 % des RIS n'en avaient utilisé aucun. Cela porte à réflexion sur l'accessibilité des services, mais aussi sur leur qualité et leur adaptabilité aux réalités complexes des femmes et des filles dans l'industrie du sexe.

Un petit aparté sur la violence. Tout d'abord, l'objectif de cette étude n'était pas d'évaluer l'importance de la violence dans les parcours d'entrée ou de sortie de la prostitution, mais plutôt les besoins et préférences en matière de logement. Toutefois, à travers les choix de réponse des questions spécifiques au processus d'entrée ou de sortie, nous constatons l'omniprésence de la violence. Encore là, il est possible de remarquer des variations de taux entre les répondantes qui sont dans l'industrie du sexe et celles qui n'y sont plus. Tel que mentionné précédemment, cela peut s'expliquer par la compréhension que les répondantes ont de leur parcours prostitutionnel, mais aussi, dans ce cas, par leur difficulté à en parler. La violence fut, d'ailleurs, un point sensible abordée lors des groupes de discussions. Les participantes nous ont fait remarquer qu'il pourrait être difficile pour les répondantes de reconnaître, d'identifier ou même d'accepter la violence vécue, particulièrement chez celles qui sont encore dans la prostitution. Elles nous ont mentionné que cela peut prendre des années à une fille avant d'admettre que celui qu'elle croyait être son conjoint était, en fait, un proxénète. Nonobstant les variations de taux au tableau 11, l'annexe 4 est quelque peu révélatrice de la violence sous-jacente du système prostitutionnel. Elles sont, tout de même, 97 sur 548 à avoir subi de la violence physique ou psychologique durant l'enfance ou l'adolescence (annexe 4) et 96 d'entre elles disent avoir subi de l'inceste ou des agressions sexuelles dans la famille. En outre, 93 femmes et filles ont rapporté avoir été violées, plusieurs lors de *gang bang*, et 15 auraient été vendues à des proxénètes par des membres de leur famille.

Au regard de ces obstacles à la sortie et aux incitatifs d'entrée dans la prostitution, il nous apparaît important que tout programme de réinsertion ou de réadaptation s'attelle, dans un premier temps, à aider ces femmes à résoudre leurs problèmes d'argent – ce qui leur permettrait de voir à leurs besoins de base (alimentation, transport, etc.) et de régler leurs dettes –, de logement et de dépendance. D'autre part, offrir un milieu sécuritaire exempt de prostitution, même si cela signifie que les femmes aient à déménager, constitue un des leviers de sortie les plus nommés par les répondantes. D'ailleurs, la répartition géographique des répondantes montre un nombre plus élevé

de femmes et de filles ayant quitté l'industrie du sexe hors de la RMR de Montréal (55 %). Cela nous porte à croire, nonobstant les contraintes de collecte, que ces femmes ont possiblement dû déménager pour échapper à un milieu toxique prostitutionnel. Sortir de la prostitution, c'est parfois tout quitter pour pouvoir vivre en sécurité et rebâtir sa vie sur de nouvelles bases. On revient à la pyramide de Maslow. Puis, pour chaque femme et fille, c'est aussi bâtir un plan d'intervention personnalisé pour répondre à leurs besoins spécifiques (psychologique, psychiatrique, employabilité, violence, etc.), tout en prenant en compte les obstacles et les discriminations qui peuvent être générés par les systèmes publics et la banalisation de la prostitution. Rappelons qu'elles étaient 121 femmes et filles à considérer la banalisation de la prostitution par l'entourage comme un incitatif d'entrée dans l'industrie du sexe et qu'elles étaient 83 qui en pensaient de même lorsque cette banalisation vient de la famille. D'ailleurs, 52 répondantes ont affirmé avoir un membre de la famille dans la prostitution.

Lors des *focus groups*, plusieurs femmes ont exprimé que d'avoir été entendues, crues et non pas jugées, d'avoir eu le soutien de leur famille et de l'entourage ainsi que d'avoir une « éccœurante aigüe » des clients-prostituteurs ont été des leviers importants de sortie. Ces données sont aussi fortement rapportées par les répondantes qui ont quitté l'industrie du sexe après une ou plusieurs tentatives. Celles-ci mentionnent également que de prendre conscience d'une autre alternative de vie, de reconnaître ses besoins, d'accepter de l'aide et de vivre selon ses moyens sont des leviers importants. Ces éléments sont autant de leviers possibles pour l'intervention que pour l'identification de moments charnières à la sortie (éccœurment de la clientèle). Il est bien évident qu'un accompagnement réussi implique nécessairement de la bienveillance et une posture d'ouverture exempte de jugement. En outre, quitter l'industrie du sexe implique un changement de pensée, voire de paradigme quant à la prostitution elle-même, d'où l'importance de lutter contre la banalisation de la prostitution, mais aussi de permettre à ces femmes et à ces filles d'envisager et d'expérimenter d'autres alternatives de vie où elles pourront s'épanouir. Une approche holistique nous apparaît de mise afin de tenir compte non seulement des problématiques et des capacités individuelles propres à la personne, mais aussi des forces et des contraintes sociales, juridiques, culturelles, économiques, systémiques et politiques qui peuvent influencer sur un parcours de vie.

Revenons au logement, un besoin essentiel, identifié comme l'un des obstacles à la sortie de la prostitution et l'une des raisons d'entrée. Qu'en est-il de la situation résidentielle des répondantes? Dans un premier temps, on constate que la très grande majorité des personnes sondées (plus de 65 %) n'ont pas accès à un appartement, une maison ou un logement subventionné. Plus de la moitié d'entre elles n'ont pas leur propre appartement ou leur maison sans subvention. Par conséquent, les femmes et les filles dans la prostitution vont tendre à loger avec d'autres personnes de l'industrie du sexe (particulièrement celles qui sont dans la pornographie), chez un client, chez un.e ami.e, un *sugar daddy*, un inconnu moyennant des services sexuels ou vont pratiquer le *couchsurfing* (principalement celles qui font de la prostitution de rue). Celles qui ne sont plus dans la prostitution vont plutôt séjourner chez un membre de la famille, un.e conjoint.e ou un centre

d'hébergement pour femmes. Notons que les femmes et les filles actives dans l'escorte vont être moins nombreuses à habiter chez de la famille comparativement à celles qui s'adonnent à la pornographie. Cette différence peut, en partie, s'expliquer par la nature même des activités prostitutionnelles. Sachant que l'escorte consiste parfois à accueillir le client en sa demeure (*in-call*), il devient plutôt compliqué de vivre chez un membre de la famille, surtout si l'on tient à maintenir le secret.

Par ailleurs, plus du tiers des femmes et des filles sondées ont mentionné résider au même endroit depuis moins de six mois. De plus, la majorité des répondantes interrogées ne vivaient pas seules et résidaient avec une ou deux personnes, et ce, de manière permanente, le plus souvent avec leurs enfants de moins de 18 ans, des amis ou des connaissances. Leur appréciation du logement est plutôt neutre, mais tend à l'insatisfaction. Essentiellement, le coût trop élevé du loyer, l'entourage malsain, l'emplacement inadéquat ainsi que le fait de ne pas se sentir chez soi, sont les principales raisons mentionnées pour expliquer leur insatisfaction. Quant à celles qui s'en disent satisfaites, elles évoquent la beauté de leur appartement, le sentiment de sécurité, un entourage sain et un coût peu élevé. On constate donc que les répondantes tendent à apprécier leur logement lorsqu'elles s'y sentent en sécurité (entourage sain, emplacement adéquat, sentiment de sécurité) et que le loyer est abordable. Globalement, la situation résidentielle des personnes sondées semble plutôt précaire et instable.

Par conséquent, nous n'avons nullement été surpris de la préférence majoritaire des femmes et des filles dans l'industrie du sexe pour des logements subventionnés (HLM, FOHM) ou avec une subvention au loyer. Un programme d'aide financière est d'ailleurs demandé par plus de 40 % des répondantes. Celles-ci souhaitent vivre dans leur propre appartement ou leur maison, dont le loyer serait abordable, tout en bénéficiant d'une aide financière au logement ou, sinon, vivre dans un logement subventionné. L'autre préférence est celle d'un logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes et aux filles ayant été dans l'industrie du sexe. Les avis sont, toutefois, partagés quant au fait de vivre seule ou pas. Il nous apparaît évident que les deux options doivent être envisagées. Une bonne proportion des femmes souhaite vivre seules, essentiellement pour avoir leur intimité, la tranquillité et leur indépendance. D'un autre côté, une partie d'entre elles souhaitent vivre avec leurs enfants, un.e partenaire ou conjoint.e, des amis ou en collocation pour avoir de la compagnie, partager les coûts, briser l'isolement, par amour et responsabilité parentale et pour la sécurité. Les modèles de logement devraient donc tenir compte de ces types de besoins.

Enfin, quel que soit le type de logement, une grande majorité des répondantes souhaitent avoir dans leur immeuble un accès sécurisé (intercom, caméra, etc.) et un gardien de sécurité. Encore là, la sécurité est un élément fondamental pour ces femmes. D'autres services en lien au logement ont également émergé des données, notamment l'accès à une cuisine et à un espace communautaire ou culturel. Les répondantes ont aussi exprimé le désir d'avoir des intervenantes sur place afin d'être soutenues en cas de crise, d'avoir de l'aide pour établir un plan de sécurité et d'obtenir les services suivants : des thérapies individuelles, des groupes de soutien ou d'aide

psychologique sur la prostitution et les violences sexuelles, des banques alimentaires, des conseils sur l'employabilité, la formation et le retour aux études. Malgré la demande de présence d'intervenantes, il est important de noter que les répondantes ont, cependant, rejeté les modèles d'hébergement impliquant une restriction de leur autonomie ou ceux les mettant en cohabitation avec des femmes n'ayant pas été en situation de prostitution.

En ce qui concerne les services, nous constatons que ceux qui ont été le plus utilisés par les femmes et les filles de l'industrie du sexe, au cours des six derniers mois au moment de la passation du questionnaire, sont en lien avec la santé physique, psychologique et psychiatrique. D'autres services, ceux liés aux besoins de base (alimentaire et vestimentaire), aux questions juridiques ou administratives, à la sexualité, à l'éducation, aux enfants et à l'alcool, ont aussi été utilisés par l'ensemble des répondantes, même si elles étaient moins nombreuses dans le sous-groupe des RIS. Les répondantes qui sont ou ont été dans la prostitution de rue sont les plus nombreuses à avoir utilisé des services d'aide alimentaire et en toxicomanie (drogue et alcool). Les services de santé physique ont été les plus utilisés par les répondantes qui sont ou ont été actives dans des bordels (maisons closes autres que les salons de massage ou les bars de danseuses). En outre, les services de santé psychologique et/ou psychiatrique et les services vestimentaires ont été davantage utilisés par les femmes et les filles qui sont ou ont été dans la pornographie. Celles-ci ont aussi été nombreuses à utiliser des services liés aux questions juridiques ou administratives, tout comme les escortes et celles qui sont ou ont été actives dans des bordels. Les escortes sont d'ailleurs les plus nombreuses à utiliser des services pour leurs enfants. Les services liés à l'éducation ont davantage été utilisés par les répondantes, actives ou l'ayant été, dans la pornographie et celles qui ont ou ont eu des *sugar daddies*. Ces dernières ont aussi été de grandes consommatrices de services liés à la sexualité, tout comme les masseuses. De plus, celles qui ont été ou sont depuis plus de 10 ans dans l'industrie du sexe tendent à utiliser plusieurs services différents (services de santé psychologique et/ou psychiatrique, services alimentaires, juridiques ou administratifs, services en lien à la sexualité et aux enfants) à la différence des celles qui sont ou ont été dans le milieu de 2 à 5 ans. Les répondantes qui ont un parcours de courte durée dans l'industrie du sexe (occasionnelle ou moins d'un an) sont les plus nombreuses à demander des services liés aux dépendances (alcool et drogue) et à l'alimentation.

Les activités prostitutionnelles et le temps passé dans la prostitution mettent bien en évidence l'importance d'offrir une diversité de services. Les femmes et les filles dans l'industrie du sexe ne constituent pas un bloc monolithique. Dépendamment de leur durée dans la prostitution, de leurs activités et même de leur situation familiale et personnelle, les services utilisés, et donc demandés, diffèrent et, pour certaines, tendent à répondre à des besoins multiples fortement intriqués. La longue durée dans la prostitution semble être associée à l'utilisation de plusieurs services. Ce qui n'est guère étonnant puisque cette pratique tend à maintenir les femmes dans la précarité économique et sociale, tout en leur causant des dommages psychologiques importants, conduisant souvent à des stress post-traumatiques. Par ailleurs, la disparité des taux entre les répondantes actives dans la prostitution et celles qui n'y sont plus nous interpelle quant à

l'accessibilité des services, d'autant plus que, pour bon nombre de femmes, la prostitution peut devenir un mode de survie.

Rappelons que 31 % des répondantes dans l'industrie du sexe nous ont dit n'avoir utilisé aucun service au cours des six derniers mois, au moment de la passation du questionnaire, alors qu'elles étaient nombreuses à mentionner souhaiter avoir accès à des services dans le prochain semestre⁴⁸. En effet, 70 % des femmes et des filles dans l'industrie du sexe souhaitent avoir accès à des services de santé psychologique et psychiatrique. Elles sont 64 % à vouloir des services de santé physique et plus de 40 % des services alimentaires et vestimentaires. Si la majorité de ces femmes et de ces filles désirent des services de santé physique, psychologique et psychiatrique, leurs demandes sont, cependant, nombreuses et variées. En effet, l'autre catégorie de services préférentiels est celle en lien aux besoins de base, principalement alimentaires et vestimentaires. Avoir un logement peu coûteux et subventionné est important, mais avoir aussi du pain sur la table et de quoi s'habiller l'est tout autant. Vient, ensuite, l'accessibilité à des services liés à l'éducation, à l'emploi, aux questions juridiques ou administratives et aux finances. Les répondantes qui sont ou ont été dans la prostitution de rue sont les plus nombreuses à souhaiter des services liés à l'alcool, et celles qui sont ou ont été dans la pornographie ou la danse et celles qui ont ou ont eu des *sugar daddies* sont les plus nombreuses à demander des services liés à l'éducation, à des questions juridiques ou administratives, aux finances, à la sexualité et à la sécurité au logement.

En conclusion, malgré un échantillon de convenance qui porte à ne pas généraliser les résultats, cette étude a, tout de même, permis de connaître le point de vue de 548 femmes et filles qui sont dans l'industrie du sexe ou qui l'ont été, ce qui constitue un échantillon non négligeable. Ces femmes et ces filles ont exprimé leurs besoins et leurs préférences en matière de logement et de services. Les résultats de cette étude permettent de dégager des tendances pouvant contribuer à bâtir des modèles d'intervention en logement et à développer des offres de services s'adressant à une clientèle féminine active dans l'industrie du sexe, en processus de sortie ou ayant quitté ce milieu.

⁴⁸ Toujours à partir du moment de remplir le questionnaire.

QUELS MODÈLES POUR LE QUÉBEC ?

À la lumière des résultats de cette étude, deux modèles d'intervention en logement devraient être proscrits pour les femmes et les filles dans l'industrie du sexe : ceux restreignant leur autonomie (ex. : logement communautaire supervisé) et ceux les obligeant à cohabiter avec des femmes ayant des problématiques autres que la prostitution (maison d'hébergement ou logement permanent dans un immeuble réservé pour femmes victimes de violence conjugale, avec services adaptés). Que veulent alors ces femmes et ces filles ?

La préférence de la majorité de ces femmes et de ses filles dans l'industrie du sexe est pour le logement subventionné (HLM, FOHM) ou avec une subvention au loyer. Elles veulent vivre dans leur propre appartement ou maison à loyer abordable, avec une aide financière. Elles recherchent donc une stabilité résidentielle à faible coût. Notons que le logement temporaire, même s'il faisait partie des choix de ce questionnaire, n'a nullement été retenu par les femmes et les filles de cette étude. Par conséquent, ces personnes veulent vivre dans leur propre appartement ou maison et ce, de manière permanente.

L'autre modèle d'intervention en logement retenu est celui d'un logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes et aux filles de l'industrie du sexe ou l'ayant été. Cette clientèle souhaite avoir accès, dans leur immeuble, à des mesures de sécurité (gardien, intercom, etc.) ainsi qu'à une série de services associés à leurs besoins multiples. Mentionnons que les femmes et les filles qui préfèrent résider dans un logement subventionné ou avec subvention au loyer souhaitent aussi avoir accès à ces services. Nous invitons donc le lecteur à se référer aux sections du rapport qui se rapportent à ce point. Toutefois, quel que soit le modèle, les logements devraient être sécuritaires et s'adresser autant à des femmes et à des filles seules qu'à des familles. Une attention particulière devrait aussi être portée à l'environnement, autrement dit, aux lieux où se trouvent ces logements, puisque ces femmes et ces filles recherchent des endroits exempts de prostitution et sécuritaires.

L'approche du Housing First nous apparaît convenir à cette clientèle de l'industrie du sexe. Elle consiste à offrir rapidement aux personnes un logement permanent, et ce, sans condition ni étapes préalables. Le projet *Chez-Soi* est l'une des variantes de l'approche *Housing First* qui permet à la clientèle de choisir le type de logement. Dans la majorité des cas, ces personnes sont logées en appartement avec un supplément⁴⁹ au loyer, et une équipe mobile assure un soutien en vue d'aider au maintien en logement. Une autre variante de cette approche privilégie le logement regroupé. Autrement dit, des personnes aux prises aux mêmes difficultés sont logées dans un

⁴⁹ « Le programme Supplément au loyer permet à des ménages à faible revenu d'habiter dans des logements qui font partie du marché locatif privé ou qui appartiennent à des coopératives d'habitation (COOP) ou à des organismes sans but lucratif (OSBL), tout en payant un loyer similaire à celui d'une habitation à loyer modique. Les locataires qui bénéficient de ce programme paient un loyer correspondant à 25 % de leur revenu. » (Site de la Société d'habitation, repéré à http://www.habitation.gouv.qc.ca/programme/programme/supplement_au_loyer.html)

bâtiment consacré et reçoivent un soutien par le personnel en place. Cela répondrait aussi à la demande de logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes et aux filles en situation de prostitution. On retrouve ce genre d'approche en violence conjugale et en itinérance (Goering et al., 2012; Latimer et al., 2014).

BIBLIOGRAPHIE

Monographies et rapports

- Assembly of Manitoba Chiefs. (2010). *Stand strong: Prevent human trafficking, stop the sexual exploitation of First Nations people*. Ottawa (Ontario), Canada : Status of Women Canada.
- Association des femmes autochtones du Canada (AFAC). (2014). *Exploitation sexuelle et traite des filles et des femmes autochtones : Revue de la littérature et entrevues auprès d'intervenants clés*. Akwesasne (Ontario), Canada : AFAC.
- Ayerbe, C., Dupré La Tour, M., Henry, P. et Vey, B. (2011). *Prostitution : Guide pour un accompagnement social*. Toulouse, France : ERES.
- Barrett, N. A. (2010). *Tour d'horizon des pratiques prometteuses en réponse à la traite des personnes au Canada*. Vancouver (Colombie-Britannique), Canada : Centre international pour la réforme du droit criminel et la politique en matière de justice pénale (CIRDC).
- Beattie, S. et Hutchins, H. (2015). *Les refuges pour femmes violentées au Canada, 2014*. Ottawa (Ontario), Canada : Statistique Canada.
- Beddoe, C., Bundock, L. & Jordan, T. (2015). *Life Beyond the Safe House for Survivors of Modern Slavery in London. Gaps and Options Review*. London, UK: Human Trafficking Foundation.
- Bindel, J., Brown, L., Easton, H., Matthews, R. & Reynolds, L. (2012). *Breaking down the barriers: A study of how women exit prostitution. Executive Summary*. London, UK: Eaves et London South Bank University (LSBU).
- Boissonneault, A. (2015). *Portrait de la prostitution en Abitibi-Témiscamingue, des services existants et des besoins. Rapport Sommaire*. Abitibi-Témiscamingue (Québec), Canada : Gîte l'autre Porte.
- Centre canadien de protection de l'enfance (CCPE). (2016). *Les images d'abus pédosexuels sur Internet : une analyse de Cyberaide.ca*. Winnipeg (Manitoba), Canada : CCPE.
- Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (CAAVD). (2009). *Enquête terrain sur les besoins en itinérance à Val-d'Or*. Val-d'Or (Québec), Canada : GRF Recherche/Évaluation.
- Clawson, H.J. & Goldblatt Grace, L. (2007). *Residential Facilities for Minor Victims of Domestic Sex Trafficking*. Washington DC, USA: U.S. Department of Health and Human Services.
- Conseil du statut de la femme (CSF). (2002). *La prostitution : Profession ou exploitation ? Une réflexion à poursuivre*. Québec (Québec), Canada : CSF.
- Conseil du statut de la femme (CSF). (2012). *Avis-La prostitution, il est temps d'agir*. Québec (Québec), Canada : CSF.
- Côté, K., Earls, C-M., Bédard, S. et Lagacé, D. (2016). *Profil psychosocial des femmes qui offrent des services sexuels au Bas-Saint-Laurent*. Chicoutimi (Québec), Canada : Université du Québec à Chicoutimi.
- Desai, A. (2012). Homes for the 'Hard to House'. *A Model for Effective Second Stage Housing. Research Report on Developing the Hard to House' (H2H)*. Ottawa (Ontario), Canada: St. Leonard's Society of Canada.

- Dufour, R. (2005). *Je vous salue... Le point zéro de la prostitution*. Québec (Québec), Canada : Éditions Multimondes.
- Dufour, R. (2018). *Sortir de la prostitution*. Montréal (Québec), Canada : Del Busso.
- Eriksson, M. (2004). *Rapport sur les conséquences de l'industrie du sexe dans l'Union européenne*. Bruxelles, Belgique : Commission des droits de la femme et de l'égalité des chances.
- Ferland, N., Denby, C., Neuman, M. & Bruce, A. (2012). *Protecting Sacred Lives. Urban Aboriginal Youth Domestic Trafficking in Persons. Policy Research Report*. Winnipeg (Manitoba), Canada: AMR Planning & Consulting Inc.
- Flowers, R. B. (2006). *Sex crimes. Perpetrators, predators, prostitutes, and victims*. Springfield (IL), USA: Charles C. Thomas.
- Fortier, F. et Sully, J-L. (2017). *Le sous-financement des maisons d'hébergement pour femmes : Facteur aggravant de la marginalisation des femmes immigrantes au Québec*. Montréal (Québec), Canada : Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).
- Fortin, S. et Fournier, I. (2006). *Prostitution juvénile. Portrait des jeunes suivis au Centre jeunesse de Québec*. Québec (Québec), Canada : Centre jeunesse de Québec. Institut universitaire.
- Gendarmerie royale du Canada (GRC) et Centre national de coordination contre la traite des personnes (CNCTP). (2010). *Projet SECLUSION — La traite de personnes au Canada*. Ottawa (Ontario), Canada : GRC.
- Gendarmerie Royale du Canada (GRC) et Centre national de coordination contre la traite des personnes (CNCTP). (2013). *La traite interne de personnes à des fins d'exploitation sexuelle au Canada*. Ottawa (Ontario), Canada : GRC.
- Hawke, A. & Raphael, A. (2016). *The Global Study Report on Sexual Exploitation of Children in Travel and Tourism*. Bangkok, Thailand: ECPTA International.
- International Labour Organization (ILO). (2017). *Global Estimates of Modern Slavery: Forced Labour and Forced Marriage*. Geneva, Switzerland : ILO.
- Laforest, N., Sophie Couture, S., Couvrette, A., Laurier, C., Parent, G., Paquette, G. et Turcotte, M. (2018). *La face cachée de la prostitution : une étude des conséquences de la prostitution sur le développement et le bien-être des filles et des femmes*. Québec (Québec), Canada : Fonds de recherche société et culture Québec.
- Langevin, L., Atabekian, V. et Noël, J-F. (2004). *Le trafic d'enfants au Canada : évaluation préliminaire. Rapport final*. Ottawa (Ontario), Canada : Ministère de la Justice du Canada/Bureau international des droits des enfants.
- La Maison de Marthe. (2013). *Mémoire présenté au Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle du Gouvernement du Québec*. Québec (Québec), Canada : Maison de Marthe.
- La Maison de Marthe. (2016). *Sortir de la prostitution : enjeux et défis. Comprendre la spécificité des obstacles rencontrés dans les démarches d'obtention de services publics*. Québec (Québec), Canada : Maison de Marthe.

- Latimer, E., Bordeleau, F., Méthot, C. (2018). *Besoins exprimés et préférences en matière de logement des utilisateurs autochtones de ressources communautaires sur l'île de Montréal*. Montréal (Québec), Canada : Centre de recherche de l'Hôpital Douglas.
- Latimer, E., Rabouin, D., Méthot, C., McAll, C., Ly, A., Dorvil, H., Crocker, A., Roy, L., Poremski, D., Bonin, J-P., Fleury, M-J. et Braithwaite, E. (2014). *Projet Chez Soi — Rapport final du site de Montréal*. Calgary (Alberta), Canada : Commission de la santé mentale du Canada.
- Matthews, R., Easton, H., Young, L. & Bindel, J. (2014). *Exiting prostitution: a study in female desistance*. London, UK: Palgrave Macmillan.
- Mayhew, P. & Mossman, E. (2007). *Exiting prostitution: models of best practice*. Wellington, New-Zealand: Crime and Justice Research Centre.
- Ménard-Dunn, M. (2017). *L'itinérance des femmes à Montréal. Voir l'invisible. Avis*. Montréal (Québec), Canada : Comité des Montréalaises.
- Mourani, M. (2009). *Gangs de rue inc. Leurs réseaux au Canada et dans les Amériques*. Montréal (Québec), Canada : Les Éditions de l'Homme.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). (2009). *Rapport mondial sur la traite des personnes. Résumé analytique*. Vienne, Autriche : Publication des Nations Unies.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). (2012). *Rapport mondial sur la traite des personnes 2012*. Vienne, Autriche : Publication des Nations Unies.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). (2014). *Rapport mondial sur la traite des personnes. Résumé analytique*. Vienne, Autriche : Publication des Nations Unies.
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). (2016). *Rapport mondial sur la traite des personnes. Résumé analytique*. Vienne, Autriche : Publication des Nations Unies.
- Oxman-Martinez, J., Lacroix, M. et Hanley, J. (2005). *Les victimes de la traite des personnes : points de vue du secteur communautaire canadien*. Ottawa (Ontario), Canada : Ministère de la Justice du Canada/Division de la recherche et de la statistique.
- Poulin, R. (2004). *La mondialisation des industries du sexe. Prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants*. Ottawa (Ontario), Canada : L'Interligne.
- Poulin, R. (2007). *Enfances dévastées. L'enfer de la prostitution. Tome 1*. Ottawa (Ontario), Canada : L'Interligne.
- Poulin, R. et Claude, M. (2008). *Pornographie et hypersexualisation. Enfances dévastées Tome 2*. Ottawa (Ontario), Canada : L'Interligne.
- Poulin, R. (2017). *Une culture d'agression. Masculinités, industries du sexe, meurtres en série et de masse*. St-Joseph-du-Lac (Québec), Canada : M Éditeur.
- Ricci, S., Kurtzman L et Roy, M. - A. (2012). *La traite des femmes à des fins d'exploitation sexuelle : entre le déni et l'invisibilité*. Montréal (Québec), Canada : La collection Agora des Cahiers de l'IREF.
- Roos, H. (2013). *Phase I – Service and Capacity Review for Victims of Sexual Exploitation and Human Trafficking in Nunavut. Final report*. Ottawa (Ontario), Canada : Roos-Remillard Consulting Services.

- Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). (2014). *Plan d'action directeur sur la prostitution de personnes à des fins d'exploitation sexuelle. 2014-2016*. Montréal (Québec), Canada : SPVM.
- Service du renseignement criminel du Québec (SRCQ). (2013). *Portrait provincial du proxénétisme et de la traite de personne*. Montréal (Québec), Canada : SRCQ.
- Sikka, A. (2009). *Trafficking of Aboriginal women and girls in Canada*. Ottawa (Ontario), Canada : Institute on Gouvernance.
- Statistique Canada. (2014). *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes*. Repéré à http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3226
- Statistique Canada. (2016). *Recensement de 2016*. Repéré à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/index-fra.cfm>
- Steffan, E., Kavemann, B., Arsova Netzelmann, T. & Helfferich, C. (2015). *Final Report from the study of the federal model project. Support for Leaving Prostitution*. Berlin, Germany: Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth.
- Szczepanik, G., Ismé, C. et Grisé, É. (2014a). *Portrait de l'industrie du sexe au Québec*. Montréal (Québec), Canada : CLES.
- Szczepanik, G., Ismé, C. et Boulebsol, C. (2014b). *Connaître les besoins des femmes dans l'industrie du sexe pour mieux baliser les services*. Montréal (Québec), Canada : CLES.
- Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiés et immigrantes (TCRI). (2017). *Rapport d'évaluation des besoins des secteurs de l'immigration et de la violence faite aux femmes. Projet de Partenariat de lutte contre la violence faite aux femmes immigrées et racisées en améliorant les pratiques à leur endroit*. Montreal (Québec), Canada : TCRI.
- U.S. Department of State. (2009). *Trafficking in persons report*. Washington, USA: U.S. Department of State Publications.
- U.S. Department of State. (2016). *Trafficking in persons report*. Washington, USA: U.S. Department of State Publications.
- U.S. Department of State. (2018). *Trafficking in persons report*. Countries narratives. Washington, USA: U.S. Department of State Publications.
- Whitlock, M-M. (2018) *L'exploitation sexuelle en Estrie: une réalité bien cachée!* Sherbrooke (Québec) Canada : CALACS Agression Estrie.

Articles et chapitres de rapports

- Baker, L. M., Dalla, R.L. & Williamson, C. (2010). Exiting prostitution: An Integrated Model. *Violence Against Women*, 16 (5), 579-600.
- Baker, D. & Grover, E. (2013). Responding to Victims of Human Trafficking: Interagency Awareness, Housing Services, and Spiritual Care. *Social Work and Christianity*, 40 (3), 308-321.
- Dewey, S. (2014). Recovery Narratives, War Stories, and Nostalgia: Street-Based Sex Workers' Discursive Negotiations of the Exclusionary Regime. *Anthropological Quarterly*, 87 (3): 1137-1164.
- Bowen, E. A., Canfield, J.P., Trostle, A & Harley, D. (2015). Predictors of Stable Housing for Homeless Women Leaving a Sex Work-Exiting Program. *Families in Society: The Journal of Contemporary Social Services*, 96 (4), 268-276.
- Duff, P., Deering, K., Gibson, K., Tyndall, M. & Shannon, K. (2011). Homelessness among a cohort of women in street-based sex work: the need for safer environment interventions. *BMC Public Health*, 11, 643.
- Durocher, L., Fleury, E., Berthiaume, P. et Moïse, J. (2002). La prostitution juvénile, quoi de neuf? *Défi jeunesse*, 9 (1), 23-30.
- Farley, M., Baral, I., Kiremire, M. & Sezgin, U. (1998). Prostitution in Five Countries: Violence and Post-Traumatic Stress Disorder (South Africa, Thailand, Turkey, USA, Zambia). *Feminism and psychology*, 8 (4), 405-426.
- Farley, M., Cotton, A., Lynne, J., Zumbeck, S., Spiwak, F., Reyes, M.E., Alvarez, D. & Sezgin, U. (2003). Prostitution and Trafficking in Nine Countries. An Update on Violence and Posttraumatic Stress Disorder. *Journal of Trauma Practice*, 2 (3/4), 33-74
- Farley, M., Cotton, A., Lynne, J., Zumbeck, S., Spiwak, F., Reyes, M.E., Alvarez, D. & Sezgin, U. (2004). Prostitution and Trafficking in Nine Countries. *Journal of Trauma Practice*, 2 (3-4), 33-74.
- Farley, M., Lynne, J. & Cotton, A. J. (2005). Prostitution in Vancouver: Violence and the Colonization of First Nations Women. *Transcultural psychiatry*, 42 (2), 242-271.
- Gerassi, L. (2015). From Exploitation to Industry: Definitions, Risks, and Consequences of Domestic Sexual Exploitation and Sex Work Among Women and Girls. *J Hum Behav Soc Environ*, 25 (6), 591–605.
- Goering, P., Girard, V., Aubry, T., Barker, J., Fortanier, C., Latimer, E., Laval, C. et Tinland, A. (2012). Lien social et Politiques Conduite d'essais relatifs aux politiques qui soutiennent le modèle d'intervention accordant la priorité au logement : l'histoire de deux pays. *Lien social et Politiques*, (67), 161–182.
- Hardman, K. (1997). A Social Work Group for Prostituted Women with Children. *Social Work With Groups*, 20 (1), 19-31.
- Jongbloed, K., Thomas, V., Pearce, M. E., Christian, K. W., Zhang, H., Oviedo-Joekes, E., Schechter, M.T. & Spittal, P. M. (2015). The Cedar Project: Residential transience and HIV vulnerability among young Aboriginal people who use drugs. *Health & Place*, 33, 125–131.

- Lederer, L.J. & Wetzel, C.A. (2014). The Health Consequences of Sex Trafficking and Their Implications for Identifying Victims in Healthcare Facilities. *Annals of Health Law*, 23 (1), 61-91.
- Macy, R.J. et Johns, N. (2011). Aftercare services for international sex trafficking survivors: informing U.S. service and program development in an emerging practice area. *Trauma, violence et abuse*, 12 (20), 87-98.
- Mansson, S-A. & Hedin, U-C. (1999). Breaking the Matthew Effect – on Women Leaving Prostitution. *International Journal of Social Welfare*, 8 (1), 67–77.
- McNaughton, C. & Sanders, T. (2007). Housing and Transitional Phases Out of “Disordered” Lives: The Case of Leaving Homelessness and Street Sex Work. *Housing Studies*, 22 (6), 885-900.
- Muraya, D.N. & Fry, D. (2016). Aftercare Services for Child Victims of Sex Trafficking: A Systematic Review of Policy and Practice. *Trauma, Violence et Abuse*, 17(2), 204-220.
- Nations Unies (NU). (2005). Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. New York, 15 novembre 2000. Dans Nations Unies (NU). *Recueil des Traités*. Vol.2237. (pp.352-360). New York, États-Unis : Nations Unies.
- Pierce, A. (2012). American Indian adolescent girls: Vulnerability to sex trafficking intervention strategies. *American Indian and Alaska Native Mental Health Research*, 19 (1), 37-56.
- Ponic, P., Varcoe, C., Davies, L., Ford-Gilboe, M., Wuest, J. & Hammerton, J. (2011). Leaving ≠ Moving: Housing Patterns of Women Who Have Left an Abusive Partner. *Violence against Women*, 17 (12), 1576-1600.
- Poulin, R. (2002). La mondialisation du marché du sexe. *Presses Universitaires de France*, 1 (31), 109-122.
- Poulin, R. (2008). Prostitution et traite des êtres humains : controverses et enjeux. *Cahiers de recherche sociologique*, (45), 135-154.
- Preble, K.M., Regina T., Praetorius, R.T. & Cimino, A. (2015). Supportive Exits: A Best Practices Report for a Sex Worker Intervention. *Journal of Human Behavior in the Social*, 1-17.
- Rabinovitch, J. & Strega, S. (2004). The PEERS Story. Effective Services Sidestep the Controversies. *Violence against women*, 10 (2), 140-159.
- Roe-Sepowitz, D.E., Hickie, K.E. & Cimino, A. (2012). The Impact of Abuse History and Trauma Symptoms on Successful Completion of a Prostitution-exiting Program. *Journal of Human Behavior in the Social environment*, 22 (1), 65-77.
- Sagar, T. 2009. Anti-Social Powers and the Regulation of Street Sex Work. *Social Policy and Society*, 9 (1), 101-109.
- Sanders T. (2007). Becoming an Ex-Sex Worker: Making Transitions Out of a Deviant Career. *Feminist Criminology*, 2 (1), 74-95.
- Stoltz, J. A. M., Shannon, K., Kerr, T., Zhang, R., Montaner, J. S. & Wood, E. (2007). Associations between childhood maltreatment and sex work in a cohort of drug using youth. *Social Science and Medicine*, 65, 1214-1221.

- Thorburn, N. (2017). Practitioner knowledge and responsiveness to victims of sex trafficking in Aotearoa/New Zealand. *Women's Studies Journal*, 31(2), 77-96.
- Twigg, N. (2017). Comprehensive Care Model for Sex Trafficking Survivors. *Journal of Nursing Scholarship*, 49 (3), 259-266.

Mémoires et thèses

- Cascio, K.A. (2017). *Leaving "The Life": Exploring Services for Women Exiting Prostitution*. Doctoral Thesis, Educational, School, and Counseling Psychology, University of Kentucky.
- Cimino, A. N. (2013). *Developing and Testing a Theory of Intentions to Exit Street-level Prostitution: A Mixed Methods Study*. Doctoral Thesis, Philosophy, Arizona State University.
- Law, T. (2011). *Not a sob story: Transitioning out of sex work* (M.A.). Master's Thesis in Gender Studies, University of Ottawa.
- Trinquart, J. (2002). *La décorporalisation dans la pratique prostitutionnelle : un obstacle majeur à l'accès aux soins*. Thèse de doctorat d'État de médecine générale, CHU de Bicêtre.
- Vinet-Bonin, A. (2013). *Quand l'appel à l'aide n'est pas entendu : l'expérience de femmes en processus de sortie de la prostitution*. Mémoire de maîtrise en service social, École de service social, Université de Montréal.

ANNEXE 1

QUESTIONNAIRE

Version française

Besoins et préférences en matière de logement des femmes et des filles souhaitant quitter ou ayant quitté l'industrie du sexe

Vous avez été sélectionnée pour remplir ce questionnaire parce que vous êtes ou avez été dans l'industrie du sexe (prostitution). Il n'y a PAS de MAUVAISE réponse, vous êtes l'experte de votre vécu. Votre démarche est anonyme et toutes vos réponses sont confidentielles.

Il est possible que certaines questions viennent créer des questionnements ou des malaises en vous. Si tel est le cas, n'hésitez surtout pas à communiquer, à tout moment, avec l'organisme avec lequel vous êtes en contact ou à consulter la liste des ressources mise à votre disposition avec ce questionnaire.

Remplir ce questionnaire vous prendra environ 20 minutes. Votre participation à cette étude pourrait contribuer à une plus grande connaissance des besoins en matière de logement des femmes et des filles souhaitant quitter l'industrie du sexe (prostitution) ainsi qu'au développement de programmes de logement adaptés aux besoins de ces femmes.

CONSENTEMENT

Q0. Acceptez-vous de remplir ce questionnaire ?

- ☐₁ Oui → Vous pouvez passer à la question suivante.
- ☐₂ Non → Ne remplissez pas ce questionnaire et remettez-le à votre intervenante. Merci de votre intérêt.

QUESTIONS D'ADMISSIBILITÉ

Q1. Au cours des dernières semaines, avez-vous participé à une étude sur les besoins en logement des femmes et des filles souhaitant quitter l'industrie du sexe (prostitution) ?

- ☐₁ Oui → Ne remplissez pas ce questionnaire et remettez-le à votre intervenante. Merci de votre intérêt.
- ☐₂ Non → Vous pouvez passer à la question suivante.
- ☐₉₈ Je ne sais pas → Vous pouvez passer à la question suivante.
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre → Vous pouvez passer à la question suivante.

Q2. Vous identifiez-vous comme une femme de 17 ans ou plus dans l'industrie du sexe (prostitution) ou ayant déjà été dans l'industrie du sexe (prostitution) (occasionnellement ou pas) ?

Note : La prostitution est d'offrir des services sexuels (escorte, salon de massages érotiques, rue, porno, Sugar Daddy, ligne érotique, show cam, danseuse, prostitution étudiante, etc.) contre une rétribution (argent, nourriture, logement, drogue, etc.).

- ☐₁ Oui → Vous pouvez passer à la question suivante.
- ☐₂ Non → Ne remplissez pas ce questionnaire et remettez-le à votre intervenante. Merci de votre intérêt.
- ☐₉₈ Je ne sais pas → Ne remplissez pas ce questionnaire et remettez-le à votre intervenante. Merci de votre intérêt.
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre → Ne remplissez pas ce questionnaire et remettez-le à votre intervenante. Merci de votre intérêt.

QUESTIONS

Q3. Dans quelle ville habitez-vous actuellement ?

- ☐₈ Je ne sais pas
☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q4. Au cours des 6 DERNIERS MOIS, avez-vous reçu des revenus de l'une de ces sources ? Cochez toutes celles qui s'appliquent.

- ☐₁ Aide sociale ou solidarité sociale
☐₂ Rente d'invalidité
☐₃ Pension de vieillesse
☐₄ Emploi déclaré
☐₅ Emploi sous la table non déclaré
☐₆ Industrie du sexe (prostitution)
☐₇ Quête
☐₈ Allocation des centres jeunesse
☐₉ Allocation familiale
☐₁₀ Pension alimentaire
☐₁₁ Sources de revenus illégales liées à l'industrie du sexe (prostitution) (proxénétisme, recrutement, chauffeuse, propriétaire d'agence, réceptionniste, etc.)
☐₁₂ Autres sources de revenus illégales (vol, fraude, trafic de drogues, extorsion, etc.)
☐₁₃ Assurance-emploi (chômage)
☐₁₄ Assurance salaire (maladie longue durée)
☐₁₅ CNESST (CSST)
☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
☐₉₅ Aucune source de revenus
☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q5. Au cours du DERNIER MOIS SEULEMENT, avez-vous reçu des revenus de l'une de ces sources ? Cochez toutes celles qui s'appliquent.

- | | |
|---|--|
| ☐ ₁ Aide sociale ou solidarité sociale | ☐ ₁₂ Autres sources de revenus illégales (vol, fraude, trafic de drogues, extorsion, etc.) |
| ☐ ₂ Rente d'invalidité | ☐ ₁₃ Assurance-emploi (chômage) |
| ☐ ₃ Pension de vieillesse | ☐ ₁₄ Assurance salaire (maladie longue durée) |
| ☐ ₄ Emploi déclaré | ☐ ₁₅ CNESST (CSST) |
| ☐ ₅ Emploi sous la table non déclaré | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| ☐ ₆ Industrie du sexe (prostitution) | ☐ ₉₅ Aucune source de revenus |
| ☐ ₇ Quête | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |
| ☐ ₈ Allocation des centres jeunesse | |
| ☐ ₉ Allocation familiale | |
| ☐ ₁₀ Pension alimentaire | |
| ☐ ₁₁ Sources de revenus illégales liées à l'industrie du sexe (prostitution) (proxénétisme, recrutement, chauffeuse, propriétaire d'agence, réceptionniste, etc.) | |

Autre : _____

Q6. Depuis combien de temps êtes-vous dans l'industrie du sexe (prostitution), ou pendant combien de temps l'avez-vous été ? Veuillez calculer cette période EN EXCLUANT les temps d'arrêt au mieux de votre mémoire.

- ☐₁ Moins d'un an
- ☐₂ 1 an ou 2 ans
- ☐₃ 2 à 5 ans
- ☐₄ 6 à 10 ans
- ☐₅ Plus de 10 ans
- ☐₆ Occasionnelle (de temps en temps pour arrondir les fins de mois)
- ☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q7. Quelles sont (ou quelles ont été) vos activités dans l'industrie du sexe (prostitution) ? Cochez tout ce qui s'applique.

- ☐₁ Escorte (in-call, out-call, avec ou sans agence)
- ☐₂ Danseuse (bar à gaffe)
- ☐₃ Danseuse (bar, party privé, *bachelor's party*, domicile, etc.)
- ☐₄ Ligne érotique (téléphonique)
- ☐₅ Salon de massage érotique
- ☐₆ La rue
- ☐₇ Porno professionnel ou amateur dans un but ou un gain dans la prostitution (film, vidéo, photo, Snapchat, Instagram, réseaux sociaux)
- ☐₈ Show Cam professionnel ou amateur dans un but ou un gain dans la prostitution
- ☐₉ Sugar Daddy
- ☐₁₀ Prostitution dans les bordels
- ☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q8. Parmi les éléments suivants, lesquels ont contribué à votre ENTRÉE dans l'industrie du sexe (prostitution) ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Besoin d'argent | ☐ ₁₁ Subvenir aux besoins d'un autre membre de votre famille (mère, père, tante, etc.) |
| ☐ ₂ Goût du luxe/gros train de vie | ☐ ₁₂ Besoin de « Thrill » |
| ☐ ₃ Payer votre logement | ☐ ₁₃ Besoin de valorisation |
| ☐ ₄ Payer vos besoins de base (nourriture, transport, médicaments) | ☐ ₁₄ Payer vos études |
| ☐ ₅ Problèmes de drogue, d'alcool ou d'autres dépendances (jeu) | ☐ ₁₅ Incapacité à trouver un emploi |
| ☐ ₆ Ne pas avoir accès à des services de santé physique (avoir à payer pour des services non couverts par la RAMQ) | ☐ ₁₆ Mère, grand-mère, tante ou autre membre de votre famille dans la prostitution |
| ☐ ₇ Ne pas avoir accès à des services de santé psychologique ou psychiatrique | ☐ ₁₇ Inceste/agressions sexuelles dans la famille |
| ☐ ₈ Pression de votre famille à faire de la prostitution | ☐ ₁₈ Viol, viol collectif (gang bang) |
| ☐ ₉ Subvenir aux besoins d'un(e) conjoint(e) ou participer à un projet de vie commun avec un(e) conjoint(e)/partenaire ou un pimp (ramasser de l'argent) | ☐ ₁₉ Violence physique ou psychologique vécue dans l'enfance ou l'adolescence |
| ☐ ₁₀ Subvenir aux besoins de vos enfants | ☐ ₂₀ Menaces, craintes pour la vie et la sécurité de vos parents, frères, sœurs |
| | ☐ ₂₁ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de votre famille |
| | ☐ ₂₂ Dettes |
| | ☐ ₂₃ Décrochage scolaire |

- ☐₂₄ Manque d'estime de soi et de confiance en soi
- ☐₂₅ Sexualité débridée dans la famille (pornographie, partouzes, etc.)
- ☐₂₆ Isolement
- ☐₂₇ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos enfants
- ☐₂₈ Banalisation de la prostitution dans votre famille

- ☐₂₉ Banalisation de la prostitution dans votre entourage
- ☐₃₀ Famille dans un groupe criminel (motards, mafia, gangs de rue, etc.)
- ☐₃₁ Vendue à un pimp par votre famille
- ☐₃₂ Répondre à une fausse annonce d'emploi
- ☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q9. Quelle formule se rapporte LE MIEUX à votre situation ? Cochez seulement une réponse.

- ☐₁ J'ai déjà pensé à quitter l'industrie du sexe (prostitution) → Allez à la question Q10A puis à Q11
- ☐₂ J'ai déjà essayé de quitter l'industrie du sexe (prostitution) → Allez à la question Q10B puis à Q11
- ☐₃ J'ai quitté l'industrie du sexe (prostitution) et je n'y suis plus retournée dès ma première tentative → Allez à la question Q10C puis à Q11
- ☐₄ J'ai quitté l'industrie du sexe (prostitution) et je n'y suis plus retournée après plusieurs tentatives → Allez à la question Q10B, puis à Q10C, puis à Q11
- ☐₅ J'ai pris un « break » mais je suis tentée d'y retourner → Allez à la question Q10D, puis à Q10E, puis à Q11
- ☐₆ Je préfère ne pas répondre → Allez à la question Q11

Q10A. Parmi les éléments suivants, lesquels vous ont dissuadé de quitter l'industrie du sexe (prostitution) ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|---|
| ☐ ₁ Besoin d'argent | ☐ ₁₄ Payer vos études |
| ☐ ₂ Goût du luxe/gros train de vie | ☐ ₁₅ Incapacité à trouver un emploi |
| ☐ ₃ Payer votre logement | ☐ ₁₆ Être sous le contrôle ou amoureuse d'un pimp, d'un souteneur, d'un proxénète |
| ☐ ₄ Payer vos besoins de base (nourriture, transport, médicaments) | ☐ ₁₇ Être sous le contrôle d'un(e) conjoint(e) |
| ☐ ₅ Problèmes de drogue, d'alcool ou d'autres dépendances (jeu) | ☐ ₁₈ Menaces, crainte pour votre vie, votre sécurité |
| ☐ ₆ Ne pas avoir accès à des services de santé physique (avoir à payer pour des services non couverts par la RAMQ) | ☐ ₁₉ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos enfants |
| ☐ ₇ Ne pas avoir accès à des services de santé psychologique ou psychiatrique | ☐ ₂₀ Menaces, craintes pour la vie et la sécurité de vos parents, frères, sœurs |
| ☐ ₈ Manque de soutien de votre famille ou de votre entourage | ☐ ₂₁ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de votre famille |
| ☐ ₉ Subvenir aux besoins d'un(e) conjoint(e) ou participer à un projet de vie commun avec un(e) conjoint(e)/partenaire ou un pimp (ramasser de l'argent) | ☐ ₂₂ Dettes |
| ☐ ₁₀ Subvenir aux besoins de vos enfants | ☐ ₂₃ Décrochage scolaire |
| ☐ ₁₁ Subvenir aux besoins d'un autre membre de votre famille (mère, père, tante, etc.) | ☐ ₂₄ Manque d'estime de soi et de confiance en soi |
| ☐ ₁₂ Besoin de « Thrill » | ☐ ₂₅ Se sentir jugée (honte) par les employés des services (de santé, juridiques, financiers, etc.) |
| ☐ ₁₃ Besoin de valorisation | ☐ ₂₆ Isolement |
| | ☐ ₂₇ Mère, grand-mère, tante ou autre membre de votre famille dans la prostitution |

- ☐₂₈ Pression de votre famille pour rester dans la prostitution
- ☐₂₉ Bonne opinion de la prostitution
- ☐₃₀ Besoin d'affection
- ☐₃₁ Besoin d'appartenance relationnelle
- ☐₃₂ Rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (aide sociale, logement, aide juridique, assurance sociale, service de santé physique psychologique, service d'employabilité, etc.)

- ☐₃₃ Perte de confiance envers les institutions publiques (police, DPJ, justice, etc.)
- ☐₃₄ Famille dans un groupe criminel (motards, mafia, gangs de rue, etc.)
- ☐₃₅ Pas de statut légal au Canada (résidence permanente, réfugiée, etc.)
- ☐₃₆ Pas de permis de travail
- ☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q10B. Parmi les éléments suivants, lesquels ont constitué des obstacles dans votre démarche pour quitter l'industrie du sexe (prostitution) ? Cochez tout ce qui s'applique.

- ☐₁ Besoin d'argent
- ☐₂ Goût du luxe/gros train de vie
- ☐₃ Payer votre logement
- ☐₄ Payer vos besoins de base (nourriture, transport, médicaments)
- ☐₅ Problèmes de drogue, d'alcool ou d'autres dépendances (jeu)
- ☐₆ Ne pas avoir accès à des services de santé physique (avoir à payer pour des services non couverts par la RAMQ)
- ☐₇ Ne pas avoir accès à des services de santé psychologique ou psychiatrique
- ☐₈ Manque de soutien de votre famille ou de votre entourage
- ☐₉ Subvenir aux besoins d'un(e) conjoint(e) ou participer à un projet de vie commun avec un(e) conjoint(e)/partenaire ou un pimp (ramasser de l'argent)
- ☐₁₀ Subvenir aux besoins de vos enfants
- ☐₁₁ Subvenir aux besoins d'un autre membre de votre famille (mère, père, tante, etc.)
- ☐₁₂ Besoin de « Thrill »
- ☐₁₃ Besoin de valorisation
- ☐₁₄ Payer vos études
- ☐₁₅ Incapacité à trouver un emploi
- ☐₁₆ Être sous le contrôle ou amoureuse d'un pimp, d'un souteneur, d'un proxénète
- ☐₁₇ Être sous le contrôle d'un(e) conjoint(e)
- ☐₁₈ Menaces, crainte pour votre vie, votre sécurité
- ☐₁₉ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos enfants

- ☐₂₀ Menaces, craintes pour la vie et la sécurité de vos parents, frères, sœurs
- ☐₂₁ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de votre famille
- ☐₂₂ Dettes
- ☐₂₃ Décrochage scolaire
- ☐₂₄ Manque d'estime de soi et de confiance en soi
- ☐₂₅ Se sentir jugée (honte) par les employés des services (de santé, juridiques, financiers, etc.)
- ☐₂₆ Isolement
- ☐₂₇ Mère, grand-mère, tante ou autre membre de votre famille dans la prostitution
- ☐₂₈ Pression de votre famille pour rester dans la prostitution
- ☐₂₉ Bonne opinion de la prostitution
- ☐₃₀ Besoin d'affection
- ☐₃₁ Besoin d'appartenance relationnelle
- ☐₃₂ Rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (aide sociale, logement, aide juridique, assurance sociale, service de santé physique psychologique, service d'employabilité, etc.)
- ☐₃₃ Perte de confiance envers les institutions publiques (police, DPJ, justice, etc.)
- ☐₃₄ Famille dans un groupe criminel (motards, mafia, gangs de rue, etc.)
- ☐₃₅ Pas de statut légal au Canada (résidence permanente, réfugiée, etc.)
- ☐₃₆ Pas de permis de travail
- ☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q10C. Parmi les éléments suivants, lesquels vous ont aidé à quitter l'industrie du sexe (prostitution) et à NE PLUS Y RETOURNER ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Vivre selon vos moyens (être réaliste et ne pas dépenser plus que vous gagnez) | ☐ ₁₉ Problème de santé physique (maladie grave, etc.) |
| ☐ ₂ Accès et soutien à l'obtention d'un logement/d'hébergement | ☐ ₂₀ Menaces, craintes pour votre vie, votre sécurité |
| ☐ ₃ Accès et soutien à l'obtention des besoins de base (nourriture, transport, médicaments) | ☐ ₂₁ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos enfants |
| ☐ ₄ Vous trouver un emploi | ☐ ₂₂ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos parents, frères et sœurs |
| ☐ ₅ Être entendue, être crue, ne pas vous sentir jugée | ☐ ₂₃ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de votre famille ou d'autres proches |
| ☐ ₆ Vous retrouver placée ou suivie par les centres jeunesse | ☐ ₂₄ Reconnaître vos besoins et accepter de l'aide |
| ☐ ₇ Ne plus entretenir de liens avec votre famille | ☐ ₂₅ Prise de conscience d'une autre alternative de vie |
| ☐ ₈ Soutien de votre famille et de votre entourage | ☐ ₂₆ Vieillesse |
| ☐ ₉ Soutien de votre conjoint(e), ou être avec un chum/un amoureux ou une blonde/une amoureuse qui n'est pas un(e) pimp ou dans le milieu criminel ou de la prostitution | ☐ ₂₇ Ce n'était plus payant |
| ☐ ₁₀ Arrestation du pimp, souteneur ou proxénète | ☐ ₂₈ Écœurée des clients |
| ☐ ₁₁ Arrestation d'un(e) conjoint(e) violent(e) ou l'avoir quitté(e) | ☐ ₂₉ Écœurée du sexe |
| ☐ ₁₂ Déménager/sortir du milieu | ☐ ₃₀ Avoir arrêté pour votre ou vos enfant(s) |
| ☐ ₁₃ Accès aux services en toxicomanie et autres dépendances (jeu) | ☐ ₃₁ Régularisation de votre statut légal au Canada (résidence permanente, citoyenneté, etc.) |
| ☐ ₁₄ Accès aux services de santé physique | ☐ ₃₂ Obtention d'un permis de travail |
| ☐ ₁₅ Accès aux services de santé psychologique et psychiatrique | ☐ ₃₃ Accès à de l'aide juridique |
| ☐ ₁₆ Maternité (tomber enceinte) ou devenir parent | ☐ ₃₄ Accès à de la formation professionnelle |
| ☐ ₁₇ Mauvais client | ☐ ₃₅ Services de francisation — cours de français |
| ☐ ₁₈ Découverte de votre prostitution par un tiers (enfant, parent, famille, voisin, etc.) | ☐ ₃₆ Retour aux études |
| | ☐ ₃₇ Vous sentir en sécurité |
| | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

10D. Parmi les éléments suivants, lesquels vous ont aidé à quitter l'industrie du sexe (prostitution) ?

Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Vivre selon vos moyens (être réaliste et ne pas dépenser plus que vous gagnez) | ☐ ₁₉ Problème de santé physique (maladie grave, etc.) |
| ☐ ₂ Accès et soutien à l'obtention d'un logement/d'hébergement | ☐ ₂₀ Menaces, craintes pour votre vie, votre sécurité |
| ☐ ₃ Accès et soutien à l'obtention des besoins de base (nourriture, transport, médicaments) | ☐ ₂₁ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos enfants |
| ☐ ₄ Vous trouver un emploi | ☐ ₂₂ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos parents, frères et sœurs |
| ☐ ₅ Être entendue, être crue, ne pas vous sentir jugée | ☐ ₂₃ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de votre famille ou d'autres proches |
| ☐ ₆ Vous retrouver placée ou suivie par les centres jeunesse | ☐ ₂₄ Reconnaître vos besoins et accepter de l'aide |
| ☐ ₇ Ne plus entretenir de liens avec votre famille | ☐ ₂₅ Prise de conscience d'une autre alternative de vie |
| ☐ ₈ Soutien de votre famille et de votre entourage | ☐ ₂₆ Vieillesse |
| ☐ ₉ Soutien de votre conjoint(e), ou être avec un chum/un amoureux ou une blonde/une amoureuse qui n'est pas un(e) pimp ou dans le milieu criminel ou de la prostitution | ☐ ₂₇ Ce n'était plus payant |
| ☐ ₁₀ Arrestation du pimp, souteneur ou proxénète | ☐ ₂₈ Écœurée des clients |
| ☐ ₁₁ Arrestation d'un(e) conjoint(e) violent(e) ou l'avoir quitté(e) | ☐ ₂₉ Écœurée du sexe |
| ☐ ₁₂ Déménager/sortir du milieu | ☐ ₃₀ Avoir arrêté pour votre ou vos enfant(s) |
| ☐ ₁₃ Accès aux services en toxicomanie et autres dépendances (jeu) | ☐ ₃₁ Régularisation de votre statut légal au Canada (résidence permanente, citoyenneté, etc.) |
| ☐ ₁₄ Accès aux services de santé physique | ☐ ₃₂ Obtention d'un permis de travail |
| ☐ ₁₅ Accès aux services de santé psychologique et psychiatrique | ☐ ₃₃ Accès à de l'aide juridique |
| ☐ ₁₆ Maternité (tomber enceinte) ou devenir parent | ☐ ₃₄ Accès à de la formation professionnelle |
| ☐ ₁₇ Mauvais client | ☐ ₃₅ Services de francisation — cours de français |
| ☐ ₁₈ Découverte de votre prostitution par un tiers (enfant, parent, famille, voisin, etc.) | ☐ ₃₆ Retour aux études |
| | ☐ ₃₇ Vous sentir en sécurité |
| | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

Q10E. Parmi les éléments suivants, lesquels font en sorte que vous êtes tentée de retourner dans l'industrie du sexe (prostitution) ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Besoin d'argent | ☐ ₇ Ne pas avoir accès à des services de santé psychologique ou psychiatrique |
| ☐ ₂ Goût du luxe/gros train de vie | ☐ ₈ Manque de soutien de votre famille ou de votre entourage |
| ☐ ₃ Payer votre logement | ☐ ₉ Subvenir aux besoins d'un(e) conjoint(e) ou participer à un projet de vie commun avec un(e) conjoint(e)/partenaire ou un pimp (ramasser de l'argent) |
| ☐ ₄ Payer vos besoins de base (nourriture, transport, médicaments) | ☐ ₁₀ Subvenir aux besoins de vos enfants |
| ☐ ₅ Problèmes de drogue, d'alcool ou d'autres dépendances (jeu) | ☐ ₁₁ Subvenir aux besoins d'un autre membre de votre famille (mère, père, tante, etc.) |
| ☐ ₆ Ne pas avoir accès à des services de santé physique (avoir à payer pour des services non couverts par la RAMQ) | |

- ☐₁₂ Besoin de « Thrill »
- ☐₁₃ Besoin de valorisation
- ☐₁₄ Payer vos études
- ☐₁₅ Incapacité à trouver un emploi
- ☐₁₆ Être sous le contrôle ou amoureuse d'un pimp, d'un souteneur, d'un proxénète
- ☐₁₇ Être sous le contrôle d'un(e) conjoint(e)
- ☐₁₈ Menaces, crainte pour votre vie, votre sécurité
- ☐₁₉ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de vos enfants
- ☐₂₀ Menaces, craintes pour la vie et la sécurité de vos parents, frères, sœurs
- ☐₂₁ Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de votre famille
- ☐₂₂ Dettes
- ☐₂₃ Décrochage scolaire
- ☐₂₄ Manque d'estime de soi et de confiance en soi
- ☐₂₅ Se sentir jugée (honte) par les employés des services (de santé, juridiques, financiers, etc.)

- ☐₂₆ Isolement
- ☐₂₇ Mère, grand-mère, tante ou autre membre de votre famille dans la prostitution
- ☐₂₈ Pression de votre famille pour rester dans la prostitution
- ☐₂₉ Bonne opinion de la prostitution
- ☐₃₀ Besoin d'affection
- ☐₃₁ Besoin d'appartenance relationnelle
- ☐₃₂ Rigidité du cadre administratif des services gouvernementaux (aide sociale, logement, aide juridique, assurance sociale, service de santé physique psychologique, service d'employabilité, etc.)
- ☐₃₃ Perte de confiance envers les institutions publiques (police, DPJ, justice, etc.)
- ☐₃₄ Famille dans un groupe criminel (motards, mafia, gangs de rue, etc.)
- ☐₃₅ Pas de statut légal au Canada (résidence permanente, réfugiée, etc.)
- ☐₃₆ Pas de permis de travail
- ☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q11. Au cours des 6 DERNIERS MOIS, avez-vous passé une nuit dans les endroits suivants ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|---|
| ☐ ₁ À l'extérieur, y compris dans une tente | ☐ ₁₇ En colocation |
| ☐ ₂ Refuge (1 nuit) | ☐ ₁₈ Appartement de votre conjoint(e) |
| ☐ ₃ Hébergement d'urgence (2-3 nuits) | ☐ ₁₉ Hôtel/motel |
| ☐ ₄ Bâtiment abandonné ou vacant | ☐ ₂₀ Maison d'hébergement ou d'hébergement transitionnel pour femmes (maximum 1 an) |
| ☐ ₅ Véhicule | ☐ ₂₁ Maison d'hébergement pour femmes 2 ^e étape (maximum 2 ans) |
| ☐ ₆ Hébergement temporaire chez un(e) ami(e) | ☐ ₂₂ Logement temporaire dans un programme (maximum 5 ans) |
| ☐ ₇ Hébergement temporaire chez la famille | ☐ ₂₃ Logement subventionné (ex. : HLM, FOHM) |
| ☐ Hébergement temporaire chez un client | ☐ ₂₄ Votre propre appartement ou maison (privé(e), sans subvention au loyer) |
| ☐ ₉ Hébergement temporaire chez un vendeur de drogue | ☐ ₂₅ Votre propre appartement ou maison (privé(e), avec subvention au loyer) |
| ☐ ₁₀ Hébergement temporaire chez un inconnu (moyennant des services sexuels) | ☐ ₂₆ Résidence pour aîné(e)s |
| ☐ ₁₁ Chambre dans une maison de chambres avec subvention | ☐ ₂₇ Poste de police |
| ☐ ₁₂ Chambre dans une maison de chambres sans subvention | ☐ ₂₈ Foyer de groupe |
| ☐ ₁₃ Maison de transition (pour les personnes qui sortent de prison) | ☐ ₂₉ Famille d'accueil |
| ☐ ₁₄ Centre jeunesse (DPJ) | ☐ ₃₀ Logement communautaire supervisé |
| ☐ ₁₅ Hôpital (urgence, psychiatrie, etc.) | ☐ ₃₁ Logement communautaire autonome |
| ☐ ₁₆ Centre de détention (prison provinciale ou pénitencier fédéral) | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

Q12. Vivez-vous actuellement dans VOTRE PROPRE appartement, maison ou logement subventionné (HLM, FOHM) ?

☐₁ Oui → Allez à la question **Q14**

☐₂ Non → Allez à la question **Q13** puis allez à **Q14**

☐₉ Je préfère ne pas répondre → Allez à la question **Q13** puis allez à **Q14**

Q13. Où vivez-vous (p. ex. : chambre chez une amie, chez un client, dans un centre, etc.) ?

(ATTENTION : Répondez à cette question SEULEMENT si vous avez répondu « Non » ou « Je ne sais pas » à la question Q12.)

☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q14. Habitez-vous seule ?

☐₁ Oui

☐₂ Non

☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q14A. En vous excluant, avec combien de personnes habitez-vous en ce moment, en incluant les enfants qui seraient en garde partagée ?

___ personne(s)

Q14B. Ces personnes se répartissent de quelle façon ?

Vos enfants âgés de moins de 18 ans ou ceux de votre conjoint(e) : ___

Vos enfants âgés de 18 ans ou plus ou ceux de votre conjoint(e) : ___

Votre conjoint(e) : ___

D'autres membres de la famille : ___

Des amis, des connaissances : ___

Q14C. Combien de personnes hébergez-vous de manière temporaire ?

___ personne(s)

Q15. Depuis combien de temps habitez-vous à cet endroit ? Inscrivez « 1 » si c'est depuis moins d'un mois ou moins d'une année.

___ mois

___ année(s)

☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q16. Sur une échelle de 1 à 5, 1 étant le pire et 5 le meilleur, comment vous sentez-vous par rapport à votre logement actuel ?

	1 (très insatisfaite)	2 (insatisfaite)	3 (neutre)	4 (satisfaite)	5 (très satisfaite)	Je préfère ne pas répondre
						
	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Veuillez choisir une des émotions ci-contre.

Q16A. Pouvez-vous expliquer votre réponse en quelques mots ?

Q17. Quel type de logement préféreriez-vous habiter ? Cochez seulement une réponse.

- | | |
|---|--|
| ☐ ₁ Logement subventionné (p. ex. : HLM, FOHM) | ☐ ₆ Un refuge |
| ☐ ₂ Logement temporaire (similaire à un logement subventionné, mais avec une limite de temps pouvant aller jusqu'à 5 ans) | ☐ ₇ Logement communautaire autonome |
| ☐ ₃ Logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes ayant été dans l'industrie du sexe (prostitution), avec services adaptés | ☐ ₈ Logement communautaire supervisé |
| ☐ ₄ Logement permanent dans un immeuble réservé aux femmes, avec services adaptés | ☐ ₉ Votre propre appartement ou maison (ou minimaison) avec subvention au loyer |
| ☐ ₅ Maison d'hébergement pour femmes | ☐ ₁₀ Votre propre appartement ou maison (ou minimaison) sans subvention au loyer |
| | ☐ ₁₁ Une chambre dans une maison de chambres avec subvention au loyer |
| | ☐ ₁₂ Une chambre dans une maison de chambres sans subvention au loyer |
| | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

Q17A. À quels types de services aimeriez-vous avoir accès dans votre immeuble ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | | |
|--|---|--|
| ☐ ₁ Présence de gardiens de sécurité | ☐ ₄ Cuisine communautaire | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| ☐ ₂ Présence d'intervenantes | ☐ ₅ Programme d'aide financière (logement ou autre) | ☐ ₉₅ Aucun |
| ☐ ₃ Espace communautaire ou culturel | ☐ ₆ Accès sécurisé (intercom, caméra, etc.) | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

Q18. Aimeriez-vous vivre... ?

- ☐₁ Seule → Allez à la question **Q18C** puis à **Q19**
- ☐₂ Avec d'autres personnes → Allez à la question **Q18A**, puis à **Q18B**, puis à **Q19**
- ☐₉ Je préfère ne pas répondre → Allez à la question **Q19**

Q18A. Avec qui aimeriez-vous vivre ? Cochez tout ce qui s'applique. (ATTENTION : Répondez à cette question seulement si vous avez répondu « Avec d'autres personnes » à la question Q18.)

- ☐₁ Avec un(e) partenaire/conjoint(e)
- ☐₂ Avec un ou plusieurs enfant(s)
- ☐₃ Avec des colocataires/des amis
- ☐₄ Avec des membres de ma famille
- ☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)
- ☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q18B. Pourquoi préférez-vous vivre avec d'autres personnes ? Cochez tout ce qui s'applique. (ATTENTION : Répondez à cette question seulement si vous avez répondu « Avec d'autres personnes » à la question Q18.)

- | | |
|---|---|
| ☐ ₁ Pour avoir de la compagnie | ☐ ₇ Pour avoir de l'intimité/de la tranquillité |
| ☐ ₂ Pour la sécurité et la protection | ☐ ₈ Pour avoir mon indépendance/ma liberté |
| ☐ ₃ Pour partager les responsabilités | ☐ ₉ Par amour et responsabilité parentale |
| ☐ ₄ Pour partager les coûts | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| ☐ ₅ Pour partager la nourriture | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |
| ☐ ₆ Pour ne plus vivre de la violence | |

Autre : _____

Q18C. Pourquoi préférez-vous vivre seule ? Cochez tout ce qui s'applique. (ATTENTION : Répondez à cette question seulement si vous avez répondu « Seule » à la question Q18.)

- | | |
|---|--|
| ☐ ₂ Pour la sécurité et la protection | ☐ ₈ Pour avoir mon indépendance/ma liberté |
| ☐ ₆ Pour ne plus vivre de la violence | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| ☐ ₇ Pour avoir de l'intimité/de la tranquillité | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

Q19. Auriez-vous besoin que des intervenant(e)s vous fournissent de l'aide dans les domaines suivants ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|---|
| ☐ ₁ Tâches quotidiennes/aide à domicile (ménage, cuisine, épicerie, etc.) | ☐ ₁₁ Entretien du logement (plomberie, électricité, etc.) |
| ☐ ₂ Gestion des médicaments | ☐ ₁₂ Service de gardiennage/répit |
| ☐ ₃ Thérapie individuelle ou soutien psychologique (en lien à l'industrie du sexe (prostitution) ou pas) | ☐ ₁₃ Soutien en cas de crise |
| ☐ ₄ Aide au niveau du budget | ☐ ₁₄ Banque alimentaire/cuisine collective |
| ☐ ₅ Garder le logement, gérer les relations avec le propriétaire | ☐ ₁₅ Établir un plan de sécurité (pour répondre à différentes peurs ou craintes) |
| | ☐ ₁₆ Soutien dans la gestion des relations avec le voisinage, gestion de conflits |
| | ☐ ₁₇ Prévention des ITSSS |
| ☐ ₆ Problème de santé physique particulier (maladie chronique, handicap, etc.) | ☐ ₁₈ Groupe de soutien pour femmes ayant vécu dans l'industrie du sexe (prostitution) |
| ☐ ₇ Gestion de questions administratives ou juridiques/légales | ☐ ₁₉ Thérapie sur les dépendances (affective, à l'alcool, aux drogues, au jeu, etc.) |
| ☐ ₈ Obtenir un emploi, de la formation ou retourner à l'école | ☐ ₂₀ Thérapie sur les violences sexuelles |
| ☐ ₉ Gestion de problèmes liés à la drogue, à l'alcool ou au jeu | ☐ ₂₁ Aide au paiement du loyer (gel du montant au loyer fait par un organisme) |
| ☐ ₁₀ Aide au niveau des responsabilités/habiletés parentales | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₅ Aucun service |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Autre : _____

Q20. Dans les 6 DERNIERS MOIS, avez-vous utilisé ces services ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Services de santé physique (médecin, infirmière, etc.) | problèmes de santé sexuelle, violences sexuelles, etc.) |
| ☐ ₂ Services de santé psychologique/psychiatrique (intervenante, travailleuse sociale, thérapeute, psychiatre, psychologue, groupe de soutien, etc.) | ☐ ₁₀ Services pour vos enfants (intervenante jeunesse, garderie, etc.) |
| ☐ ₃ Services liés à l'alcool (désintox., réduction des méfaits, AA, etc.) | ☐ ₁₁ Services liés à des questions juridiques/légales ou administratives (avocat, aide juridique, demande de pardon, etc.) |
| ☐ ₄ Services liés aux drogues (désintox., réduction des méfaits, NA, méthadone, etc.) | ☐ ₁₂ Services liés aux finances (aide financière, gestion du budget, etc.) |
| ☐ ₅ Services liés à d'autres dépendances (affective, au jeu, etc.) | ☐ ₁₃ Services liés à la violence conjugale |
| ☐ ₆ Services liés à l'emploi (Emploi-Québec, réinsertion, stage, programme d'accompagnement, etc.) | ☐ ₁₄ Services liés au logement (pour répondre à différentes peurs ou craintes) |
| ☐ ₇ Services liés à l'éducation (formation, école, stage, etc.) | ☐ ₁₅ Services alimentaires (banque alimentaire) |
| ☐ ₈ Services liés aux habiletés parentales (groupe de parent, suivi avec intervenante, DPJ, etc.) | ☐ ₁₆ Services vestimentaires (Comptoir vestimentaire, friperie) |
| ☐ ₉ Services liés à la sexualité (ITSSS, post-trauma, conséquences de l'agression sexuelle, Autre : _____ | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₅ Je n'ai utilisé aucun service |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Q20A. Dans les 6 PROCHAINS MOIS, aimeriez-vous avoir accès à ces services ? Cochez tout ce qui s'applique.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Services de santé physique (médecin, infirmière, etc.) | problèmes de santé sexuelle, violences sexuelles, etc.) |
| ☐ ₂ Services de santé psychologique/psychiatrique (intervenante, travailleuse sociale, thérapeute, psychiatre, psychologue, groupe de soutien, etc.) | ☐ ₁₀ Services pour vos enfants (intervenante jeunesse, garderie, etc.) |
| ☐ ₃ Services liés à l'alcool (désintox., réduction des méfaits, AA, etc.) | ☐ ₁₁ Services liés à des questions juridiques/légales ou administratives (avocat, aide juridique, demande de pardon, etc.) |
| ☐ ₄ Services liés aux drogues (désintox., réduction des méfaits, NA, méthadone, etc.) | ☐ ₁₂ Services liés aux finances (aide financière, gestion du budget, etc.) |
| ☐ ₅ Services liés à d'autres dépendances (affective, au jeu, etc.) | ☐ ₁₃ Services liés à la violence conjugale |
| ☐ ₆ Services liés à l'emploi (Emploi-Québec, réinsertion, stage, programme d'accompagnement, etc.) | ☐ ₁₄ Services liés au logement (pour répondre à différentes peurs ou craintes) |
| ☐ ₇ Services liés à l'éducation (formation, école, stage, etc.) | ☐ ₁₅ Services alimentaires (banque alimentaire) |
| ☐ ₈ Services liés aux habiletés parentales (groupe de parent, suivi avec intervenante, DPJ, etc.) | ☐ ₁₆ Services vestimentaires (Comptoir vestimentaire, friperie) |
| ☐ ₉ Services liés à la sexualité (ITSSS, post-trauma, conséquences de l'agression sexuelle, Autre : _____ | ☐ ₉₀ Autre (précisez ci-dessous) |
| | ☐ ₉₅ Aucun service |
| | ☐ ₉₉ Je préfère ne pas répondre |

Q21. Quel est votre état matrimonial ?

- ☐₁ Célibataire (ne vivant pas avec un(e) conjoint(e) de fait)
☐₂ Mariée (non séparée)
☐₃ En union libre (conjoint(e) de fait)
☐₄ Divorcée (ne vivant pas avec un(e) conjoint(e) de fait)
☐₅ Séparée (ne vivant pas avec un(e) conjoint(e) de fait)
☐₆ Veuve (ne vivant pas avec un(e) conjoint(e) de fait)
☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q22. Avez-vous des enfants ? Si oui, notez combien.

- ☐₁ Oui, ____ enfant(s)
☐₂ Non
☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q23. Vous identifiez-vous comme autochtone, c'est-à-dire membre des Premières Nation, Métis ou Inuit ?

- ☐₁ Oui ☐₂ Non ☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q24. Vous identifiez-vous comme une personne LGBTQ+ (lesbiennes gays, bisexuelles transsexuelles ou transgenres ou +) ?

- ☐₁ Oui ☐₂ Non ☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q25. Vous identifiez-vous comme une personne issue des groupes ethnoculturels ou d'une minorité visible ?

- ☐₁ Oui ☐₂ Non ☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q26. Quel est votre statut actuel au Canada ?

- ☐₁ Citoyenne canadienne
☐₂ Réfugiée/demandeuse d'asile
☐₃ Résidente permanente
☐₄ En parrainage
☐₅ Aide familiale
☐₆ Visa de long séjour — étudiante
☐₇ Visa de long séjour — travailleuse
☐₈ Visa de court séjour — touriste
☐₉ Visa de court séjour — affaires
☐₁₀ Sans-papiers/entrée illégale au Canada
☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Q27. Vous identifiez-vous comme une personne handicapée ?

- ☐₁ Oui ☐₂ Non ☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q28. Quel âge avez-vous ?

- ____ ans
☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Q29. Quelle(s) langue(s) parlez-vous ?

☐₁ Anglais

☐₂ Français

☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)

☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre : _____

Q30. Êtes-vous aux études ACTUELLEMENT ?

☐₁ Oui

☐₂ Non

☐₉ Je préfère ne pas répondre

Q30A. À quel niveau d'études êtes-vous?

☐₁ Primaire

☐₂ Secondaire 1

☐₃ Secondaire 2

☐₄ Secondaire 3

☐₅ Secondaire 4

☐₆ Secondaire 5

☐₇ École professionnelle de métiers (DEP)

☐₈ Collège/cégep (DEC, AEC)

☐₉ Université (Certificat)

☐₁₀ Université (Baccalauréat, 1^{re} année)

☐₁₁ Université (Baccalauréat, 2^e année)

☐₁₂ Université (Baccalauréat, 3^e année)

☐₁₃ Université (Maîtrise)

☐₁₄ Université (Doctorat)

☐₁₅ Autre (précisez ci-dessous)

☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre: _____

Q31. Quel niveau d'études avez-vous COMPLÉTÉ jusqu'à présent?

☐₁ Primaire

☐₂ Secondaire 1 (ou 7^e année)

☐₃ Secondaire 2

☐₄ Secondaire 3

☐₅ Secondaire 4

☐₆ Secondaire 5

☐₇ École professionnelle de métiers (DEP)

☐₈ Collège/cégep (DEC, AEC)

☐₉ Université (Certificat)

☐₁₀ Université (Baccalauréat, 1^{re} année)

☐₁₁ Université (Baccalauréat, 2^e année)

☐₁₂ Université (Baccalauréat, 3^e année)

☐₁₃ Université (Maîtrise)

☐₁₄ Université (Doctorat)

☐₉₀ Autre (précisez ci-dessous)

☐₉₉ Je préfère ne pas répondre

Autre: _____

Q32. Quel est votre revenu INDIVIDUEL par mois (TOUTES les sources de revenus, légales et illégales) ? Sélectionnez une seule réponse.

- ☐₁ Moins de 500 \$
- ☐₂ Entre 500 \$ et 999 \$
- ☐₃ Entre 1 000 \$ et 1 499 \$
- ☐₄ Entre 1 500 \$ et 1 999 \$
- ☐₅ Entre 2 000 \$ et 3 000 \$
- ☐₆ Plus de 3 000 \$
- ☐₉ Je préfère ne pas répondre

Merci beaucoup pour votre précieuse collaboration !

Une liste non exhaustive de ressources est à votre disposition sur demande.

Housing Needs and Preferences of Women and Girls wishing to leave or having left the Sex Industry

You have been selected to fill out this online questionnaire because you are currently in or have been in the sex industry. There are NO WRONG ANSWERS. You are the expert when it comes to your own personal experiences. Your identity will remain anonymous and your email address, IP address, or any other personal information that can identify you cannot be uncovered as a result of your completion of the questionnaire.

It is possible that some questions could make you feel uncomfortable. If this is the case, do not hesitate to consult the list of resources available to you at the end of the questionnaire.

Filling out the questionnaire in its entirety will take about 20 minutes. Your participation in this study could contribute to a better understanding of the housing needs of women and girls wishing to leave the sex industry (prostitution). It could also help with the development of housing programs adapted to the needs of these women.

CONSENT

Q0. Do you agree to answer this questionnaire?

☐₁ Yes → You may proceed to the next question.

☐₂ No → Do not fill out this questionnaire and return it to your social worker. Thank you for your interest.

SCREENING QUESTIONS

Q1. In the last few weeks, have you participated in a study about the housing needs of women and girls wanting to leave the sex industry (prostitution)?

☐₁ Yes → Do not fill out this questionnaire and return it to your social worker. Thank you for your interest.

☐₂ No → You may proceed to the next question.

☐₉₈ I do not know → You may proceed to the next question.

☐₉₉ I prefer not to answer → You may proceed to the next question.

Q2. Do you identify yourself as being a woman, 17 years of age or older, that is or has been involved in the sex industry (prostitution) (occasional or not)?

Note: Prostitution consists of offering sexual services (escort, callgirl, erotic massage, street prostitution, pornography, Sugar Daddy-Sugar Baby, phone sex line, camgirl, stripping/exotic dancing, student prostitution, etc.) in exchange for compensation (money, food, housing, drugs, etc.).

☐₁ Yes → You may proceed to the next question.

☐₂ No → Do not fill out this questionnaire and return it to your social worker. Thank you for your interest.

☐₃ I do not know → Do not fill out this questionnaire and return it to your social worker. Thank you for your interest.

☐₄ I prefer not to answer → Do not fill out this questionnaire and return it to your social worker. Thank you for your interest.

QUESTIONS

Q3. In what city do you currently live?

- ☐ I do not know
☐ I prefer not to answer

Q4. In the PAST 6 MONTHS, have you had any revenue from one of the following? Select all that apply.

- ☐ Welfare or social security
☐ Disability pension
☐ Old age pension
☐ Declared employment
☐ Under the table or undeclared employment
☐ Sex industry (prostitution)
☐ Panhandling (begging)
☐ Youth centre allowance
☐ Family allowance
☐ Alimony (for you or your children)
☐ Illegal sources of income related to the sex industry/prostitution (pimping, recruiting, driver, owner of an agency, receptionist, etc.)
☐ Other sources of illegal income (theft, fraud, drug dealing, extortion, etc.)
☐ Employment insurance
☐ Income protection insurance (long term illness or disability)
☐ CSST
☐ Other (specify below)
☐ No source of revenue
☐ I prefer not to answer

Other: _____

Q5. Over THE LAST MONTH ONLY, have you received revenue from one of the following sources? Select all that apply.

- | | |
|---|---|
| ☐ Welfare or social security | ☐ Illegal sources of income related to the sex industry/prostitution (pimping, recruiting, driver, owner of an agency, receptionist, etc.) |
| ☐ Disability pension | ☐ Other sources of illegal income (theft, fraud, drug dealing, extortion, etc.) |
| ☐ Old age pension | ☐ Employment insurance |
| ☐ Declared employment | ☐ Income protection insurance (long term illness or disability) |
| ☐ Under the table or undeclared employment | ☐ CSS |
| ☐ Sex industry (prostitution) | ☐ Other (specify below) |
| ☐ Panhandling (begging) | ☐ No source of revenue |
| ☐ Youth centre allowance | ☐ I prefer not to answer |
| ☐ Family allowance | |
| ☐ Alimony (for you or your children) | |

Other: _____

Q6. How long have you been (or were you) involved in the sex industry? Please calculate how long this has been EXCLUDING any time off, to the best of your memory.

- ☐₁ Less than a year
- ☐₂ 1 to 2 years
- ☐₃ 2 to 5 years
- ☐₄ 6 to 10 years
- ☐₅ Over 10 years
- ☐₆ Occasional/casual involvement (for extra income)
- ☐₉ I prefer not to answer

Q7. Which of the following sex industry activities are/were you involved in? Select all that apply.

- ☐₁ Escort (in call, out call, with or without an agency)
- ☐₂ Strip dancer (strip club with prostitution)
- ☐₃ Strip dancer (bar, private parties, bachelor parties, in-home, etc.)
- ☐₄ Phone sex line
- ☐₅ Erotic massage parlour
- ☐₆ Street prostitution
- ☐₇ Professional or amateur pornography for a purpose or gain in prostitution (films, videos, photographs, Snapchat, Instagram, social networks)
- ☐₈ Professional or amateur camgirling for a purpose or gain in prostitution
- ☐₉ Sugar Daddy-Sugar Baby
- ☐₁₀ Brothel prostitution
- ☐₉₀ Other (specify below)
- ☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q8. Of the following, which contributed to your INTRODUCTION into the sex industry/prostitution? Select all that apply.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ In need of money | ☐ ₁₄ To pay for your studies |
| ☐ ₂ Desire for a luxurious, expensive lifestyle | ☐ ₁₅ Unable to find a job |
| ☐ ₃ Pay rent/housing | ☐ ₁₆ Mother, grandmother, aunt, or other family member involved in prostitution |
| ☐ ₄ Paying for basic needs (food, transportation, medication) | ☐ ₁₇ Incest or sexual assault within the family |
| ☐ ₅ Drug, alcohol, or some other form of addiction (gambling) | ☐ ₁₈ Rape, gang rape (gang bang) |
| ☐ ₆ Not having access to health services (having to pay for services not covered by public Medicare – RAMQ) | ☐ ₁₉ Physical or psychological violence experienced during childhood or adolescence |
| ☐ ₇ Not having access to psychological or psychiatric health services | ☐ ₂₀ Threats causing fear for the wellbeing and even for the lives of parents, brothers, sisters. |
| ☐ ₈ Pressure from family to do prostitution | ☐ ₂₁ Threats causing fear for the wellbeing and even for the lives of other members of your family |
| ☐ ₉ To support a spouse or partner or to participate in a common life project with a spouse or partner, or with a pimp (to make money) | ☐ ₂₂ Debt |
| ☐ ₁₀ To support your children | ☐ ₂₃ Dropping out of school |
| ☐ ₁₁ To support another family member (mother, father, aunt, etc.) | ☐ ₂₄ Lack of self-esteem and self-confidence |
| ☐ ₁₂ Seeking “excitement” or a “thrill” | ☐ ₂₅ Unbridled sexuality within the family (pornography, orgies, etc.) |
| ☐ ₁₃ Seeking appreciation or validation | ☐ ₂₆ Isolation |
| | ☐ ₂₇ Threats causing fear for the wellbeing and even for the lives of your children |

- ☐₂₈ Banalization of prostitution in your family
- ☐₂₉ Banalization of prostitution in the entourage (friends, peers)
- ☐₃₀ Family involved in a criminal organization (bikers, mafia, street gang, etc.)

- ☐₃₁ Sold to a pimp by a family member
- ☐₃₂ Responded to a false or misleading job ad
- ☐₉₀ Other (specify below)
- ☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q9. Which statement BEST describes your situation?

- ☐₁ I have considered leaving the sex industry (prostitution) → Proceed to question Q10A then Q11
- ☐₂ I have tried leaving the sex industry (prostitution) → Proceed to question Q10B then Q11
- ☐₃ In my first attempt, I was able to permanently leave the sex industry (prostitution) (I have not returned to it) → Proceed to question Q10C then Q11
- ☐₄ After multiple attempts, I was able to permanently leave the sex industry (prostitution) (I have not returned to it) → Proceed to question Q10B, then Q10C, then Q11
- ☐₅ I took a “break” but I am tempted to get back into it → Proceed to question Q10D, then Q10E, then Q11
- ☐₆ I prefer not to answer → Proceed to question Q11

Q10A. Of the following, which discouraged you from leaving the sex industry/prostitution? Select all that apply.

- | | |
|---|---|
| ☐ ₁ In need of money | ☐ ₁₈ Experiencing threats resulting in fear for your wellbeing and even for your life |
| ☐ ₂ Desire for a luxurious, expensive lifestyle | ☐ ₁₉ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your children |
| ☐ ₃ Need to pay rent/housing | ☐ ₂₀ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your parents, brothers, sisters |
| ☐ ₄ Need to pay for basic needs (food, transportation, medication) | ☐ ₂₁ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of other members of your family |
| ☐ ₅ Drug, alcohol, or some other form of addiction (gambling) | ☐ ₂₂ Debt |
| ☐ ₆ Not having access to health services (having to pay for services not covered by public Medicare – RAMQ) | ☐ ₂₃ Dropping out of school |
| ☐ ₇ Not having access to psychological or psychiatric health services | ☐ ₂₄ Lack of self-esteem and self-confidence |
| ☐ ₈ Lack of support from your family and/or friends and peers | ☐ ₂₅ Feeling judged (ashamed) by the employees of available services (health, judicial, financial, etc.) |
| ☐ ₉ Need to support a spouse or partner or to participate in a common life project with a spouse or partner, or with a pimp (to make money) | ☐ ₂₆ Isolation |
| ☐ ₁₀ Need to support your children | ☐ ₂₇ Mother, grandmother, aunt, or other family member involved in prostitution |
| ☐ ₁₁ Need to support another family member (mother, father, aunt, etc.) | ☐ ₂₈ Pressure from family members to continue prostitution |
| ☐ ₁₂ Wanting to experience “excitement” or a “thrill” | ☐ ₂₉ You have a positive opinion regarding prostitution |
| ☐ ₁₃ Seeking appreciation or validation | ☐ ₃₀ Need for affection |
| ☐ ₁₄ Need to pay for your studies | ☐ ₃₁ Need for relational belonging |
| ☐ ₁₅ Unable to find a job | ☐ ₃₂ Government service administrations are too rigid (social aid, housing, legal aid, social insurance, physical and psychological health services, employment services) |
| ☐ ₁₆ Being controlled or manipulated by or in love with a pimp | |
| ☐ ₁₇ Being controlled or manipulated by a spouse or partner | |

- ☐₃₃ Loss of trust towards public institutions (police, justice system, Director of Youth Protection, etc.)
- ☐₃₄ Family involved in a criminal organization (biker gang, mafia, street gang, etc.)

- ☐₃₅ No legal status in Canada (permanent resident, refugee, etc.)
- ☐₃₆ No work permit
- ☐₉₀ Other (specify below)
- ☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q10B. Of the following, which of these have proven to be obstacles in your effort to leave the sex industry (prostitution)? Select all that apply.

- | | |
|---|---|
| ☐ ₁ In need of money | ☐ ₂₀ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your parents, brothers, sisters |
| ☐ ₂ Desire for a luxurious, expensive lifestyle | ☐ ₂₁ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of other members of your family |
| ☐ ₃ Need to pay rent/housing | ☐ ₂₂ Debt |
| ☐ ₄ Need to pay for basic needs (food, transportation, medication) | ☐ ₂₃ Dropping out of school |
| ☐ ₅ Drug, alcohol, or some other form of addiction (gambling) | ☐ ₂₄ Lack of self-esteem and self-confidence |
| ☐ ₆ Not having access to health services (having to pay for services not covered by public Medicare – RAMQ) | ☐ ₂₅ Feeling judged (ashamed) by the employees of available services (health, judicial, financial, etc.) |
| ☐ ₇ Not having access to psychological or psychiatric health services | ☐ ₂₆ Isolation |
| ☐ ₈ Lack of support from your family and/or friends and peers | ☐ ₂₇ Mother, grandmother, aunt, or other family member involved in prostitution |
| ☐ ₉ Need to support a spouse or partner or to participate in a common life project with a spouse or partner, or with a pimp (to make money) | ☐ ₂₈ Pressure from family members to continue prostitution |
| ☐ ₁₀ Need to support your children | ☐ ₂₉ You have a positive opinion regarding prostitution |
| ☐ ₁₁ Need to support another family member (mother, father, aunt, etc.) | ☐ ₃₀ Need for affection |
| ☐ ₁₂ Wanting to experience “excitement” or a “thrill” | ☐ ₃₁ Need for relational belonging |
| ☐ ₁₃ Seeking appreciation or validation | ☐ ₃₂ Government service administrations are too rigid (social aid, housing, legal aid, social insurance, physical and psychological health services, employment services) |
| ☐ ₁₄ Need to pay for your studies | ☐ ₃₃ Loss of trust towards public institutions (police, justice system, Director of Youth Protection, etc.) |
| ☐ ₁₅ Unable to find a job | ☐ ₃₄ Family involved in a criminal organization (biker gang, mafia, street gang, etc.) |
| ☐ ₁₆ Being controlled or manipulated by or in love with a pimp | ☐ ₃₅ No legal status in Canada (permanent resident, refugee, etc.) |
| ☐ ₁₇ Being controlled or manipulated by a spouse or partner | ☐ ₃₆ No work permit |
| ☐ ₁₈ Experiencing threats resulting in fear for your wellbeing and even for your life | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| ☐ ₁₉ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your children | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |

Other: _____

Q10C. Of the following, which have helped you leave the sex industry/prostitution PERMANENTLY (not go back to it)? Select all that apply.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Staying within your means (being realistic and not spending more money than you make) | ☐ ₁₉ Physical health issue (serious illness, etc.) |
| ☐ ₂ Access and support for housing/accommodation | ☐ ₂₀ Experiencing threats resulting in fear for your wellbeing and even your life |
| ☐ ₃ Access and support for basic needs (food, transportation, medication) | ☐ ₂₁ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your children |
| ☐ ₄ You found a job | ☐ ₂₂ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your parents, brothers, sisters |
| ☐ ₅ Being heard - those who hear you believe you and take you seriously and you don't feel judged | ☐ ₂₃ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of other members of your family or loved ones |
| ☐ ₆ You found yourself placed in or followed by youth centres | ☐ ₂₄ Recognizing your needs and accepting to receive help |
| ☐ ₇ Cutting ties with your family | ☐ ₂₅ Awareness of an alternative way of living |
| ☐ ₈ Support from your family or friends and peers | ☐ ₂₆ Old age |
| ☐ ₉ Support from a spouse or partner, or being in a romantic relationship with a boyfriend or girlfriend or lover that is not a pimp or is not involved in crime or prostitution | ☐ ₂₇ No longer profitable |
| ☐ ₁₀ Pimp was arrested | ☐ ₂₈ Sick and tired of clients |
| ☐ ₁₁ Violent spouse or partner was arrested or you left him/her | ☐ ₂₉ Sick and tired of sex |
| ☐ ₁₂ Moving away or leaving your environment | ☐ ₃₀ Stopped for the sake of your child/children |
| ☐ ₁₃ Access to detox services or services for other addiction (gambling) | ☐ ₃₁ Your legal status in Canada was finalized (permanent resident, citizen, etc.) |
| ☐ ₁₄ Access to physical health services | ☐ ₃₂ Received a work permit |
| ☐ ₁₅ Access to psychological and psychiatric health services | ☐ ₃₃ Access to legal aid |
| ☐ ₁₆ Pregnancy or becoming a parent | ☐ ₃₄ Access to vocational training |
| ☐ ₁₇ Bad client | ☐ ₃₅ French integration services – French lessons |
| ☐ ₁₈ A third party found out about your prostitution (child, parent, family member, neighbour, etc.) | ☐ ₃₆ Return to studies/school |
| | ☐ ₃₇ Feeling safe |
| | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |

Other: _____

Q10D. Of the following, which have helped you leave the sex industry (prostitution)? Select all that apply.

- | | |
|---|--|
| ☐ ₁ Staying within your means (being realistic and not spending more money than you make)
☐ ₂ Access and support for housing/accommodation
☐ ₃ Access and support for basic needs (food, transportation, medication)
☐ ₄ You found a job
☐ ₅ Being heard - those who hear you believe you and take you seriously and you don't feel judged
☐ ₆ You found yourself placed in or followed by youth centres
☐ ₇ Cutting ties with your family
☐ ₈ Support from your family or friends and peers
☐ ₉ Support from a spouse or partner, or being in a romantic relationship with a boyfriend or girlfriend or lover that is not a pimp or is not involved in crime or prostitution
☐ ₁₀ Pimp was arrested
☐ ₁₁ Violent spouse or partner was arrested or you left him/her
☐ ₁₂ Moving away or leaving your environment
☐ ₁₃ Access to detox services or services for other addiction (gambling)
☐ ₁₄ Access to physical health services
☐ ₁₅ Access to psychological and psychiatric health services
☐ ₁₆ Pregnancy or becoming a parent
☐ ₁₇ Bad client
☐ ₁₈ A third party found out about your prostitution (child, parent, family member, neighbour, etc.) | ☐ ₁₉ Physical health issue (serious illness, etc.)
☐ ₂₀ Experiencing threats resulting in fear for your wellbeing and even your life
☐ ₂₁ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your children
☐ ₂₂ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your parents, brothers, sisters
☐ ₂₃ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of other members of your family or loved ones
☐ ₂₄ Recognizing your needs and accepting to receive help
☐ ₂₅ Awareness of an alternative way of living
☐ ₂₆ Old age
☐ ₂₇ No longer profitable
☐ ₂₈ Sick and tired of clients
☐ ₂₉ Sick and tired of sex
☐ ₃₀ Stopped for the sake of your child/children
☐ ₃₁ Your legal status in Canada was finalized (permanent resident, citizen, etc.)
☐ ₃₂ Received a work permit
☐ ₃₃ Access to legal aid
☐ ₃₄ Access to vocational training
☐ ₃₅ French integration services – French lessons
☐ ₃₆ Return to studies/school
☐ ₃₇ Feeling safe
☐ ₉₀ Other (specify below)
☐ ₉₉ I prefer not to answer |
|---|--|

Other: _____

Q10E. Of the following, which cause you to be tempted or seriously consider going back into the sex industry/prostitution? Select all that apply.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ In need of money
☐ ₂ Desire for a luxurious, expensive lifestyle
☐ ₃ Need to pay rent/housing
☐ ₄ Need to pay for basic needs (food, transportation, medication)
☐ ₅ Drug, alcohol, or some other form of addiction (gambling) | ☐ ₆ Not having access to health services (having to pay for services not covered by public Medicare – RAMQ)
☐ ₇ Not having access to psychological or psychiatric health services
☐ ₈ Lack of support from your family and/or friends and peers
☐ ₉ Need to support a spouse or partner or to participate in a common life project with a |
|--|--|

- spouse or partner, or with a pimp (to make money)
- ☐₁₀ Need to support your children
 - ☐₁₁ Need to support another family member (mother, father, aunt, etc.)
 - ☐₁₂ Wanting to experience “excitement” or a “thrill”
 - ☐₁₃ Seeking appreciation or validation
 - ☐₁₄ Need to pay for your studies
 - ☐₁₅ Unable to find a job
 - ☐₁₆ Being controlled or manipulated by or in love with a pimp
 - ☐₁₇ Being controlled or manipulated by a spouse or partner
 - ☐₁₈ Experiencing threats resulting in fear for your wellbeing and even for your life
 - ☐₁₉ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your children
 - ☐₂₀ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of your parents, brothers, sisters
 - ☐₂₁ Experiencing threats resulting in fear for the wellbeing and even for the lives of other members of your family
 - ☐₂₂ Debt
 - ☐₂₃ Dropping out of school

Other: _____

- ☐₂₄ Lack of self-esteem and self-confidence
- ☐₂₅ Feeling judged (ashamed) by the employees of available services (health, judicial, financial, etc.)
- ☐₂₆ Isolation
- ☐₂₇ Mother, grandmother, aunt, or other family member involved in prostitution
- ☐₂₈ Pressure from family members to continue prostitution
- ☐₂₉ You have a positive opinion regarding prostitution
- ☐₃₀ Need for affection
- ☐₃₁ Need for relational belonging
- ☐₃₂ Government service administrations are too rigid (social aid, housing, legal aid, social insurance, physical and psychological health services, employment services)
- ☐₃₃ Loss of trust towards public institutions (police, justice system, Director of Youth Protection, etc.)
- ☐₃₄ Family involved in a criminal organization (biker gang, mafia, street gang, etc.)
- ☐₃₅ No legal status in Canada (permanent resident, refugee, etc.)
- ☐₃₆ No work permit
- ☐₉₀ Other (specify below)
- ☐₉₉ I prefer not to answer

Q11. Over the LAST 6 MONTHS, have you spent a night in any of the following places? Select all that apply.

- ☐₁ Outdoors; this includes a tent
- ☐₂ Shelter (1 night)
- ☐₃ Emergency housing (2-3 nights)
- ☐₄ Abandoned or vacant building
- ☐₅ Vehicle
- ☐₆ Temporarily staying at a friend’s place
- ☐₇ Temporarily staying at a family member’s place
- ☐₈ Temporarily staying at a client’s place
- ☐₉ Temporarily staying at a drug dealer’s place
- ☐₁₀ Temporarily staying at a stranger’s place (in exchange for sexual favours)
- ☐₁₁ Room in a boarding house with subsidy
- ☐₁₂ Room in a boarding house without subsidy
- ☐₁₃ Halfway house (for people coming out of prison)
- ☐₁₄ Youth centre (Director of Youth Protection)
- ☐₁₅ Hospital (emergency room, psychiatric, etc.)
- ☐₁₆ Correctional facility (prison or penitentiary)
- ☐₁₇ Shared housing (roommate)
- ☐₁₈ Spouse or partner’s apartment
- ☐₁₉ Hotel/motel
- ☐₂₀ Shelter or transitional women’s shelter (maximum 1 year)
- ☐₂₁ Second stage women’s shelter (maximum 2 years)
- ☐₂₂ Temporary housing as part of a program (maximum 5 years)
- ☐₂₃ Subsidised housing (i.e.: low rent, HLM, FOHM)
- ☐₂₄ Your own apartment or house (privately owned without subsidy)
- ☐₂₅ Your own apartment or house (privately owned with subsidy)
- ☐₂₆ Retirement or seniors residence

- ☐₂₇ Police station
☐₂₈ Group home
☐₂₉ Foster family
☐₃₀ Supervised community housing

- ☐₃₁ Autonomous community housing
☐₉₀ Other (specify below)
☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q12. Are you currently living in YOUR OWN apartment, house, or subsidised housing (HLM, FOHM)?

- ☐₁ Yes → Proceed to question Q14
☐₂ No → Proceed to question Q13 then Q14
☐₉ I prefer not to answer → Proceed to question Q13 then Q14

Q13. Where do you live? (For example, room at a friend's place, at a john's place, in a centre, etc.).
(ATTENTION: Answer this question ONLY if you answered "No" or "I prefer not to answer" at question Q12.)

- ☐₉ I prefer not to answer

Q14. Do you live alone?

- ☐₁ Yes ☐₂ No ☐₉ I prefer not to answer

Q14A. EXCLUDING YOURSELF, how many people are you currently living with, including children that are in shared custody?

____ person(s)

Q14B. What is the makeup of these people?

Children under the age of 18 either belonging to you or your spouse/partner: ____

Children 18 years or older either belonging to you or your spouse/partner: ____

Spouse or partner: ____

Other family members: ____

Friends or acquaintances: ____

Q14C. How many persons do you temporarily host?

____ person(s)

Q15. How long have you lived there? Please write "1" if it's less than one month or less than one year.

____ month(s)

____ year(s)

- ☐₉ I prefer not to answer

Q16. On a scale of 1 to 5, 1 being the worst and 5 being the best, how do you feel about your current living arrangement?

	1 (very unsatisfied)	2 (unsatisfied)	3 (neutral)	4 (satisfied)	5 (very satisfied)	I prefer not to answer
						
Please select the appropriate emotion.	☐	☐	☐	☐	☐	☐

Q16A. Can you explain your answer in a few words? _____

Q17. What type of housing would you most want to live in? Choose only one answer.

- | | |
|---|--|
| ☐ Subsidized housing (i.e.: HLM, FOHM) | ☐ Supervised community housing |
| ☐ Temporary housing (similar to subsidized housing, but with a time limit of up to 5 years) | ☐ Your own apartment or house (or mini-house) privately owned with subsidy |
| ☐ Permanent housing in a building with adapted services specifically for women who were in the sex industry (prostitution) | ☐ Your own apartment or house (or mini-house) privately owned without subsidy |
| ☐ Permanent housing in a building with adapted services specifically for women | ☐ A room within a boarding house with subsidy |
| ☐ Maison d'hébergement pour femmes | ☐ A room within a boarding house without subsidy |
| ☐ Shelter | ☐ Other (specify below) |
| ☐ Autonomous community housing | ☐ I prefer not to answer |

Other: _____

Q17A. What types of services would you like having access to in your building? Select all that apply.

- | | |
|---|--|
| ☐ Security guard | ☐ Secure access (intercom, cameras, etc.) |
| ☐ Social worker services | ☐ Other (specify below) |
| ☐ Community or cultural space | ☐ None |
| ☐ Community kitchen | ☐ I prefer not to answer |
| ☐ Financial aid program (housing or other) | |

Other: _____

Q18. Would you like to live...?

- ☐ Alone → Proceed to question **Q18C** then **Q19**
- ☐ With other people → Proceed to question **Q18A**, then **Q18B**, then **Q19**
- ☐ I prefer not to answer → Proceed to question **Q19**

Q18A. Who would you like to live with? Select all that apply. (ATTENTION: Answer this question ONLY if you answered “With other people” at question Q18.)

- ☐₁ With a partner or spouse
 - ☐₂ With one or more children
 - ☐₃ With roommates or friends
 - ☐₄ With family members
 - ☐₉₀ Other (specify below)
 - ☐₉₉ I prefer not to answer
- Other: _____

Q18B. Why would you prefer living with other people? Select all that apply. (ATTENTION: Answer this question ONLY if you answered “With other people” at question Q18.)

- | | |
|--|---|
| ☐ ₁ To have company | ☐ ₇ To live in privacy and/or peace |
| ☐ ₂ For safety and protection | ☐ ₈ To have my independence/freedom |
| ☐ ₃ To be able to share responsibilities | ☐ ₉ For reasons of love and parental responsibility |
| ☐ ₄ To be able to share costs | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| ☐ ₅ To share food | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |
| ☐ ₆ To avoid experiencing violence | |
- Other: _____

Q18C. Why would you prefer living alone? Select all that apply. (ATTENTION: Answer this question ONLY if you answered “Alone” at question Q18.)

- | | |
|---|---|
| ☐ ₂ For safety and protection | ☐ ₈ To have my independence/freedom |
| ☐ ₆ To avoid experiencing violence | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| ☐ ₇ To live in privacy and/or peace | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |
- Other: _____

Q19. Would you need social workers to help you with any of the following? Select all that apply.

- | | |
|--|--|
| ☐ ₁ Daily tasks and domestic help (cleaning, cooking, groceries, etc.) | ☐ ₁₂ Babysitting or alleviation services |
| ☐ ₂ Management of medication | ☐ ₁₃ Crisis support |
| ☐ ₃ Personal therapy or psychological aid (either related to the sex industry/prostitution or not) | ☐ ₁₄ Food bank or community kitchen |
| ☐ ₄ Help with budgeting | ☐ ₁₅ Setting up a safety plan (to address various fears and concerns) |
| ☐ ₅ Retain housing and/or manage relations with the owner or landlord | ☐ ₁₆ Support in relationship management with neighbours and conflict resolution |
| ☐ ₆ Specific health issues (chronic illness, disability, etc.) | ☐ ₁₇ Prevention of STBBI's (Sexually Transmissible and Blood-Borne Infections) |
| ☐ ₇ Managing administration and legal questions or difficulties | ☐ ₁₈ Support group for women that were involved in the sex industry (prostitution) |
| ☐ ₈ Finding a job, receive training, or going back to school | ☐ ₁₉ Addiction therapy (emotional, alcohol, drugs, gambling, etc.) |
| ☐ ₉ Managing problems related to drugs, alcohol, or gambling | ☐ ₂₀ Sexual violence therapy |
| ☐ ₁₀ Help in relation to parental responsibilities and skills | ☐ ₂₁ Help with rent payments (rent freeze paid for by an organization) |
| ☐ ₁₁ Maintenance (plumbing, electrical, etc.) | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| | ☐ ₉₅ None |
| | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |

Other: _____

Q20. Have you used any of the following services in the LAST 6 MONTHS? Select all that apply.

- | | |
|---|---|
| ☐ ₁ Physical health services (doctor, nurse, etc.) | ☐ ₉ Services related to sex and sexuality (STBBI's - Sexually Transmissible and Blood-Borne Infections, post-trauma, consequences of sexual assault, sexual health problems, sexual violence, etc.) |
| ☐ ₂ Psychological or psychiatric health services (social servant/social worker, therapist, psychiatrist, psychologist, support group, etc.) | ☐ ₁₀ Service for your children (child/youth social worker, daycare, etc.) |
| ☐ ₃ Services related to alcohol addiction (detox, harm reduction, Alcoholics Anonymous, etc.) | ☐ ₁₁ Services related to legal/judicial or administrative issues (lawyer, legal aid, request for a pardon, etc.) |
| ☐ ₄ Services related to drug addiction (detox, harm reduction, Narcotics Anonymous, methadone, etc.) | ☐ ₁₂ Financial services (financial aid, budget management, etc.) |
| ☐ ₅ Services related to other addictions (emotional, gambling, etc.) | ☐ ₁₃ Services related to domestic violence |
| ☐ ₆ Employment-related services (Emploi Québec, reintegration, internship, support program, etc.) | ☐ ₁₄ Housing related services (to respond to various fears or concerns) |
| ☐ ₇ Educational support (training, school, internship, etc.) | ☐ ₁₅ Food services (food bank) |
| ☐ ₈ Services related to parenting skills (parenting group, follow-up with social worker, Director of Youth Protection, etc.) | ☐ ₁₆ Services related to clothing (clothing bank, thrift store) |
| | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| | ☐ ₉₅ None |
| | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |

Other: _____

Q20A. In the NEXT 6 MONTHS, which of the following services would you like to receive? Select all that apply.

- | | |
|---|--|
| ☐ ₁ Physical health services (doctor, nurse, etc.) | Blood-Borne Infections, post-trauma, consequences of sexual assault, sexual health problems, sexual violence, etc.) |
| ☐ ₂ Psychological or psychiatric health services (social servant/social worker, therapist, psychiatrist, psychologist, support group, etc.) | ☐ ₁₀ Service for your children (child/youth social worker, daycare, etc.) |
| ☐ ₃ Services related to alcohol addiction (detox, harm reduction, Alcoholics Anonymous, etc.) | ☐ ₁₁ Services related to legal/judicial or administrative issues (lawyer, legal aid, request for a pardon, etc.) |
| ☐ ₄ Services related to drug addiction (detox, harm reduction, Narcotics Anonymous, methadone, etc.) | ☐ ₁₂ Financial services (financial aid, budget management, etc.) |
| ☐ ₅ Services related to other addictions (emotional, gambling, etc.) | ☐ ₁₃ Services related to domestic violence |
| ☐ ₆ Employment-related services (Emploi Québec, reintegration, internship, support program, etc.) | ☐ ₁₄ Housing related services (to respond to various fears or concerns) |
| ☐ ₇ Educational support (training, school, internship, etc.) | ☐ ₁₅ Food services (food bank) |
| ☐ ₈ Services related to parenting skills (parenting group, follow-up with social worker, Director of Youth Protection, etc.) | ☐ ₁₆ Services related to clothing (clothing bank, thrift store) |
| ☐ ₉ Services related to sex and sexuality (STBBI's - Sexually Transmissible and | ☐ ₉₀ Other (specify below) |
| | ☐ ₉₅ None |
| | ☐ ₉₉ I prefer not to answer |

Other: _____

Q21. What is your marital status?

- ☐₁ Single (not living with a spouse or common-law partner)
☐₂ Married (not separated)
☐₃ Common-law union (actually a spouse)
☐₄ Divorced (not living with an actual spouse)
☐₅ Separated (not living with an actual spouse)
☐₆ Widowed (not living with an actual spouse)
☐₉ I prefer not to answer

Q22. Do you have children? If yes, how many?

- ☐₁ Yes, ____ child(ren)
☐₂ No
☐₉ I prefer not to answer

Q23. Do you identify as a Native person, meaning you are a member of First Nations, Metis, or Inuit?

- ☐₁ Yes ☐₂ No ☐₉ I prefer not to answer

Q24. Do you identify as an LGBT+ member (lesbian, gay, bisexual, transsexual, transgender, or+)?

- ☐₁ Yes ☐₂ No ☐₉ I prefer not to answer

Q25. Do you identify as a person from an ethnocultural or visible minority group?

- ☐₁ Yes ☐₂ No ☐₉ I prefer not to answer

Q26. What is your current status in Canada?

- ☐₁ Canadian citizen
☐₂ Refugee/Refugee claimant
☐₃ Permanent resident
☐₄ In sponsorship
☐₅ Live-in caregiver
☐₆ Long term student visa
☐₇ Long term work visa
☐₈ Short term tourist visa
☐₉ Short term business visa
☐₁₀ No papers or status/illegal immigrant into Canada
☐₉₉ I prefer not to answer

Q27. Do you identify as a disabled person?

- ☐₁ Yes ☐₂ No ☐₉ I prefer not to answer

Q28. How old are you?

____ years old

- ☐₉₉ I prefer not to answer

Q29. What language(s) do you speak?

- ☐₁ English ☐₂ French ☐₉₉ Other (specify below)

- ☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q30. Are you CURRENTLY studying?

☐₁ Yes

☐₂ No

☐₉ I prefer not to answer

Q30A. What is your current educational level?

☐₁ Elementary

☐₂ Secondary 1

☐₃ Secondary 2

☐₄ Secondary 3

☐₅ Secondary 4

☐₆ Secondary 5

☐₇ Vocational or trade school (Diploma of Vocational Studies)

☐₈ College/CEGEP (Diploma of College Studies, Attestation of College Studies)

☐₉ University (Certificate)

☐₁₀ University (Bachelor's, 1st year)

☐₁₁ University (Bachelor's, 2nd year)

☐₁₂ University (Bachelor's, 3rd year)

☐₁₃ University (Master's)

☐₁₄ University (Doctorate)

☐₁₅ Other (specify below)

☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q31. At this point, what educational level have you COMPLETED?

☐₁ Elementary

☐₂ Secondary 1 (or grade 7)

☐₃ Secondary 2

☐₄ Secondary 3

☐₅ Secondary 4

☐₆ Secondary 5

☐₇ Vocational or trade school (Diploma of Vocational Studies)

☐₈ College/CEGEP (Diploma of College Studies, Attestation of College Studies)

☐₉ University (certificate)

☐₁₀ University (Bachelor's, 1st year)

☐₁₁ University (Bachelor's, 2nd year)

☐₁₂ University (Bachelor's, 3rd year)

☐₁₃ University (Master's)

☐₁₄ University (Doctorate)

☐₁₅ Other (specify below)

☐₉₉ I prefer not to answer

Other: _____

Q32. What is your monthly INDIVIDUAL income (ALL sources of income; legal and illegal)? Select only one answer.

☐₁ Less than \$500

☐₂ Between \$500 and \$999

☐₃ Between \$1000 and \$1499

☐₄ Between \$1500 and \$1999

☐₅ Between \$2000 and \$3000

☐₆ Over \$3000

☐₉ I prefer not to answer

Thank you very much for your precious collaboration!
A non-exhaustive list of resources is available on demand.

ANNEXE 2

LISTE DES RESSOURCES

Version française

Veillez prendre note que cette liste n'est pas exhaustive.

RESSOURCES AU QUÉBEC

INFORMATION SUR LES SERVICES COMMUNAUTAIRES, PUBLICS ET PARAPUBLICS

Site Internet : <http://www.qc.211.ca/>

AIDE JURIDIQUE

Service gratuit ou tarifs adaptés au budget. Les personnes à l'extérieur de la grande région de Montréal seront dirigées vers leur bureau régional, s'il en existe un.

Droit de l'immigration. Téléphone : 514 849-3671

Droit de la jeunesse. Téléphone : 514 864-9833

Droit criminel/pénal. Téléphone : 514 842-1970

ÉCOUTE ET RÉFÉRENCE

AGRESSIONS SEXUELLES : 1 888 933-9007

S.O.S. VIOLENCE CONJUGALE : 1 800 363-9010

SUICIDE ACTION (personne suicidaire ou proche) : 1 866 277-3553

TEL-JEUNES : 1 800 263-2266

FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Site Internet : <https://www.faq-qnw.org/>

Téléphone : 450 632-0088

URGENCE CLSC :

Téléphone sans frais : 1 800 361-397

CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX (VICTIMES AGRESSIONS SEXUELLES)

Site Internet : <http://sante.gouv.qc.ca/systeme-sante-en-bref/cisss-ciuss>

Téléphone sans frais : 1 877 644-4545

Région de Québec. Téléphone : 418 644-4545

Région de Montréal. Téléphone : 514 644-4545

Personnes sourdes ou muettes (ATS) sans frais : 1 800 361-9596

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES (CLSC)

Site Internet : <http://sante.gouv.qc.ca/repertoire-ressources/clsc/>

Téléphone sans frais : 1 877 644-4545

Région de Québec. Téléphone : 418 644-4545

Région de Montréal. Téléphone : 514 644-4545

Personnes sourdes ou muettes (ATS) sans frais : 1 800 361-9596

SERVICE D'AIDE MÉDICALE ET PSYCHOLOGIQUE AUX PERSONNES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES.

Téléphone : 1 888 933-9007

Région de Montréal. Téléphone : 514 933-9007

REGROUPEMENT QUÉBÉCOIS DES CENTRES D'AIDE ET DE LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL (RQCALACS)

Site Internet : <http://www.rqcalacs.qc.ca/calacs.php>

Région de Montréal. Téléphone : 514 529-5252

Extérieur de Montréal sans frais : 1 877 717-5252

RESSOURCES DE MONTRÉAL ET DE LA RIVE SUD

INFO-LIGNES MULTILINGUES DU BOUCLIER SUR LA VIOLENCE SEXUELLE ET LES RESSOURCES

Téléphone : 514 270-2900

CENTRE DE SANTÉ DES FEMMES DE MONTRÉAL

Site Internet : www.csfmontreal.qc.ca

Téléphone : 514 270-6110

CALACS de l'Ouest de l'île – West Island CALACS

Site Internet : www.calacsdelouest.ca/

Téléphone : 514 684-2198

CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES (24/7)

Site Internet : www.cvasm.org

Téléphone : 514 934-4504

LE FOYER POUR FEMMES AUTOCHTONES DE MONTRÉAL

Site Internet <http://www.nwsm.info>

Téléphone : 514 933-4688 ou sans frais : 1 866 403-4688

LA SORTIE (soutien)

Site Internet : <http://www.lasortie.org/>

Téléphone : 514 236-7255

LA RUE DES FEMMES

Site Internet : <http://laruedesfemmes.org/>

Téléphone : 514 284-9665

LE 219 — VOLET JEUNESSE D’ACTION NOUVELLE VIE

Site Internet : <https://actionnouvellevie.com/actualite/le-2159-une-nouvelle-adresse-pour-les-jeunes-en-difficulte/>

Téléphone : 450 646-5815

MISSION BON ACCUEIL

Site Internet : <https://missionbonaccueil.com/>

Téléphone : 514 523-5288

STELLA

Site Internet : <http://chezstella.org/>

Téléphone : 514 285-8889

AUBERGE MADELEINE

Site Internet : <http://www.aubergemadeleine.org/>

Téléphone : 514 597-1303

CENTRE D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/montreal/accueil.html>

Centre, téléphone : 514 277-9860

Est, téléphone : 514 645-9333

Ouest, téléphone : 514 744-5048

Para servicios en español: 514 277-9860, poste 2235

TRÊVE POUR ELLES

Site Internet : www.trevepourelles.org

Téléphone : 514 251-0323

CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE (CLES).

Site Internet : <http://www.lacles.org/>

Téléphone Jour : 514 750-4535

Pour premier contact, soirs (18 h à 22 h) et fins de semaines (12 h à 18 h) : 514 601-4536

Y DES FEMMES

Téléphone : 514 866-9941

Site Internet : <http://www.ydesfemmesmtl.org/>

RESSOURCES DE LAVAL

CENTRE DE PRÉVENTION ET D'INTERVENTION POUR VICTIMES D'AGRESSION SEXUELLE (CPIVAS). Ligne d'urgence 24 h/7 j

Téléphone : 450 669-9053 ou sans frais : 1 888 933-9007

Site Internet : <http://www.cpivas.com/>

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/laval/organisation.html>

Téléphone : 450 688-4581

LA MAISON D'ATHÉNA

Site Internet : www.shieldofathena.com

Téléphone : 450 688-2117

INFO-LIGNES MULTILINGUES DU BOUCLIER SUR LA VIOLENCE SEXUELLE ET LES RESSOURCES

Téléphone : 450 688-2117

RESSOURCES DES LAURENTIDES

CALACS LAURENTIDES

Site Internet : <http://www.rqcalacs.qc.ca/calacs.php#region-lanaudiere>

Téléphone : 450 565-6231

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/laurentides/accueil.html>

Téléphone : 450 569-0332 ou sans frais : 1 800 492-2822

L'ÉLAN CALACS

Site Internet : <http://www.lelan.org/>

Téléphone : 819 623-2624 ou sans frais : 1 866 431-2624

CENTRE LIBER'ELLES

Site Internet : <http://www.liberelles.org/>

Téléphone : 450 594-0556

SIGNÉE FEMMES

Site Internet : <http://www.signeefemmes.com/>

Téléphone : 819 275-5 455

RESSOURCES DE LANAUDIÈRE

CALACS — COUP DE CŒUR

Site Internet : <http://www.calacscoupdecœur.com/>

Téléphone : 450 756-4999 ou sans frais : 1 866 756-4999

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/lanaudiere/accueil.html>

Téléphone : 450 755-6127

CENTRE INTERFEMMES

Site Internet : <http://www.interfemmes.ca/>

Téléphone : 450 654-9621

REGARD EN ELLE

Site Internet : <http://www.regardenelle.org/ree/accueil.html>

Téléphone : 450 582-6000 ou sans frais : 1 888 582-6005

RESSOURCES DE QUÉBEC — LEVIS

VIOL SECOURS (CALACS)

Site Internet : <http://www.violsecours.qc.ca/>

Téléphone : 418 522-2120

CALACS Rive Sud.

Site Internet : <http://calacsrivesud.org/>

Téléphone : 418 835-8342 ou sans frais : 1 866 835-8342

ALLIANCE JEUNESSE — CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Site Internet : <http://www.alliancejeunesse.com/>

Téléphone : 418 834-9808

COLLECTIF D'AIDE AUX FEMMES EXPLOITÉES SEXUELLEMENT (CAFES)

Facebook : <https://fr-ca.facebook.com/lecafes/>

Courriel : contact@lecafes.com

Téléphone : 450 822-6359

PROJET LUNE (Drop-in)

Site Internet : <http://www.projet-lune.org/>

Téléphone de jour : 418 704-5863

Téléphone de nuit : 418 914-1298

PECH — MAISON D'HÉBERGEMENT (santé mentale)

Téléphone : 418 524-4757

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/capitale/accueil.html>

Téléphone : 418 648-2 190 ou sans frais : 1 888 881-7192

LA MAISON DE MARTHE

Site Internet : <http://www.maisondemarthe.com/>

Téléphone : 418 523-1798

PROJET INTERVENTION PROSTITUTION DE QUÉBEC (PIPQ).

Site Internet : <http://www.pipq.org/index.php>

Téléphone : 418 641-0168

MAISON MARIE-ROLLET

Site Internet : <http://www.maisonmr.com/>

Téléphone : 418 688-9024

Y DES FEMMES

Site Internet : <http://www.ywcaquebec.qc.ca/>

Téléphone : 418 683-2155

LA MAISON COMMUNAUTAIRE MISSINAK

Site Internet : <http://www.missinak.com/>

Téléphone : 418 627-7346 ou sans frais : 1 866 927-7346

LA MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES

Site Internet : www.maisonpourfemmesimmigrantes.com

Téléphone : 418 652-9761

RESSOURCES DE GATINEAU

CALACS DE L'OUTAOUAIS

<http://www.calas.ca/>

Téléphone : 819 771-1773 ou sans frais : 1 866 757-7757

BUREAU RÉGIONAL D'ACTION SIDA (BRAS)

<http://lebras.qc.ca/>

Téléphone : 819-776-BRAS/ 776-2727

Sans frais : 1-877-376 — BRAS/2 727

MAISON D'HÉBERGEMENT POUR ELLES DES DEUX VALLÉES (services offerts avec ou sans hébergement)

Site Internet : <http://maisondeuxvallees.com/a-propos/>

Téléphone : 819 986-8286

24 heures sur 24, 7 jours sur 7

CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE L'OUTAOUAIS (soutien en employabilité)

Téléphone : 819 561-7712

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/outaouais/accueil.html>

Téléphone : 819 778-3555 ou sans frais : 1 800 331-2311

ASSOCIATION DES FEMMES IMMIGRANTES DE L'OUTAOUAIS (AFIO)

Site Internet : <http://www.afio.ca/afio.php>

Téléphone : 819 776 -6764

CLINIQUE DES FEMMES DE L'OUTAOUAIS

<http://www.cliniquedesfemmes.com/>

Téléphone : 819 778-2055

RESSOURCES DE SHERBROOKE

AGRESSION ESTRIE (CALACS)

Site Internet : <http://www.calacsestrie.com/>

Téléphone : 819 563-9999 ou sans frais : 1 877 563-0793

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

Téléphone : 819 820-2822 ou sans frais : 1 877 822-2822

CENTRE POUR FEMMES IMMIGRANTES DE SHERBROOKE

Site Internet : <https://www.facebook.com/centre.pourfemmesimmigrantes>

Téléphone : 819 822-2259

L'ESCALE DE L'ESTRIE

Site Internet : <http://www.escaleestrie.com>

Téléphone : 819 569-3611

RESSOURCES DE TROIS-RIVIÈRES

CALACS de Trois-Rivières

Téléphone : 819 373-1232

CENTRE D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS (CAVAC)

<http://www.cavac.qc.ca/regions/mauricie/accueil.html>

[Téléphone : 819 373-0337 ou sans frais : 1 888 552-2822](http://www.cavac.qc.ca/regions/mauricie/accueil.html)

MAISON DE CONNIVENCE

Téléphone : 819 379-1011

<http://www.deconnivence.ca/>

CENTRE DE SANTÉ DES FEMMES DE LA MAURICIE

Téléphone 819 378-1661

<https://www.csfmauricie.ca/>

RESSOURCES DE VAL D'OR

ASSAULT SEXUEL SECOURS/VAL-D'OR. (CALACS)

Site Internet: <http://www.assautsexuelsecours.com>

Téléphone : 819 825-6968 ou sans frais : 1 877 855-6968

CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL-D'OR

Site Internet : <https://www.caavd.ca/>

Téléphone : 819 825-6857

CENTRE DE SANTÉ DE KITCISAKIK (Première ligne)

Site Internet : <http://www.kitcisakik.ca/sante.php>

Téléphone : 819 736-3001

CENTRE DE SANTÉ DU LAC SIMON

Téléphone : 819 736-2152

CLSC — PIKATEMPS (Service multidisciplinaire de prévention, de relation d'aide et de dépistage des ITSS)

Téléphone : 819 825-5858

CENTRE POUR LES VICTIMES D'AGRESSIONS SEXUELLES

Site Internet : <http://www.cavac.qc.ca/regions/abitiibi/accueil.html>

Téléphone : 819 797-5599 ou sans frais : 1 866 335-5599

MAISON D'HÉBERGEMENT LE NID

Téléphone : 819 825-3865

MAISON MIKANA

Téléphone : 819 732-9161

RESSOURCES DU SAGUENAY

CALACS ENTRE ELLES (Saint Jean)

Site Internet : <http://www.calacsentreelles.com/>

Téléphone : 418 275-1004 ou sans frais : 1 866 666-1004

LA MAISON ISA (CALACS)

Site Internet : <http://www.maisonisa.com/>

Téléphone : 418 545-6444

CENTRE FÉMININ DU SAGUENAY (hébergement ouvert aux femmes immigrantes et autochtones)

Site Internet <http://fede.qc.ca/maison/centre-feminin-saguenay>

Téléphone : 418 549-4343

SÉJOUR MARIE FITZBACH

Site Internet : <https://www.cdcduroc.com/membres/sejour-marie-fitzbach>

Téléphone : 418 690 3679

Version anglaise

Please note: This list is not exhaustive.

RESOURCES IN QUEBEC

INFORMATION ON COMMUNITY, PUBLIC AND PARAPUBLIC SERVICES

Website: <http://www.qc.211.ca/en>

LEGAL ASSISTANCE

Free or reduced rates according to one's budget. Those outside the greater Montreal area will be directed to their regional office if there is one.

Immigration law. Phone #: 514-849-3671

Youth law. Phone #: 514-864-9833

Criminal/Penal law. Phone #: 514-842-1970

SUPPORT AND REFERENCE

SEXUAL ASSAULT: 1-888-933-9007

S.O.S. DOMESTIC VIOLENCE: 1-800-363-9010

SUICIDE ACTION (for individuals, family members, close friends): 1-866-277-3553

TEL-JEUNES: 1-800-263-2266

QUEBEC NATIVE WOMEN

Website: <https://www.faq-qnw.org/en>

Phone #: 450-632-0088

CLSC EMERGENCY:

Toll free phone: 1-800-361-397

INTEGRATED HEALTH AND SOCIAL SERVICES CENTRES (SEXUAL ASSAULT VICTIMS)

Website: <http://sante.gouv.qc.ca/systeme-sante-en-bref/cisss-ciusss>

Toll free phone: 1-877-644-4545

Quebec City area. Phone #: 418-644-4545

Montreal area. Phone #: 514-644-4545

Deaf and mute people. Toll free: 1-800-361-9596

CENTRE LOCAL DE SERVICES COMMUNAUTAIRES (CLSC)

Website: <http://sante.gouv.qc.ca/repertoire-ressources/clsc/>

Toll free phone: 1-877-644-4545

Quebec City area. Phone #: 418-644-4545

Montreal area. Phone #: 514-644-4545

Deaf and mute people. Toll free: 1-800-361-9596

MEDICAL AND PSYCHOLOGICAL ASSISTANCE FOR VICTIMS OF SEXUAL ASSAULT.

Phone #: 1-888-933-9007

Montreal area. Phone #: 514-933-9007

QUEBEC COALITION OF SEXUAL ASSAULT CENTERS (CALACS)

Website: <http://www.rqcalacs.qc.ca/calacs.php>

Montreal area. Phone #: 514-529-5252

Outside Montreal area. Toll free phone: 1-877-717-5252

RESOURCES IN MONTREAL AND THE SOUTH SHORE**INFO-LIGNES MULTILINGUES DU BOUCLIER SUR LA VIOLENCE SEXUELLE ET LES RESSOURCES**

Phone #: 514-270-2900

CENTRE DE SANTÉ DES FEMMES DE MONTRÉAL (MONTREAL CENTRE FOR WOMEN'S HEALTH)

Website: www.csfmontreal.qc.ca

Phone #: 514-270-6110

CALACS de l'Ouest de l'île – West Island CALACS

Website: www.calacsdelouest.ca/

Phone #: 514-684-2198

MONTREAL SEXUAL ASSAULT CENTRE (24/7)

Website: www.cvasm.org

Phone #: 514-934-4504

NATIVE WOMEN'S SHELTER OF MONTREAL

Website: <http://www.nwsm.info>

Phone #: 514-933-4688 Toll free phone: 1-866-403-4688

THE WAY OUT (support)

Website: <http://www.lasortie.org>

Phone #: 514-236-7255

HERSTREET

Website: <http://laruedesfemmes.org/en>

Phone #: 514-284-9665

LE 2159 — VOLET JEUNESSE D’ACTION NOUVELLE VIE

Website: <https://actionnouvellevie.com/actualite/le-2159-une-nouvelle-adresse-pour-les-jeunes-en-difficulte>

Phone #: 450-646-5815

WELCOME HALL MISSION

Website: <https://missionbonaccueil.com>

Phone #: 514-523-5288

STELLA

Website: <http://chezstella.org>

Phone #: 514-285-8889

AUBERGE MADELEINE

Website: <http://www.aubergemadeleine.org>

Phone #: 514-597-1303

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/montreal/index.html>

Centre, phone: 514-277-9860

East, phone: 514-645-9333

West, phone: 514-744-5048

Para servicios en español: 514-277-9860, extension 2235

TRÊVE POUR ELLES

Website: www.trevepourelles.org

Phone #: 514-251-0323

CONCERTATION DES LUTTES CONTRE L’EXPLOITATION SEXUELLE (CLES)

Website: <http://www.lacles.org>

Weekday Phone #: 514-750-4535

For initial contact: Evenings (6 – 10 pm) Weekends (noon – 6 pm): 514-601-4536

YWCA

Website: <http://www.ydesfemmesmtl.org/en>

Phone #: 514-866-9941

RESOURCES IN LAVAL**CENTRE DE PRÉVENTION ET D’INTERVENTION POUR VICTIMES D’AGRESSION SEXUELLE (CPIVAS). Emergency line 24/7**

Website: <http://www.cpivas.com>

Phone #: 450-669-9053 or Toll free: 1-888-933-9007

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/laVal/organization.html>

Phone #: 450-688-4581

SHIELD OF ATHENA

Website: www.shieldofathena.com

Phone #: 450-688-2117

INFO-LIGNES MULTILINGUES DU BOUCLIER SUR LA VIOLENCE SEXUELLE ET LES RESSOURCES

Phone #: 450-688-2117

RESOURCES IN THE LAURENTIANS

CALACS Laurentians

Website: <http://www.rqcalacs.qc.ca/the-calacs.php>

Phone #: 450-565-6231

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/laurentides/index.html>

Phone #: 450-569-0332 or Toll free: 1-800-492-2822

L'ÉLAN CALACS

Website: <http://www.lelan.org>

Phone #: 819-623-2624 or Toll free: 1-866-431-2624

CENTRE LIBER'ELLES

Website: <http://www.liberelles.org>

Phone #: 450-594-0556

SIGNÉE FEMMES

Website: <http://www.signeefemmes.com>

Phone #: 819-275-5455

RESOURCES IN LANAUDIÈRE

CALACS — COUP DE CŒUR

Website: <http://www.calacscoupdecœur.com>

Phone #: 450-756-4999 or Toll free: 1-866-756-4999

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/regions/lanaudiere/accueil.html>

Phone #: 45-755-6127

INTERFEMMES CENTRE

Website: <http://www.interfemmes.ca>

Phone #: 450-654-9621

REGARD EN ELLE

Website: <http://www.regardenelle.org/ree/accueil.html>

Phone #: 450-582-6000 or Toll free: 1-888-582-6005

RESOURCES IN QUEBEC CITY – LEVIS

VIOL SECOURS (CALACS)

Website: <http://www.violsecours.qc.ca>

Phone #: 418-522-2120

CALACS (SOUTH SHORE)

Website: <http://calacsrivesud.org>

Phone #: 418-835-8342 or Toll free: 1-866-835-8342

ALLIANCE JEUNESSE — CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE

Website: <http://www.alliancejeunesse.com>

Phone #: 418-834-9808

COLLECTIF D'AIDE AUX FEMMES EXPLOITÉES SEXUELLEMENT (CAFES)

Facebook: <https://fr-ca.facebook.com/lecafes>

Email: contact@lecafes.com

Phone #: 450-822-6359

PROJET LUNE (DROP-IN)

Website: <http://www.projet-lune.org>

Daytime phone #: 418-704-5863

Night phone #: 418-914-1298

PECH - MAISON D'HÉBERGEMENT (MENTAL HEALTH)

Phone #: 418-524-4757

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/capitale/index.html>

Phone #: 418-648-2190 or Toll free: 1-888-881-7192

LA MAISON DE MARTHE

Website: <http://www.maisondemarthe.com>

Phone #: 418-523-1798

PROJET INTERVENTION PROSTITUTION DE QUÉBEC (PIPQ).

Website: <http://www.pipq.org/index.php>

Phone #: 418-641-0168

MAISON MARIE-ROLLET

Website: <http://www.maisonmr.com>

Phone #: 418-688-9024

YWCA

Website: <http://www.ywcaquebec.qc.ca>

Phone #: 418-683-2155

LA MAISON COMMUNAUTAIRE MISSINAK

Website: <http://www.missinak.com/>

Phone #: 418-627-7346 or Toll free: 1-866-927-7346

IMMIGRANT WOMEN'S SHELTER

Website: http://www.maisonpourfemmesimmigrantes.com/ang_accueil.html

Phone #: 418-652-9761

RESOURCES IN GATINEAU**CALACS DE L'OUTAOUAIS**

Website: <http://www.calas.ca>

Phone #: 819-771-1773 or Toll free: 1-866-757-7757

BUREAU RÉGIONAL D'ACTION SIDA (BRAS)

Website: <http://lebras.qc.ca>

Phone #: 819-776-BRAS (2727)

Toll free: 1-877-376-BRAS (2727)

MAISON D'HÉBERGEMENT POUR ELLES DES DEUX VALLÉES (TEMPORARY HOUSING AND OTHER SERVICES)

Website: <http://maisondeuxvallees.com/english/>

Phone #: 819-986-8286 (24/7)

CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI DE L'OUTAOUAIS (EMPLOYMENT ASSISTANCE)

Phone #: 819-561-7712

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/outaouais/index.html>

Phone #: 819-778-3555 or Toll free: 1-800-331-2311

ASSOCIATION DES FEMMES IMMIGRANTES DE L'OUTAOUAIS (AFIO)

Website: <http://www.afio.ca/afio.php>

Phone #: 819-776 -6 764

CLINIQUE DES FEMMES DE L'OUTAOUAIS

Website: <http://www.cliniquedesfemmes.com/en/>

Phone #: 819-778-2055

RESOURCES IN SHERBROOKE

AGRESSION ESTRIE (CALACS)

Website: <http://www.calacsestrie.com>

Phone #: 819-563-9999 or Toll free: 1-877-563-0793

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Phone #: 819-820-2822 or Toll free: 1-877-822-2822

CENTRE POUR FEMMES IMMIGRANTES DE SHERBROOKE

Website: <https://www.facebook.com/centre.pourfemmesimmigrantes>

Phone #: 819-822-2259

L'ESCALE DE L'ESTRIE

Website: <http://www.escaleestrie.com>

Phone #: 819-569-3611

SÉJOUR LA BONNE ŒUVRE

Website: <http://ressourcesestrie.com/ressource/sejour-la-bonne-oeuvre>

Phone #: 819-569-3611

RESOURCES IN TROIS-RIVIÈRES

CALACS DE TROIS-RIVIÈRES

Phone #: 819-373-1232

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/mauricie/index.html>

Phone #: 819-373-0337 or Toll free: 1-888-552-2822

MAISON DE CONNIVENCE

Phone #: 819-379-1011

Website: <http://www.deconnivence.ca>

CENTRE DE SANTÉ DES FEMMES DE LA MAURICIE

Phone #: 819-378-1661

Website: <https://www.csfmauricie.ca>

RESOURCES IN VAL D'OR

ASSAULT SEXUEL SECOURS/VAL-D'OR (CALACS)

Website: <http://www.assautsexuelsecours.com>

Phone #: 819-825-6968 or Toll free: 1-877-855-6968

VAL-D'OR NATIVE FRIENDSHIP CENTRE

Website: <https://en.caavd.ca/>

Phone #: 819-825-6857

CENTRE DE SANTÉ DE KITCISAKIK (Frontline)

Website: <http://www.kitcisakik.ca/sante.php>

Phone #: 819-736-3001

LAC SIMON HEALTH CENTRE

Phone #: 819-736-2152

CLSC — PIKATEMPS (MULTIDISCIPLINARY SERVICE FOR THE PREVENTION, AID, AND SCREENING OF STI'S)

Phone #: 819-825-5858

CRIME VICTIMS ASSISTANCE CENTRE (CAVAC)

Website: <http://www.cavac.qc.ca/english/network/abitiabi/index.html>

Phone #: 819-797-5599 or Toll free: 1-866-335-5599

MAISON D'HÉBERGEMENT LE NID

Phone #: 819-825-3865

MAISON MIKANA

Phone #: 819-732-9161

RESOURCES IN SAGUENAY

CALACS ENTRE ELLES (SAINT JEAN)

Website: <http://www.calacsentreelles.com>

Phone #: 418-275-1004 or Toll free: 1-866-666-1004

LA MAISON ISA (CALACS)

Website: <http://www.maisonisa.com>

Phone #: 418-545-6444

CENTRE FÉMININ DU SAGUENAY (HOUSING FOR NATIVE AND IMMIGRANT WOMEN)

Website: <http://fede.qc.ca/maison/centre-feminin-saguenay>

Phone #: 418-549-4343

SÉJOUR MARIE FITZBACH

Website: <https://www.cdcduroc.com/membres/sejour-marie-fitzbach>

Phone #: 418-690-3679

ANNEXE 3

TABLEAU 21 - Éléments ayant contribué à l'entrée dans l'industrie du sexe (tableau croisé détaillé)

Éléments ayant contribué à l'entrée dans l'industrie du sexe	Freq.	Avec NSP		Sans NSP	
		%	% cumulatif	%	% cumulatif
Besoin d'argent	382	69,7	69,7	70,0	70,0
Payer son logement	251	45,8	115,5	46,0	115,9
Payer ses besoins de base (nourriture, transport, médicaments)	246	44,9	160,4	45,1	161,0
Dettes	220	40,1	200,5	40,3	201,3
Problèmes de drogue, d'alcool ou d'autres dépendances (jeu)	144	26,3	226,8	26,4	227,7
Goût du luxe/gros train de vie	142	25,9	252,7	26,0	253,7
Incapacité à trouver un emploi	126	23,0	275,7	23,1	276,7
Banalisation de la prostitution dans son entourage	121	22,1	297,8	22,2	298,9
Violence physique ou psychologique vécue dans l'enfance ou l'adolescence	97	17,7	315,5	17,8	316,7
Manque d'estime de soi et de confiance en soi	97	17,7	333,2	17,8	334,4
Inceste/agressions sexuelles dans sa famille	96	17,5	350,7	17,6	352,0
Viol, viol collectif (gang bang)	93	17,0	367,7	17,0	369,0
Besoin de valorisation	90	16,4	384,1	16,5	385,5
Décrochage scolaire	84	15,3	399,5	15,4	400,9
Banalisation de la prostitution dans sa famille	83	15,1	414,6	15,2	416,1
Répondre à une fausse annonce d'emploi	83	15,1	429,7	15,2	431,3
Subvenir aux besoins de ses enfants	82	15,0	444,7	15,0	446,3
Isolement	81	14,8	459,5	14,8	461,2
Subvenir aux besoins d'un(e) conjoint(e) ou participer à un projet de vie commun	67	12,2	471,7	12,3	473,4
Besoin de thrill	62	11,3	483,0	11,4	484,8
Ne pas avoir accès à des services de santé psychologique ou psychiatrique	56	10,2	493,2	10,3	495,1
Mère, grand-mère, tante ou autre membre de sa famille dans la prostitution	52	9,5	502,7	9,5	504,6
Sexualité débridée dans la famille (pornographie, partouzes, etc.)	47	8,6	511,3	8,6	513,2
Ne pas avoir accès à des services de santé physique	42	7,7	519,0	7,7	520,9
Payer ses études	40	7,3	526,3	7,3	528,2
Subvenir aux besoins d'un autre membre de sa famille (mère, père, tante, etc.)	35	6,4	532,7	6,4	534,6
Pression de sa famille à faire de la prostitution	25	4,6	537,2	4,6	539,2
Famille dans un groupe criminel (motards, mafia, gangs de rue, etc.)	25	4,6	541,8	4,6	543,8
Vendue à un pimp par sa famille	15	2,7	544,5	2,7	546,5
Menaces, craintes pour la vie et la sécurité de ses parents, frères, soeurs	14	2,6	547,1	2,6	549,1
Menaces, crainte pour la vie et la sécurité d'autres membres de sa famille	13	2,4	549,5	2,4	551,5
Menaces, crainte pour la vie et la sécurité de ses enfants	9	1,6	551,1	1,6	553,1
A été forcée à entrer dans le milieu (enlevé, s'est fait manipuler, etc.)	7	1,3	552,4	1,3	554,4
Intérêt pour le milieu (curiosité, envie d'essayer)	5	0,9	553,3	0,9	555,3
Problèmes familiaux (décès dans la famille, parents irresponsables)	4	0,7	554,0	0,7	556,0
Pression d'une secte	4	0,7	554,7	0,7	556,8
Situation d'itinérance (fugue, nulle part où aller)	3	0,5	555,3	0,5	557,3
Perception positive de la prostitution	3	0,5	555,8	0,5	557,9
Entré graduel dans l'industrie du sexe	3	0,5	556,4	0,5	558,4
Volonté d'indépendance (émancipation, etc.)	2	0,4	556,8	0,4	558,8
Le désir de voyager	2	0,4	557,1	0,4	559,2
Influence des médias	2	0,4	557,5	0,4	559,5
Mode de vie menant à l'industrie du sexe	2	0,4	557,8	0,4	559,9
Crainte et menaces pour sa personne (harcèlement, etc.)	2	0,4	558,2	0,4	560,3
Rupture	1	0,2	558,4	0,2	560,4
Incapacité à être autonome	1	0,2	558,6	0,2	560,6
Préfère ne pas répondre	2	0,4	558,9		
Total	548	100,0		100,0	

Tableau 21 © Mourani-Criminologie 2019

NSP=Ne sait pas.

Éditions et production
Mourani-Criminologie
CP 68027 BP Blainville
Blainville (Québec) J7C 4Z4
Site Internet : <https://mouranicriminologue.com/>



Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2019
Bibliothèque et Archives Canada
ISBN : 978-2-9818161-0-8 (version PDF)